

Narcotrafic : les enjeux de la bataille parlementaire

► Votée au Sénat dans un esprit consensuel, la proposition de loi « visant à sortir la France du piège du narcotrafic » promet de vifs débats à l'Assemblée

► Plusieurs mesures de ce texte, qui entend durcir nettement l'arsenal judiciaire contre les trafiquants de drogue, ont été supprimées en commission

► L'opposition vient de la gauche, mais aussi de voix du bloc central, avec en arrière-plan une lutte entre la vision des magistrats et policiers et celle des avocats

► La procureure générale de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau, appuie la réforme, estimant qu'il y a eu une « bascule » en France dans la menace et la violence

► Le futur parquet national anti-criminalité organisée ne sera utile que s'il dispose d'importants moyens, alerte un rapport

PAGES 6-7



COVID : CINQ ANS APRÈS LE CONFINEMENT, LA FACTURE SE PAIE ENCORE

► Le 17 mars 2020, le confinement mettait la France presque à l'arrêt
► Inflation, dette : nos économies font encore face aux conséquences du « quoi qu'il en coûte »
► Des Franciliens partis se mettre au vert racontent leur exil réussi

PAGES 14 À 16

Boulevard de Sébastopol, à Paris, le premier jour du confinement, le 17 mars 2020. ODHRAH DUNNE POUR « LE MONDE »

Syrie
Après les tueries, la communauté alaouite crie sa détresse et sa colère

PAGE 3

Retraites
Bayrou ferme la porte aux 62 ans, indignant la gauche et les syndicats

PAGE 11

Santé
Au Costa Rica, les ravages des pesticides dans les bananeraies

PAGE 13

Entretien
« La collusion de nombreux politiques avec Poutine affaiblit l'Europe »

Pour le politiste Olivier Schmitt, chercheur en stratégie et questions militaires, l'OTAN peut survivre à un désengagement des Etats-Unis à condition que l'Europe reste unie

PAGE 25

VU PAR HERRMANN (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



ÉDITORIAL
FRANÇOIS BAYROU
FACE AU
CHANGEMENT D'ÈRE

PAGE 28

"UN VOYAGE ÉBLOUISSANT AUX ORIGINES DU CINÉMA"
WES ANDERSON

LUMIÈRE L'AVVENTURE CONTINUE !

UN FILM DE THIERRY FRÉMEAUX

LE 19 MARS AU CINÉMA

CINE+ OCS LE FIGARO Télérama Nouvel Obs TC Institut Lumière



Le sénateur indépendant Bernie Sanders (au micro), entouré des démocrates Chuck Schumer, Chris Murphy, Gary Peters et Patty Murray, à Washington, le 6 mars.

TOM WILLIAMS/CQ-ROLL CALL/SIPA

Les démocrates américains en plein désarroi

Privé de ligne claire et de personnalités pour l'incarner, le parti s'en remet à sa base pour résister à Trump

WASHINGTON - correspondant

On ne sait ce qui est pire : le silence ou la cacophonie. La colère monte au sein de la base démocrate, face à l'incapacité du parti à s'opposer de façon audible et résolue à l'administration Trump. Deux mois après le retour du milliardaire à la Maison Blanche, la certitude d'assister à un moment dramatique de l'histoire américaine, et non à une alternance classique, conduit à un questionnement existentiel. La tentation d'un populisme de gauche, plus cinglant, moins enclin au compromis comme l'aimait Joe Biden, en miroir inversé du mouvement MAGA (Make America Great Again), se dessine nettement.

Selon un sondage NBC News paru dimanche, seuls 27 % des Américains ont une opinion positive du Parti démocrate, le niveau le plus bas depuis trente-cinq ans. Une autre étude pour la chaîne CNN montre que seuls 63 % des sympathisants de gauche approuvent son orientation, une chute de neuf points depuis janvier, qui dit bien la frustration générale. Plus personne ne croit à la main tendue à l'autre bord. Pour l'heure, c'est Chuck Schumer, 74 ans, le chef de file des démocrates au Sénat, qui concentre les critiques. Le 14 mars, avec neuf autres démocrates, il a décidé d'approuver un texte républicain pour éviter un shutdown – une interruption des activités fédérales non essentielles. Le financement du gouvernement est ainsi assuré jusqu'en septembre. Dans l'ancien monde, son pragmatisme aurait été salué.

Son argument : ce shutdown aurait profité à l'administration Trump, dans son projet de réduction et de mise au pas de l'Etat fédéral. Les élus démocrates, eux, estiment que ce calcul les prive d'une rare occasion de démontrer leur utilité et leur opposition à la marche en avant de Donald Trump, qui a salué le «courage»

La génération MAGA n'a pas eu d'équivalent aussi cohérent à gauche, malgré quelques figures progressistes

de Chuck Schumer. Leur frustration trahit leur impuissance, tant la marge de manœuvre paraît faible, face à l'emploi massif de décrets présidentiels. Du Congrès, l'affrontement central s'est déplacé vers les tribunaux, les juges fédéraux tentant de préserver l'Etat de droit.

L'appareil démocrate l'a compris : la priorité consiste à redonner la parole à la base. Une journée de protestation est prévue le 5 avril dans tout le pays, marquant notamment l'influence croissante d'une organisation appelée Indivisible, dont le cofondateur Ezra Levin est le visage. Une série de réunions publiques a aussi débuté dans neuf circonscriptions où des élus républicains sont en danger électoral. Le sénateur vétéran Bernie Sanders (Vermont), qui dispose d'une popularité incomparable dans le camp progressiste, a déjà commencé une tournée intitulée «Combatte l'oligarchie». Elle l'a conduit au Nebraska, dans le Wisconsin, dans l'Iowa et le Michigan. La justice sociale et les protections des salariés font recette. L'assistance était fournie, gonflée de colère, attendant plus d'agressivité de la part des démocrates.

Ces derniers se trouvent à un moment d'introspection et d'effroi devant l'entreprise de démolition conduite par Donald Trump. La génération MAGA, qui a redessiné le visage du Parti républicain dans le sillage du milliardaire, n'a pas eu d'équivalent aussi cohérent à gauche, malgré quelques figures progressistes. Alexandria

Ocasio-Cortez – qui a qualifié la décision de Chuck Schumer de «trahison» – avait été battue en décembre 2024 par Gerry Connolly, 74 ans, pour le poste démocrate de plus haut rang au sein de la prestigieuse commission de contrôle à la Chambre. Les démocrates ne souffrent pas seulement d'un problème de ligne directrice, de divisions internes, mais aussi d'un trop faible renouvellement.

«Les vieux chiens doivent apprendre de nouveaux tours» ou bien laisser la place, tranchait le stratège Simon Rosenberg dans une lettre, le 14 mars. Selon le créateur du réseau Hopium, les élus au Congrès doivent radicalement revoir leur activité : elle ne se limiterait plus au seul travail législatif, mais deviendrait celle d'un «communiquant-influenceur-leader de l'opposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept».

Reconfiguration intellectuelle
Ancienne analyste de l'Agence centrale de renseignement (CIA), la sénatrice Elissa Slotkin (Michigan), qui a donné la réplique à Donald Trump lors de son discours devant les parlementaires, est une rare révélation de ces derniers mois. Nancy Pelosi, ex-speaker de la Chambre, s'apprête à fêter ses 85 ans. Steny Hoyer (Maryland) les a déjà. Depuis 2021, sept élus démocrates sont morts durant leur mandat, dont Raul Grijalva (Arizona) et Sylvester Turner (Texas) début mars. Au Sénat, les démocrates comptent sept membres (sur 47) de plus de 75 ans. Chuck Schumer doit gérer le départ annoncé, en 2026, de trois sénateurs du New Hampshire, du Minnesota et du Michigan.

Qui, alors, pour porter quelles idées ? Comment renouer le fil avec les classes populaires, avec les hommes blancs non diplômés, avec les dizaines de millions d'Américains qui ont accordé davantage de crédibilité à Donald Trump sur l'économie qu'à

Kamala Harris ? Comment sortir dignement de l'impasse sur les questions de genre, qui ont tant couté aux démocrates dans les urnes ? Certains se lamentent du fait que la gauche manque d'un Joe Rogan, le plus célèbre animateur de podcast. Ils rêvent d'un écosystème en ligne équivalent à celui des conservateurs. D'autres, en revanche, saisissent le besoin de reconfiguration intellectuelle. Dans l'opinion, la gauche est de plus en plus perçue comme le camp des interdits et de l'immobilisme, au détriment de l'émancipation et du patriotisme.

La lumière ne viendra pas des figures historiques du parti, de Bill Clinton à Joe Biden, en passant par Barack Obama. Leur silence ressemble à une stratégie délibérée, dans l'espoir d'une implosion de l'administration Trump. Parler serait nourrir la machine MAGA à controverses. Barack Obama incarne ce profil bas. Le 12 mars, il s'est adressé aux militants de gauche dans un mail rempli de formules convenues, sans mention de Trump, finissant par une demande de contribution au Parti démocrate.

«Depuis la dernière élection, écrit-il, les principes fondateurs de notre démocratie ont été mis à l'épreuve, et il serait facile de s'abandonner à la peur et au désespoir.» Et sinon ? Pas grand-chose. Le 1^{er} février, sur le réseau X, l'ex-président a félicité Ken Martin, tout juste élu à la tête du Comité national démocrate. Il a aussi salué les Philadelphia Eagles, après leur victoire au Super Bowl, la finale du

championnat de football américain. Ou diffusé un selfie avec Michelle, pour la Saint-Valentin.

Joe Biden ? Silence radio. Depuis son départ de la Maison Blanche, on a juste appris qu'il avait signé avec l'agence des stars, CAA, pour le représenter. Kamala Harris ? Le deuil et la réserve s'imposent, après son échec dans les urnes. Elle envisagerait de se présenter au poste de gouverneur de Californie. Son ancien collistier, le gouverneur Tim Walz, a lui repris la parole et sa liberté. Le 8 mars, sur un podcast, il a estimé que Joe Biden aurait dû reconnaître que l'inflation «était réelle». Tim Walz a rejeté l'idée d'un «leader charismatique», issu de la gauche, qui viendrait la relancer. L'heure est au militantisme du coin de rue, ou devant son ordinateur.

Le gouverneur du Minnesota était aussi sur scène à Des Moines (Iowa), le 14 mars, pour une première réunion publique. Humble, sans argumentaire pré-mâché, il a reconnu qu'il n'avait pas toutes les réponses devant une assemblée grave et angoissée, s'interrogeant sur la perte possible de protections essentielles.

«Les dirigeants démocrates doivent entendre le cri primal qui sort de l'Amérique, et qui dit : "Bon sang, faites quelque chose, ce qui se passe est mal"», a lancé Tim Walz. Une nouvelle fois, ce dernier a fait preuve de lucidité. «Nous avons perdu les électeurs de la classe ouvrière. Les électeurs de la classe ouvrière ne croient pas que nous nous tenons à leurs côtés (...). Ils ont juste décidé que cela ne valait pas la peine d'aller voter cette année, et qu'on se valait à peu près. Et comment avons-nous perdu le message ? Quand je grandissais, cela était clair à mes yeux : qui serait là pour la sécurité sociale, qui serait là pour Medicare, qui serait là pour l'école publique... Ce n'est plus évident aujourd'hui.»

Les stratégies et les responsables démocrates n'ont pas le temps de reprendre leur souffle. Déjà, il faut penser aux élections de mi-mars, en novembre 2026, pour arracher la majorité à la Chambre et limiter le pouvoir républicain. En attendant, toutes les élections locales serviront de test pour mesurer l'évolution de l'opinion publique. A commencer par celle prévue le 1^{er} avril dans le Wisconsin, pour un poste de juge à la Cour suprême locale, décisif pour en déterminer la majorité.

Se focaliser sur la salle de classe
Cela n'empêche pas certaines personnalités de penser à leur propre avenir. Dans l'incapacité de se représenter comme gouverneur de Californie en 2026, Gavin Newsom s'essaie au dialogue impossible. Alors que la base a soif de résistance, il a créé un podcast pour échanger avec des personnalités du monde MAGA, contribuant à les notabiliser. Il a pris position contre la participation des athlètes transgenres dans les sports féminins. En revanche, on n'entend guère Gavin Newsom attaquer frontalement Donald Trump, comme il le faisait lors de la campagne électorale. Le gouverneur attend beaucoup de l'aide fédérale pour répondre aux incendies dévastateurs de Los Angeles.

Le 12 mars, le magazine *Politico* donnait des nouvelles d'un revenant : Rahm Emanuel. Ancien chef de l'administration Obama, puis maire de Chicago (2011-2019), il était ensuite devenu ambassadeur au Japon. Il est de retour, notamment comme intervenant régulier sur la chaîne CNN. Invité récemment sur la chaîne HBO, Rahm Emanuel a rejeté les discussions de «vestiaires» et de «toilettes» (en référence aux questions de genre) en appelant à se focaliser sur la salle de classe. «Nous sommes littéralement une superpuissance, nous sommes confrontés à une Chine avec 1,4 milliard d'habitants et deux tiers de nos enfants ne savent pas lire en 4^e.» Le retour aux fondamentaux : tout un programme, en salle de classe comme pour le Parti démocrate. ■

PIOTR SMOLAR

« Ils ont traité mon père de sale porc d'alaouite avant de le tuer »

Les habitants des villages du littoral syrien attaqués au début du mois par des factions islamistes racontent ces journées d'enfer

REPORTAGE

HAREISSOUN, SNOUNBAR (SYRIE) - envoyée spéciale

Des pierres et des jongs séchés ont été plantés sur les monticules de terre, et des branchements déposés en guise d'ornement. Ils marquent le lieu où ont été enterrés les habitants de Snoubar tués durant les massacres perpétrés dans ce village alaouite de la côte syrienne, du 7 au 9 mars. Dans la fosse commune, accolée au mausolée du cheikh Ali, une figure religieuse locale, Hassan (le nom a été modifié par souci de sécurité), la trentaine, dit avoir enseveli, avec d'autres villageois, 120 personnes dans quatre tranchées.

Une vidéo, filmée le 11 mars à cet endroit, montre les tranchées encore béantes. Le long de la route, des dizaines de corps gisent enveloppés dans des couvertures. « On a transporté les corps dans des couvertures, car ils étaient dans un état de décomposition avancé. Certains n'étaient plus identifiables après être restés dans les maisons et les rues durant trois jours. Ça nous a pris trois jours, avec la dizaine d'hommes qu'il restait au village, et trois voitures », dit Hassan.

Le trentenaire, ancien soldat, affirme que 250 habitants de Snoubar ont été enterrés dans des fosses communes et des jardins. Ce chiffre n'a pas pu être vérifié de source indépendante. Les habitants ont établi une liste des victimes, mais elles n'ont été enregistrées ni par les forces de la sûreté générale (le service de police du nouveau pouvoir), qui les ont assistés pour l'enterrement, ni par le Croissant-Rouge syrien, passé en coup de vent dans le village.

Parmi les corps ensevelis se trouve celui du père de Hassan, 68 ans, abattu sous ses yeux vendredi 7 mars. Hassan accuse les factions islamistes, nouvellement

intégrées au ministère de la défense, de l'avoir tué. Elles étaient venues prêter main-forte à la sûreté générale, cible la veille d'attaques coordonnées de la part de partisans du président déchu, Bachar Al-Assad. Quatre hommes ont ratissé sa rue, tuant tous les hommes alaouites qu'ils croisaient. « Ils ont traité mon père de sale porc d'alaouite avant de l'abattre », se souvient Hassan.

Une dizaine de proches et de voisins qui viennent de rentrer au village, jeudi 13 mars, l'écoutent. Une femme éclate en sanglots. Les hommes se murent dans un silence chargé de colère. Les quatre hommes armés ont poursuivi leur chemin, tuant le père et un frère d'un voisin, Samir. Le Syrien de 52 ans demande qu'on l'aide à retrouver « le seul frère qu'il [lui] reste », dont il est sans nouvelles depuis que d'autres miliciens l'ont enlevé. Une vidéo a été postée sur les réseaux sociaux par ses ravisseurs. On y voit un Syrien, barbe et cheveux longs, vêtu d'une veste de motard en cuir pourpre, intimider le frère de Samir, âgé de 27 ans, qui était à l'armée depuis sa majorité et avait régularisé sa situation auprès des nouvelles autorités militaires. Snoubar, comme la plupart des villages pauvres de la côte et de la montagne alaouite, a donné beaucoup de ses fils à l'armée d'Al-Assad. Du simple soldat

devenu chair à canon durant la guerre civile au haut gradé, chevilles ouvrières de la répression du mouvement anti-Al-Assad. Certains, comme Samir et son épouse, étaient de simples employés au ministère de la défense ou dans d'autres administrations.

« Al-Assad a tout volé »

De confession alaouite, comme le clan Al-Assad, et liés à l'ancien régime et à son armée, les habitants de Snoubar avaient tout des suspects idéaux pour les factions islamistes alliées au nouveau pouvoir. On y voit un Syrien, barbe et cheveux longs, vêtu d'une veste de motard en cuir pourpre, intimider le frère de Samir, âgé de 27 ans, qui était à l'armée depuis sa majorité et avait régularisé sa situation auprès des nouvelles autorités militaires. Snoubar, comme la plupart des villages pauvres de la côte et de la montagne alaouite, a donné beaucoup de ses fils à l'armée d'Al-Assad. Du simple soldat

milles se sont réfugiés dans les bois alentour, d'autres sur la base russe de Hmeimim. Certains se sont calfeutrés dans l'école pendant que les assaillants tuaient, pillait et incendiaient maisons et commerces. Les combattants étaient syriens et étrangers, dont des Tchétchènes. « Les plus dangereux sont partis, mais certains font encore des rondes dans le village. Mercredi, il y avait toujours des pillards. On ne peut pas récupérer les corps dans la forêt », dit Samir. Seuls 1000 des 7000 habitants de Snoubar ont osé rentrer. La sûreté générale fait des patrouilles occasionnelles. « Nous aimerais que la sûreté générale installe des barrières dans le village pour nous protéger, mais elle n'est déployée que dans les villes. On veut que les assaillants soient punis », réclame Hassan, qui pense quitter la Syrie.

A une trentaine de kilomètres plus au sud, sur les hauteurs de Baniyas, la localité agricole de Hareissoun a des airs de ville fantôme. Maisons et commerces de la rue principale ont été dévalisés, incendiés. Une dizaine d'habitants sont rassemblés chez un agriculteur, à l'abri des regards. Un responsable local est au téléphone avec la sûreté générale de Baniyas. « Envoyez-nous des hommes. Il y en a deux, armés de M-16, qui pillent des maisons du village », dit-il. « Ils ont promis de venir, mais, pour l'instant, ils n'ont pas les forces », rapporte-t-il, en raccrochant.

Mercredi, seules une dizaine de familles sont rentrées sur les



10 000 habitants. Vingt personnes ont été tuées, le reste a fui dans la montagne. « Les habitants ont peur de revenir à cause des pillards. Beaucoup de maisons ont été incendiées, ajoute l'élu. Rien ne peut justifier ce qu'ils ont fait. Dans nos villages, il n'y a que quatre ou cinq fouloul [partisans de l'ancienne dictature], les autres habitants sont des gens normaux. »

Jeudi 6 mars au soir, il a vu une trentaine de membres des milices pro-Al-Assad sur le pont, à l'entrée de Hareissoun, peu après l'embuscade meurtrière de forces de la sûreté générale d'Ad-Dali, qui a donné le coup d'envoi aux attaques des pro-Al-Assad sur le littoral. « C'est un point stratégique pour couper les axes de circulation, au-dessus de l'autoroute. Je ne sais pas d'où ils venaient, certainement des environs. Dans les villages, des gens ont répondu à leurs appels »,

reconnaît le responsable local. Le lendemain, ils avaient disparu. « Ce sont des lâches. Les habitants de Hareissoun étaient seuls face aux factions armées », poursuit-il. Ils n'ont pas appelé à l'aide la sûreté générale. « A quoi bon ? Ces factions sont plus fortes. »

Son hôte, Ahmed, un agriculteur de 75 ans, a fait face aux intrus. Vendredi 7 mars, au matin, ils ont emmené ses deux fils de 41 et 45 ans. Lui a été épargné. « Il y avait une centaine de voitures sur la route. Ils ont emmené mes fils à 200 mètres et les ont tués », raconte-t-il. Lorsqu'il a appelé le téléphone de son aîné, un homme a répondu. « Il m'a dit : « Cela fait quatre ans que vous nous tuez, est-ce un si grand mal de tuer l'un d'entre vous ? » Il m'a dit que les corps de mes fils étaient dans les égouts », dit le vieil homme.

« C'est de la haine pure, de la barbarie. Nous soutenons tous le gouvernement, et s'il y a de mauvaises personnes parmi nous, ce n'est pas de notre faute », commente un voisin. Ahmed est resté seul au village, malgré la présence des factions armées, tandis que sa famille se réfugiait dans la montagne. « Après avoir perdu ce qui est le plus précieux à mes yeux, mes fils, plus rien n'a d'importance. » Il a récupéré leurs corps sous escorte de la sûreté générale. La famille, recluse depuis, n'ose pas aller dans ses champs. « La zone est toujours dangereuse. Qui va assurer notre sécurité ? », interroge Ahmed. ■

HÉLÈNE SALLON



Une famille de Snoubar, un village syrien victime d'attaques entre le 7 et le 9 mars, le 13 mars. KHALIL ASHAWI/REUTERS

C'est de la haine pure. S'il y a de mauvaises personnes parmi nous, ce n'est pas de notre faute», dit un habitant de Hareissoun

Bombardements massifs des Etats-Unis sur les houthistes du Yémen

Le mouvement rebelle a repris ses attaques contre le trafic maritime en mer Rouge en riposte au blocus humanitaire infligé par Israël à Gaza

Après des bombardements américains meurtriers qui ont fait au moins 53 morts et une centaine de blessés, samedi 15 mars au Yémen, les rebelles houthistes ont revendiqué, lundi matin, une nouvelle attaque dans le nord de la mer Rouge contre le porte-avions américain USS *Harry-Truman*, un bâtiment qu'ils avaient dit avoir visé la veille.

Les houthistes décrivent dans un communiqué « un engagement qui a duré plusieurs heures » au moyen « de nombreux missiles balistiques et de croisière » et de « drones ». Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (CentCom) s'est borné dans la nuit à dire que ses forces « continuent les opérations contre les terroristes houthistes soutenus par l'Iran », sans plus de détails.

Selon l'agence de presse houthiste, Washington aurait pour sa part procédé à de nouveaux bombardements dans la nuit de dimanche à lundi, en ciblant une usine d'égrainage de coton dans l'ouest du pays et le poste de pilotage du *Galaxy-Leader*, un navire capturé il y a plus d'un an par les rebelles et ancré depuis à la sortie du port de la ville de Hodeida, et qu'ils ont transformé en « musée de la résistance ».

Il s'agit de la première offensive militaire américaine d'envergure au Moyen-Orient depuis le retour de Trump à la Maison Blanche et des bombardements américains les plus meurtriers contre le Yémen depuis le début des attaques houthistes en mer Rouge, en novembre 2023. Le mouvement armé, qui a pris le contrôle de la majeure partie du pays au cours de la dernière décennie et se consi-

dère comme le seul représentant légitime de l'Etat yéménite, a lancé une campagne d'attaques visant, selon ses dires, des cargos à destination d'Israël, en solidarité avec les Palestiniens de Gaza.

Fin d'un calme relatif
Le 11 mars, les houthistes avaient annoncé qu'ils reprenaient leurs attaques contre les navires liés à des intérêts israéliens traversant la mer Rouge, la mer d'Arabie, le détroit de Bab Al-Mandab et le golfe d'Aden, mettant ainsi fin à une période de calme relatif qui avait débuté en janvier avec le cessez-le-feu à Gaza. Une mesure présentée comme une riposte à la décision d'Israël de bloquer l'entrée de toute aide humanitaire dans l'enclave côtière palestinienne.

Au plus fort de sa campagne et de son harcèlement du trafic en mer Rouge, entre novembre 2023 et

avril 2024, le groupe yéménite a mené 319 attaques contre des navires commerciaux et des navires de guerre, entravant drastiquement le fret maritime sur cette voie stratégique pour le commerce mondial – la mer Rouge voit transiter chaque année 12 % du trafic mondial, dont 75 % des exportations européennes. Alors que 25 000 navires l'empruntaient chaque année, le nombre de passages a chuté à 10 000. Beaucoup de cargos choisissent désormais de contourner le continent africain via le cap de Bonne-Espérance, ce qui fait passer le trajet de Shanghai à Rotterdam de trente-cinq jours en moyenne à quarante-cinq, voire cinquante jours, et entraîne un surcoût de 5 % à 10 % pour les armateurs.

Marco Rubio et Donald Trump ont sommé l'Iran de cesser de soutenir les houthistes, tout en essayant de l'amener à la table des négociations sur son programme nucléaire. Le 5 mars, le président américain avait déclaré avoir envoyé une lettre au Guide suprême iranien, Ali Khamenei, l'invitant à ouvrir des pourparlers, tout en le menaçant d'une éventuelle action militaire en cas de refus.

« Nous avertissons nos ennemis que l'Iran réagira de manière décisive et destructrice s'ils mettent leurs menaces à exécution », a réagi dimanche le commandant en chef des gardiens de la révolution iraniens, Hossein Salami. Dans un discours à la télévision dimanche, le chef des houthistes, Abdel Malik Al-Houthi, a annoncé que la rébellion continuerait à viser des navires de marchandise américains en mer Rouge tant que les Etats-Unis « poursuivraient leur agression ». ■

MADJID ZERROUKY

Brésil : la manifestation des bolsonaristes à Rio ne fait pas le plein

L'affluence est restée bien en deçà du million de participants espéré par l'ancien président

RIO DE JANEIRO - correspondance

A «mnistie maintenant !» : dimanche 16 mars, ce slogan était inscrit sur des milliers de tee-shirts jaune et vert des partisans de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022), regroupés sur l'avenue Atlântica, le long de la plage de Copacabana, dans la zone sud de Rio de Janeiro. Répondant à l'appel lancé par leur leader, ils s'étaient rassemblés pour faire pression sur la Chambre des députés afin de faire adopter une loi accordant l'amnistie aux personnes condamnées pour leur participation aux émeutes du 8 janvier 2023.

Ce jour-là, des milliers de sympathisants de Jair Bolsonaro, qui contestaient la victoire de Luiz Inacio Lula da Silva à l'élection présidentielle du 30 octobre 2022, saccageaient le palais présidentiel, le Congrès et le siège du Tribunal suprême fédéral (TSF), la plus haute juridiction du Brésil, à Brasilia. Depuis, des plaintes ont été déposées contre 1687 personnes, menant à la condamnation de 480 d'entre elles pour des crimes multiples, allant de la «dégénération de biens publics» à «l'association criminelle» et même la «tentative de coup d'Etat». Les peines les plus sévères s'élèvent jusqu'à dix-sept années d'emprisonnement.

Pour les partisans de Jair Bolsonaro, ces condamnations relèvent d'une «persécution politique». Parmi la foule de manifestants à Copacabana, Ruth Gomes, une commerçante de 59 ans, assure que «les personnes qui ont été emprisonnées sont innocentes». «Ce sont de bonnes personnes, des mères de famille et des personnes âgées», s'inquiète cette femme. «Les vrais bandits sont Alexandre de Moraes [le juge du TSF chargé des enquêtes sur le 8 janvier 2023, ennemi juré des bolsonaristes] et Musk», fustige-t-elle.

Les députés céderont-ils à la pression de la foule ? Pour Jonas Medeiros, sociologue au Centre brésilien d'analyse et de planification et spécialiste du bolsonarisme, l'adhésion à la mobilisation a «été faible». Alors que Jair Bolsonaro espérait rassembler «un million» de personnes sur la plage de Copacabana, son fief politique, seules 18 300 personnes y ont assisté, selon les estimations de l'université de São Paulo.

Jair Bolsonaro s'est tout de même montré confiant quant au vote de la loi. «Nous avons les voix [nécessaires] pour approuver l'amnistie à la Chambre. Nous serons

victorieux», a-t-il affirmé, accompagné de plusieurs figures politiques, dont le pasteur évangélique Silas Malafaia, organisateur de la manifestation, Flávio Bolsonaro, sénateur et fils de Bolsonaro, Claudio Castro et Tarciso de Freitas, respectivement gouverneurs de Rio et de São Paulo.

Selon Jonas Medeiros, pour M. Bolsonaro, l'approbation de la loi de l'amnistie, qui requiert une majorité absolue (257 députés), n'est en réalité qu'une première étape vers un autre objectif : «La tentative de l'extrême droite de reconquérir la rue vise à terme à obtenir l'amnistie pour Jair Bolsonaro lui-même, afin de lui permettre de se présenter à l'élection présidentielle de 2026», analyse-t-il.

Musk, un «héros»

L'ancien président de 69 ans a été condamné, le 30 juin 2023, à huit ans d'inéligibilité pour avoir contesté la fiabilité du système d'urnes électroniques sans fournir de preuves. Il a également été inculpé par le parquet, le 18 février, pour avoir planifié un coup d'Etat présumé contre Lula, qui aurait abouti aux événements du 8 janvier 2023. Le TSF devrait se prononcer, le 25 mars, sur l'ouverture d'un procès à son encontre. En cas de condamnation, celui qui est surnommé «le mythe» par ses partisans encourrait une peine de douze à quarante ans de prison.

A Copacabana, de nombreux partisans de Jair Bolsonaro, inspirés par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, croient à la réhabilitation politique de leur idole. «Tout ce qui se passe aux Etats-Unis se passe ensuite au Brésil!», note Sergio Galvao, un manifestant de 51 ans, muni d'un drapéau avec le portrait d'Elon Musk.

Cet ex-fusilier de la marine considère le milliardaire comme «un héros». «Il a affronté le dictateur Alexandre de Moraes», rappelle-t-il. En août 2024, M. Musk avait, au nom de la «liberté d'expression», ignoré l'ordre de M. de Moraes de bloquer des comptes de la plateforme X soupçonnés de diffuser des fausses informations, entraînant la suspension du réseau social pendant quarante jours.

La nomination à la tête du dépar-

t

tement de l'efficacité gouvernementale des Etats-Unis «nous a donné le courage de retourner dans les rues !», se réjouit M. Galvao, annonçant, d'ores et déjà, sa participation à la prochaine manifestation organisée par Jair Bolsonaro, le 6 avril, à São Paulo. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

RETROUVEZ CHAQUE SOIR À 20H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi 20h - 21h

DE CAUSE À EFFETS.

Aurélie Luneau

Le magazine
de l'environnement

En partenariat avec

Le Monde



Lors de la manifestation contre la corruption et pour la justice, à Belgrade, samedi 15 mars. MITAR MITROVIC/REUTERS

A Belgrade, journée de colère historique contre la corruption

Environ 300 000 personnes ont manifesté pour l'Etat de droit, samedi, accusant le président Vucic de népotisme et d'autoritarisme

REPORTAGE

BELGRADE - envoyé spécial

Belgrade a connu une journée de colère historique, samedi 15 mars. Dans une atmosphère rendue électrique par les provocations du pouvoir, des centaines de milliers de Serbes – 100 000 selon la police, environ 300 000 selon une organisation de comptage indépendante – ont défilé dans les rues de leur capitale pour demander «justice», au cinquième mois de ce qui est le plus puissant et le plus long mouvement de protestation anticorruption jamais vu dans ce pays des Balkans comptant seulement 6,6 millions d'habitants.

«Nous ne permettrons plus à la corruption de mettre en danger la vie de quiconque, comme cela s'est passé à Novi Sad [Nord], où elle a fait 15 morts», a lancé, sous les acclamations de la foule immense, une oratrice étudiante faisant référence à l'effondrement de l'avant de la gare de la deuxième ville du pays. Survenue le 1^{er} novembre 2024 dans une infrastructure qui venait tout juste d'être rénovée, ce drame a déclenché une vague de colère qui s'est d'abord répandue dans les universités avant de s'étendre à toute la société.

«Révolution de couleur»

La manifestation de samedi rappelle l'ampleur de celles des années 1990 qui ont mené à la chute de l'ancien dictateur, Slobodan Milošević, en 2000. Toute la journée, les étudiants, rejoints par des Serbes de tous âges, ont occupé les rues de Belgrade dans une atmosphère qui est restée très largement pacifique, en dépit de provocations menées par des nerfs du pouvoir habillés de noir, le visage caché derrière des masques. Les étudiants ont, par ailleurs, préféré décréter la dissolution de la manifestation de manière anticipée, après l'utilisation d'une mystérieuse arme sonore qui a créé un bref mouvement de panique durant le moment de recueillement silencieux en hommage aux victimes de Novi Sad.

Cette manifestation rappelle celles des années 1990 qui ont mené à la chute de Milošević, en 2000

Le cortège était constitué en grande partie d'habitants venus de cette ville située à 80 kilomètres de Belgrade. «Ces gens qui sont morts, ça aurait pu être mes enfants, ils allaient très souvent dans cette gare», a expliqué Stefan Katic, un entrepreneur en informatique de 34 ans qui dit rêver «d'un pays avec des lois et une justice qui marchent». Les manifestants ont concentré leurs slogans et leur colère contre le président, Aleksandar Vucic. Au pouvoir depuis 2014, d'abord comme premier ministre avant d'être élu président, ce nationaliste est accusé d'avoir livré la Serbie au népotisme tout en dirigeant avec des méthodes de plus en plus autoritaires.

A la veille de la manifestation, le chef de l'Etat a d'ailleurs vivement attaqué le mouvement en le qualifiant de «révolution de couleur» menée «par des agences étrangères», une rhétorique toujours efficace dans ce pays traversé par un fort courant pro-russe. Ces dernières semaines, le pouvoir a organisé des descentes de police dans plusieurs ONG soutenant le mouvement en les accusant d'avoir touché de l'argent de l'Usaid – l'agence de développement américaine, actuellement en voie de démantèlement par l'administration Trump.

«Un énorme montant a été investi de l'extérieur pour déstabiliser la Serbie», a fustigé M. Vucic, dans une interview complaisante donnée à Donald Trump Jr, le fils du président américain, venu en Serbie, le 11 mars, dans le cadre d'une visite illustrant le rapprochement de la nouvelle administration américaine avec les pou-

voirs autoritaires. Vendredi, plusieurs activistes de l'opposition ont été arrêtés par la police, accusés d'avoir préparé des actions violentes. Des journalistes croates et slovènes ont été empêchés de rentrer sur le territoire serbe pour couvrir le mouvement. Et les autorités ont même fait suspendre le trafic des trains et des bus afin d'empêcher les protestataires de se rendre à Belgrade.

Sans grand succès, à voir l'ampleur de la marée humaine qui a défilé dans la capitale. «On savait qu'il allait faire arrêter tous les trains, alors on s'est arrangés pour venir en voiture», explique Anja Pantovic, une mathématicienne venue avec des amis de Novi Sad. Cette femme de 38 ans, qui a étudié en France, assure vouloir «juste vivre dans un pays avec une justice qui fait son travail». Elle se revendique pro-européenne. A ses côtés, son amie, Ivana Blagojevic, a accroché un pin's à sa veste pour appeler la procureure générale du parquet européen, Laura Kövesi, à intervenir en Serbie «pour envoyer Vucic en prison», même si cela semble peu probable tant que le pays ne fait pas partie de l'Union européenne (UE).

Aux côtés de ces nombreux manifestants, plutôt diplômés et urbains, se trouvaient également des militants aux convictions nettement plus nationalistes. Certains brandissaient des drapeaux contre l'UE et l'OTAN, voire des «Z» à la gloire de l'«opération spéciale» menée par Vladimir Poutine en Ukraine. «Je suis un fier nationaliste, mais peu importe que je sois prorusse ou pro-UE, je veux aussi la justice», explique

Milan Bogojevic, un comptable de 32 ans, jogging et crâne rasé, dont la femme est enveloppée dans un drapeau appelant «à ne pas abandonner» le Kosovo, une ancienne région serbe qui a proclamé son indépendance en 2008.

«Ne pas faire de politique»

Ce mélange de convictions géopolitiques hétéroclites est bien pratique pour M. Vucic, qui se veut le meilleur garant de la stabilité de la Serbie et aime affirmer à ses interlocuteurs occidentaux qu'il est le seul à pouvoir mener son pays vers l'UE. Veillant soigneusement à ne pas afficher de véritable leader et «à ne pas faire de politique», les étudiants hésitent d'ailleurs à passer à la vitesse supérieure, aussi bien dans leurs revendications que dans leurs modes d'action. Jusqu'ici, ils se contentent de répéter la même liste de revendications purement liées à l'accident de Novi Sad et se gardent de demander la démission de M. Vucic ou des nouvelles élections, alors que le président dispose encore d'une base électorale solide dans les campagnes et parmi l'électorat retranché.

«Les étudiants font très attention à ne pas être associés à l'opposition, qui est très fragmentée et décrédibilisée en Serbie», explique Dejan Bursac, politologue à l'université de Belgrade. Ils refusent ainsi de reprendre à leur compte les appels à la formation d'un gouvernement technique formulés par plusieurs opposants. «C'est une bonne stratégie, mais jusqu'à un certain point», juge M. Bursac, alors que personne ne croit sérieusement que M. Vucic puisse décider subitement d'établir un véritable Etat de droit sous la pression de la rue.

S'exprimant à l'issue de la manifestation, samedi soir, M. Vucic a, certes, reconnu qu'elle avait été importante, mais il a ensuite appelé les étudiants à cesser les blocages et «à reprendre les cours». «Les gens en ont assez des blocages, ils veulent travailler», a-t-il affirmé, visiblement persuadé qu'il peut survivre politiquement à cette vague de colère. ■

Vendredi, plusieurs activistes de l'opposition ont été arrêtés, accusés d'avoir préparé des actions violentes

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

En Corée du Sud, un «champ de bataille» politique

Pro et anti-président Yoon se font face dans l'attente du verdict de la Cour constitutionnelle sur sa destitution

SÉOUL - envoyé spécial

Les drapeaux des cinq partis de l'opposition sud-coréenne flottent dans un ciel sans nuages sur le parvis du palais royal de Gwanghwamun, au cœur de Séoul. Le camp progressiste y a installé des tentes bleu et blanc, dans le cadre de sa campagne de pression pour obtenir la destitution du président Yoon Suk Yeol. Cette mesure, votée par l'Assemblée nationale pour sanctionner la déclaration avortée de loi martiale faite par le chef de l'Etat le 3 décembre 2024, est en attente de validation – ou non – par les huit juges de la Cour constitutionnelle. Leur décision est attendue pour la semaine du lundi 17 mars. Selon un sondage du 12 mars réalisé par les instituts Embrain Public, Kstat, Korea International et Hankook, 55 % des Sud-Coréens veulent sa destitution, et 39 % s'y opposent.

A Gwanghwamun, des militants de tous les âges se rassemblent quotidiennement pour scander leur appel au *pamion* (« destitution », en coréen). « Je viens tous les jours de Pusan [Sud-Est]. Nous vivons un moment important pour le pays », lâche un retraité, qui se dit confiant quant à la décision de la cour. « Tous les constitutionnalistes pensent que la destitution sera votée à l'unanimité par les juges », dit-il. Un stand propose déjà des produits dérivés à l'effigie de Lee Jae-myung, président du Parti démocrate et favori de la présidentielle, laquelle serait organisée dans les soixante jours en cas de destitution.

Actions spectaculaires

Les haut-parleurs débitent de la K-pop (la pop coréenne) en appui des forces progressistes, très remontées depuis la libération surprise du président Yoon, le 8 mars, pour une argutie juridique. Les militants sont engagés dans un intense bras de fer avec le camp conservateur, dont les partisans, en treillis et casquette « Stop The Steal » (« arrêtez le vol », slogan utilisé par Donald Trump et ses partisans après sa défaite à l'élection présidentielle américaine de 2020) vissée sur le crâne, assiègent littéralement la Cour constitutionnelle. Eux se battent contre la destitution et pour le retour aux affaires de leur champion, le président Yoon.

Un député démocrate mène, avec quatre autres élus, une grève de la faim qu'il interrompra le jour de la décision de la cour

Les deux parties rivalisent d'actions spectaculaires pour témoigner leur détermination. « Nous voulons envoyer un message fort, pousser la Cour constitutionnelle à prendre une décision rapide », assène Kim Jun-hyuk. Visage fatigué, mais regard vif, engoncé dans une épaisse veste marron – le froid mord toujours en cette mi-mars –, le député démocrate même depuis le 11 mars, avec quatre autres élus, une grève de la faim. Il l'interrompra le jour de la décision de la cour. « Les conservateurs veulent retarder au maximum le verdict pour intensifier la pression sur les juges, garder le pouvoir, et parce que le président Yoon croit au chamanisme et attend un moment favorable », déplore l'élu.

D'autres députés de l'opposition organisent quotidiennement des marches le long des 7 kilomètres séparant l'Assemblée nationale du camp de Gwanghwamun. Certains se sont rasé la tête, à l'instar de Jeon Jin-sook, députée démocrate de la ville de Gwangju (Sud-Ouest). « Pour les Coréens, se raser la tête est un signe de contrition et de détermination », dit-elle. C'est d'autant plus fort pour une femme. Gwangju est particulièrement mobilisée contre M. Yoon en raison de son passé. En mai 1980, la ville a été la cible d'une violente répression pour s'être dressée contre le dictateur Chun Doo-hwan (1980-1988), qui avait imposé la loi martiale.

Devant une Cour constitutionnelle sous très haute protection policière – le traumatisme de l'assaut en janvier du tribunal de Séoul Ouest après l'émission d'un mandat d'arrêt contre le président Yoon reste vivace –, les militants conservateurs ne sont pas en reste. Quatre-vingt-deux députés du Parti du pouvoir populaire (PPP, conservateur) ont déposé, le 12 mars, une pétition auprès de la cour, demandant l'abandon de la procédure de destitution. Les parlementaires Yoon Sang-hyun et Kim Min-geon ont assisté à une séance de rasage de tête de plusieurs militants, au rythme d'une marche militaire. L'occasion pour les deux élus de fustiger une cour aux « inclinations progressistes ».

Les conservateurs se sont aussi rassemblés, le 13 mars, devant le parquet de Séoul. Les avocats de M. Yoon y ont donné une conférence de presse pour réagir à la décision de la Cour constitutionnelle de rejeter les destitutions de huit cadres de l'administration Yoon, à commencer par le président du Bureau d'audit gouvernemental. « Il a été clairement confirmé que ces destitutions votées par le Parti démocrate allaient au-delà de l'abus du pouvoir législatif. L'objectif était de faire tomber le président et de paralyser le fonctionnement de l'Etat par le biais d'une dictature législative. » Les avocats reprenaient l'argumentaire avancé par M. Yoon pour justifier la loi martiale.

Cette bataille d'images et de mots reflète les tensions croissantes qui traversent la société. La police a dû intervenir sur des campus universitaires pour éviter des heurts entre pro et anti-Yoon. Le 7 mars, un septuagénaire s'est immolé près de la mairie de Séoul. Il avait avec lui des documents dénonçant l'opposition et soutenant M. Yoon.

Escalade des tensions

Un homme a été arrêté pour avoir menacé de mort Lee Jae-myung, le président du Parti démocrate. « Yoon a toujours misé sur les divisions pour prendre et conserver le pouvoir », accuse Jin Youngjon, membre de l'organisation Solidarité populaire pour la démocratie participative et lui aussi engagé dans une grève de la faim.

L'hostilité qui affleure fait craindre des heurts après le verdict de la Cour constitutionnelle. Le député Kim Jun-hyuk n'exclut pas des « incidents après l'annonce » :

La police sud-coréenne a dû intervenir sur des campus universitaires pour éviter des heurts entre partisans des deux camps

« Mais ils ne devraient pas durer car nous entrerons dans la campagne pour la présidentielle ». Son optimisme n'est pas partagé par la police, qui a déjà prévu de mobiliser 12 000 membres de son personnel – 10 % des effectifs totaux – et interdit le survol de la Cour constitutionnelle jusqu'au 19 mars. Le président conservateur par intérim, Choi Sang-mok, a appelé chacun « à faire preuve

de maturité civique, digne du statut de la nation ».

L'escalade des tensions menace la réconciliation et la stabilité du pays. « Les manifestations de rue témoignent de la volonté des deux parties de mobiliser leur base, ce qui exacerbe, de manière irresponsable, la confrontation », regrette le quotidien *The Korea Herald* dans son éditorial du 14 mars. « Les tensions ne vont pas s'apaiser de sitôt. Les dirigeants des deux camps doivent se rencontrer et accepter la décision de la Cour constitutionnelle afin de calmer le jeu », plaide Shin Yul, professeur de sciences politiques à l'université Myongji de Séoul. Eom Kyung-young, directeur du centre d'analyses politiques Zeitgeist, s'inquiète d'un climat politique « devenu un véritable champ de bataille. Les dirigeants des deux camps en sont responsables car ils privilient leurs intérêts politiques », commente-t-il. ■

PHILIPPE MESMER

LE CONTEXTE

UNE LOI MARTIALE CONTESTÉE

Le président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, a décreté la loi martiale le 3 décembre 2024 en fin de journée. Dans la nuit, les députés, y compris les membres du parti présidentiel, votent la levée de celle-ci. Une décision à laquelle Yoon se soumet. Dix jours plus tard, le 14 décembre, le président Yoon est destitué par l'Assemblée. La Cour constitutionnelle dispose de cent-quatre-vingt jours pour valider ou infirmer cette décision. Entre-temps, Yoon a été arrêté le 15 janvier. Alors que ses partisans et ses adversaires sont mobilisés dans les rues de Séoul, la justice a remis Yoon en liberté, le 8 mars, pour un vice de procédure.



Pourquoi choisir Caisse d'Epargne pour épargner ? La réponse est dans la question.

Parce que l'épargne est notre métier, nous avons forcément une solution de placement qui vous convient : Assurance vie, Plan d'Epargne Retraite, Diversification Financière.

 CAISSE D'EPARGNE
Banque & Assurances
Vous êtes utile.

Investir sur les produits financiers vous expose à un risque de perte en capital.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS PARIS N° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Oris sous le N° 08 045 100 www.oris.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Epargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit Photo : Coco Amardeil.

ISRAËL Nétanyahou prêt à limoger le chef du Shin Beth

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a annoncé, dimanche 16 mars, son intention de proposer au gouvernement de limoger le chef du Shin Beth (service de sécurité intérieure), Ronen Bar, affirmant ne plus lui accorder sa confiance à un moment critique, alors que les négociations avec le Hamas sur une trêve à Gaza sont dans l'impasse. Sa proposition devrait être acceptée par le gouvernement,

mais l'opposition de gauche a déjà annoncé qu'elle contestera la décision devant la Cour suprême. – (AFP)

VATICAN Première photo du pape depuis son hospitalisation

Le Vatican a diffusé, dimanche 16 mars, la première photo du pape François depuis son hospitalisation, il y a plus d'un mois, pour une double pneumonie. On y voit le pape assis dans un fauteuil roulant, devant un autel et un crucifix accroché au mur. – (AFP)

TRAFIGUE DE DROGUE

Narcotrafic: une proposition de loi devenue clivante

Voté à l'unanimité au Sénat, ce texte, qui oppose magistrats et avocats, va faire l'objet de débats plus houleux à l'Assemblée nationale

Il en va des navettes parlementaires comme des rencontres de football de la Ligue des champions. Les matchs retour sont souvent très différents des matchs aller. La proposition de loi «visant à sortir la France du piège du narcotrafic», portée par un sénateur de droite (Etienne Blanc, Les Républicains, Rhône) et un de gauche (Jérôme Durain, Parti socialiste, Saône-et-Loire), avait été votée le 4 février au Sénat à l'unanimité dans un esprit transpartisan, miraculeusement consensuel. L'affaire avait été pliée en quelques jours, sans éclats de voix, ni opposition. Lundi 17 mars, le même texte débarque à l'Assemblée nationale dans un contexte politique très différent, où le clivage gauchdroite devrait faire son retour. Près de 665 amendements ont été déposés et seront débattus pendant toute une semaine.

L'examen du texte en commission des lois, il y a une dizaine de jours, laisse déjà présager de l'intensité de la bataille. Certes l'ossature générale de la proposition de loi sénatoriale n'a pas bougé: création d'un parquet national consacré à la lutte contre la criminalité organisée, renforcement de la lutte contre le blanchiment, généralisation du statut des repents élargi aux crimes de sang... Mais contre toute attente, le texte est ressorti amputé de plusieurs dispositions importantes, comme l'instauration d'une procédure de plaider-coupable, la possibilité d'activer à distance des objets connectés afin d'écouter et filmer à leur insu les trafiquants ou l'allongement à cent vingt heures de la garde à vue des «mules»...

Plus surprenant, l'opposition n'est pas seulement venue du camp de la gauche, mais aussi de quelques voix du bloc central. La ministre déléguée chargée du numérique, Clara Chappaz, est venue en renfort pour exprimer ses réserves sur l'article (lui aussi supprimé) qui prévoyait l'obligation faite aux plateformes de messagerie cryptée (Signal, WhatsApp...) d'autoriser l'accès aux

correspondances des narcotrafiquants. Même mobilisation transpartisane autour de l'article 16, dit «dossier coffre», et rebaptisé depuis «procès-verbal distinct», qui offre la possibilité de stocker dans la procédure judiciaire, sans que les avocats puissent y avoir accès, des informations relatives aux techniques d'enquêtes déployées par les policiers (pose de micro, géolocalisation, infiltration...). Une fois de plus, une majorité s'est dégagée, en commission des lois, pour le supprimer.

«METTRE EN GARDE MES COLLÈGUES»
Derrière ce vent de fronde se cache une bataille acharnée de lobbying entre ceux qui défendent les dispositions du texte au nom de l'efficacité des enquêtes judiciaires (policiers et magistrats) et la communauté des avocats, qui veut en réduire au maximum la portée. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) n'est ainsi pas très contente de la tourmente que prennent les événements. «*C'est la douce fraude, car ce dossier coffre, c'était une vraie demande de beaucoup de magistrats instructeurs*», souffle Aurélien Martini, secrétaire général adjoint de l'USM.

A l'inverse, les avocats jubilent. «*Nos arguments ont porté et le travail en commission a permis d'offrir de meilleures garanties pour les droits de la défense. C'est une première victoire*», se félicite-t-on au barreau de Paris. Mais le gouvernement a déjà déclaré qu'il allait faire en sorte de réintroduire cet amendement phare en séance. «*Je ne suis pas un rapporteur borné, je vais proposer une réécriture encore meilleure*», assure Vincent Caure, député Renaissance (Français établis hors de France), un des trois corapporteurs.

Les avocats-députés, quelle que soit leur couleur politique, ont été mobilisés. Comme Christelle d'Intorni, députée (Union des droites pour la République, Alpes-Maritimes), qui votera contre l'article 16, au «*nom des droits de la défense*». Députée (Renaissance) des Français de l'étranger aux Caraïbes et en

Le ministre de la justice, Gérald Darmanin, à l'Assemblée nationale, le 19 février.

JULIEN MUGUET POUR «LE MONDE»

UNE BATAILLE DE LOBBYING A LIEU ENTRE CEUX QUI DÉFENDENT LES DISPOSITIONS DU TEXTE AU NOM DE L'EFFICACITÉ DES ENQUÊTES (POLICIERS ET MAGISTRATS) ET LES AVOCATS



Amérique latine, Eléonore Caroit, qui aime à se présenter comme «*l'avocate des avocats*» est montée en première ligne contre de nombreuses dispositions. «*Evidemment que je partage l'objectif de lutte contre la criminalité organisée, dont je connais très bien les ravages dans ma circonscription. Mais je veux mettre en garde mes collègues, que les idées qui peuvent apparaître de bon sens, ne sont pas forcément gage d'efficacité*», explique-t-elle, reconnaissant qu'elle est très minoritaire au sein de son groupe.

«DARMANIN VIENT POLLUER LE TEXTE»

La France insoumise (LFI) a déjà fait savoir qu'elle voterait contre ce texte. «*Ils vont tenir de réintroduire tous les amendements supprimés en séance car ils souhaitent que ça aille très vite. Au fond, Retailleau se moque que tout soit finalement rejeté par le Conseil constitutionnel, il veut juste que le texte passe*», assure Ugo Bernalicis, député (LFI, Nord), à propos du ministre de l'intérieur.

Les socialistes et les écologistes sont, eux, particulièrement refroidis par l'amende-

ment déposé par le garde des sceaux, Gérald Darmanin, qui vise à créer un nouveau régime carcéral d'isolement, particulièrement sévère, pour les narcotrafiquants. «*Avec son amendement, Darmanin vient polluer le texte. Il faut que sa rédaction évolue... sinon on ne le votera pas*», menace le socialiste Roger Vicot (Nord), corapporteur du texte. Si Robert Badinter a supprimé les quartiers de haute sécurité, ce n'est pas nous qui allons les rétablir quarante ans plus tard.»

«*On rentre dans un aspect purement incantatoire avec du sadisme pénal. Or, la prison est l'école de la récidive, renchérit le député écologiste Pouria Amirshahi (Paris). J'ai lancé des passerelles en direction de la droite, des macronistes, des centristes, mais personne ne répond.*» Peut-être parce que tout le monde a compris qu'il n'y a pas beaucoup de suspense sur l'issue finale des débats. Avec les voix du Rassemblement national, de la droite et du bloc central, le texte devrait facilement trouver sa majorité, mais... sans unanimité. ■

GRÉGOIRE BISEAU

Le projet de parquet anticriminalité organisée suppose des moyens

Un rapport de préfiguration souligne l'importance du nombre de postes qui seront accordés à la future structure

Le parquet national anticriminalité organisée (Pnaco) sera-t-il un «nouveau machin» destiné à porter politiquement le ministre de la justice, Gérald Darmanin, en vue de l'élection présidentielle de 2027, comme le dénoncent ses détracteurs, ou un «superparquet» ultra-spécialisé pour cibler les trafiquants du «haut du spectre», comme l'affirment ses partisans? La réponse dépendra des contours donnés à ce parquet spécialisé, discutés en séance à l'Assemblée nationale à partir de lundi 17 mars dans le cadre de la proposition de loi «visant à sortir la France du piège du narcotrafic», déjà votée à l'unanimité par le Sénat. Le succès du Pnaco dépendra aussi des moyens que lui donnera le ministère de la justice, souligne un rapport de la mission de préfiguration consulté par *Le Monde*. Cette mission, composée de magistrats et de forces de l'ordre, avait été mandatée après le vote du texte afin de le confronter à leur expérience du terrain.

Si «la mission a été sensible à la dimension symbolique et au message politique fort que constituerait une implantation à Marseille», elle conseille d'installer le futur Pnaco à Paris – à la fois pour des raisons de facilité de transfert des effectifs déjà spécialisés sur le sujet, mais aussi pour des raisons de sécurité et de «risque corruptif» plus fort dans la cité phocéenne. Des arguments qui ont fait «changer d'avis» le ministre de la justice, qui a déclaré devant l'Assemblée nationale, le 4 mars, faire le choix de Paris, avant «peut-être (...) dans trois, cinq ou dix ans [de] déconcentrer une partie des services à Marseille».

La mission de préfiguration a aussi interrogé la direction des services judiciaires (DSJ), afin de connaître les effectifs dont le ministère compte doter le futur Pnaco. «En première intention et sous réserve d'une consolidation», la DSJ prévoit pour le lancement de ce nouveau parquet 12 magistrats – dont un procureur national et un secrétaire général qui ne

pourront gérer des dossiers qu'à la marge. Cela correspond aux «effectifs planchers alloués pour la création des deux autres parquets nationaux» – Parquet national financier et Parquet national anti-terroriste, PNAT –, justifie la DSJ, qui précise viser «à horizon de 2028 (...) environ 30 magistrats».

«Besoin de transversalité»

Cette réponse inquiète la mission. La division actuelle que doit remplacer le Pnaco – la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco) – dispose actuellement de 23 postes de magistrats, auxquels doivent s'ajouter 12 postes issus d'une demande de renfort. «Au regard de la gravité de la menace, qualifiée d'«existe[n]telle» par les hautes autorités de l'Etat, il ne paraît pas envisageable que le Pnaco soit moins bien armé que le PNAT [actuellement doté de 17 parquetiers]», peut-on lire dans le rapport.

Parmi ses missions figure la coordination des acteurs de la lutte contre la criminalité organi-

sée. «Il convient d[y] affecter (...) pas moins de 7 magistrats (...) faute de quoi le Pnaco ne parviendra pas davantage que la Junalco avant lui à assurer» cette tâche. Au total, la mission estime qu'il faudra «35 à 38 magistrats». Cette montée en effectifs devra se faire «sur les premiers mois de son existence», sinon, le parquet sera rapidement noyé sous le stock de procédures, avec le risque que ces dernières tombent à cause de délais non respectés concernant des prévenus en détention provisoire.

Pour la procureure de Paris, Laure Beccau, «si le Pnaco est créé, il est fondamental qu'on lui donne immédiatement les effectifs nécessaires. Pour réussir, ce parquet national aura aussi besoin de transversalité. La criminalité organisée, ce n'est pas que le narcotrafic, c'est aussi la traite des êtres humains et des aspects financiers (blanchiment, escroqueries, atteintes aux subventions) et cyber.»

La mission confirme la nécessité de ne pas se limiter aux seules infractions de «très grande com-

plexité» et d'inclure le blanchiment et l'escroquerie simples dans le périmètre du Pnaco, «lesquels constituent souvent la clé d'entrée [des] procédures». Car dans «*les cas des Français expatriés à Dubaï (...) propriétaires de biens immobiliers luxueux, (...) rien ne permet de démontrer (...) au début de l'enquête [la participation à] un trafic de stupéfiants*». La mission souhaite cependant scinder l'équipe des cinq magistrats cyber de la Junalco, estimant que certains dossiers sont «sans lien avec la criminalité organisée». Difficile pourtant dans ces procédures de connaître, avant enquête, le profil des personnes ayant piraté un système informatique.

Que deviendront par ailleurs les grandes procédures politico-financières suivies par la Junalco ces dernières années, à l'image des emplois présumés fictifs du Front national (ancien nom du Rassemblement national) et du MoDem au Parlement européen, ou de l'affaire Bygmalion, liée à la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012? Car le Parquet national financier n'aurait pas pu s'en saisir. Ces enquêtes ont été ouvertes pour «abus de confiance» ou encore «financement illégal de campagne électorale», qui ne figurent pas dans le périmètre des infractions sur lesquelles ce parquet spécialisé peut ouvrir une procédure.

Le corapporteur de la proposition de loi, Vincent Caure (Renaissance, Français établis hors de France), a déposé, vendredi, des amendements reprenant les recommandations de la mission de préfiguration. Sept députés Les Républicains appuient, eux, l'intégration totale de la section cyber au nouveau Pnaco. Les députés «insoumis» ont demandé le renforcement des moyens de la Junalco, voyant dans la création du Pnaco une mesure «cosmétique». Place Vendôme, on dit attendre le rapport de préfiguration définitif qui sera rendu le 1^{er} septembre avant de se prononcer sur le périmètre et les effectifs. ■

LAURA MOTET ET THOMAS SAINTOURENS



Un article sur le logement vivement contesté

« NOUS SOMMES TRÈS INQUIETS : la proposition de loi sur le narcotrafic prévoit de faciliter l'expulsion de tout locataire de logement, y compris sans lien avec le narcotrafic», alerte la juge Lucia Argibay, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature. Ce syndicat classé à gauche va envoyer ses observations aux députés et leur demande, à l'instar des principales organisations de défense du droit au logement, de supprimer ce point lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale, qui débute lundi 17 mars.

L'article 24, tel qu'amendé par les députés en commission, prévoit d'ajouter une obligation aux locataires : «*S'abstenir de tout comportement ou de toute activité qui, aux abords des locaux [loués], porte atteinte aux équipements collectifs utilisés par les résidents, à la sécurité des personnes ou à leur liberté d'aller et venir.*» Le Collectif des associations pour le logement, qui regroupe 40 organisations, estime que cela étendrait «*de manière disproportionnée, et sans limites claires, le champ des motifs d'expulsions locatives*».

Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association Droit au logement, craint que des propriétaires tentent de se débarrasser de locataires en arguant de faits tels que «*le dépôt d'encombrants sur le trottoir, ou parce qu'ils garent mal leur véhicule*». «*C'est une nouvelle attaque contre les droits des locataires, sous couvert de lutte contre les trafics de stupéfiants*, regrette l'avocat Matteo Bonaglia. Pourtant, il est déjà possible de solliciter l'expulsion judiciaire de locataires qui n'usent pas paisiblement de leur logement. Dans certains quartiers, des familles entières sont expulsées pour ce motif, souvent car l'un des enfants s'est retrouvé impliqué dans une affaire de stupéfiants.»

«Mélange des genres»

Lucia Argibay souligne «*un mélange des genres*» : «*Des actes portant atteinte à la sécurité des personnes pourraient être doublement sanctionnés. Par une condamnation au pénal, mais aussi par une privation de logement, alors qu'ils n'ont rien à voir avec l'usage du logement.*» Avec, pour conséquence, que «*tous les occupants du logement pourraient se voir expulsés, en raison des actes d'un seul des habitants*».

La juge critique aussi une autre disposition de l'article 24, qui confère au préfet de département un rôle nouveau : pouvoir obliger un bailleur à lancer une procédure d'expulsion, et se substituer à lui s'il ne le fait pas, s'il constate que «*les agissements en lien avec des activités de trafic de stupéfiants de l'occupant habituel d'un logement troubulent l'ordre public de manière grave ou répétée*», y compris aux abords des locaux loués. «*Il s'agit là encore d'un mélange des genres, puisque le préfet a pour rôle de prévenir les expulsions loyales et d'accorder, ou non, le concours de la force publique aux propriétaires qui ont obtenu un jugement d'expulsion.*»

La députée écologiste de l'Isère Cyrielle Chatelain a déposé des amendements pour supprimer ou amoindrir ces dispositions, y voyant «*une nouvelle fragilisation du droit des locataires, après l'adoption de la loi Kasbarian de 2023*», surnommée «*loi antisquat*».

Pour le corapporteur de la proposition de loi, le député socialiste du Nord Roger Vicot, «*ces deux points ajoutés au Sénat, n'ont pas lieu d'être. J'espère que le gouvernement et d'autres groupes se mobiliseront aux côtés de la gauche*». ■

CLAUDE ANÉ

«Aujourd'hui, la saisie de 1 tonne de cocaïne, c'est une affaire courante»

La procureure générale près la cour d'appel de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau, appuie la proposition de loi, l'estimant nécessaire pour contrer une criminalité en plein essor

ENTRETIEN

Pour la procureure générale près la cour d'appel de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau, un nouvel arsenal législatif est nécessaire «pour ne pas perdre le contrôle de la situation». Elle revient sur l'expansion du trafic de drogue en France ces dernières années et sur la réponse politique envisagée par le biais de la proposition de loi sur le narcotrafic.

Quel est l'état de la menace de la criminalité organisée en France?

On constate depuis dix ans une explosion de la consommation de cocaïne, devenue un marché colossal. Ce n'est pas propre à la France, c'est le cas dans le reste de l'Europe. Les personnes impliquées dans les trafics de stupéfiants mènent une guerre de territoires, avec des scènes de guerre en bas d'immeubles, le recours à des kalachnikovs pour conserver les points de deal... Il y a eu une bascule dont la France a pris conscience avec l'assassinat des surveillants pénitentiaires à Incarville [Eure], lors de l'évasion de Mohamed Amra. Dans ce contexte, la proposition de loi «narcotrafic» répond à la nécessité de combattre et d'empêcher les dérives que connaissent déjà d'autres pays.

La réponse politique a-t-elle trop traîné, malgré des signaux déjà existants?

Les services de police, de gendarmerie, des douanes et les magistrats traitent de cette lutte depuis des années ! En 2019, la mise en place à Paris de la Junalco [juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée] témoigne d'une réaction politique. Mais nous sommes aussi tributaires de la situation internationale, car les pays producteurs de cocaïne se sont vu fermer l'accès au marché américain : il leur a donc fallu exporter davantage vers les pays européens. Cela se voit de manière manifeste dans nos ports. Par exemple, il y a eu récemment la saisie [le week-end du 2 mars], à Dunkerque, de 10 tonnes de cocaïne. Il y a dix ans, la saisie d'une tonne de cocaïne, c'était exceptionnel. Aujourd'hui, c'est une affaire courante.

Le terme «mafia» est-il, selon vous, approprié pour désigner certains groupes criminels opérant en France?

Non, le terme «mafia», au sens italien, n'est pas approprié en France, car en Italie il désigne une immense structure pyramidale. En France, il y a plutôt plusieurs équipes qui se partagent le territoire. Pour autant, ces équipes sont très bien organisées, représentant l'organisation des entreprises, avec une répartition des rôles : les guetteurs – embauchés sur les réseaux sociaux –, les revendeurs et les tueurs qui éliminent les équipes rivales.

Dans votre discours d'audience solennelle, en février, vous émettiez des doutes sur la nécessité de créer un parquet national consacré à la lutte contre la criminalité organisée...

Des magistrats ont été entendus par la commission sénatoriale et certains ont émis l'idée d'un parquet national anticriminalité organisé [Pnaco] comme le Parquet national financier et le Parquet national antiterroriste, et comme cela est le cas en Espagne et en Italie. Cette idée méritait un débat, lequel est derrière nous, dans la

mesure où le Sénat a voté pour et que l'Assemblée nationale fera sûrement de même. Ma responsabilité est de faire en sorte que la Junalco, qui deviendra l'ancêtre du Pnaco, continue à fonctionner pour permettre au Pnaco d'être opérationnel dès le premier jour.

Ce nouveau parquet sera-t-il performant dans la lutte contre le blanchiment et le risque corruptif?

La saisie des avoirs criminels et leur confiscation, dans la lutte contre les infractions à la législation sur les stupéfiants, est un axe majeur si on veut des résultats. Jusqu'ici, on s'est focalisé sur la saisie du produit, car c'est plus facile et cela donne une apparence d'efficacité. La réelle efficacité, c'est aussi la saisie de l'argent et de tout ce qui a été acquis grâce à cet argent... Dans ce contexte, il y a des phénomènes de corruption des agents de l'Etat. C'est une réalité que l'on découvre et que l'on prend au sérieux. Il est impossible de dire si c'est un phénomène nouveau ou ancien. Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, c'est un phénomène révélé.

Le terme «narcotrafic», qui ne repose pas sur une définition juridique précise, est souvent décliné à tout-va. Assumez-vous ce mot?

C'est vrai que ce mot n'a pas de définition légale, pas plus que «criminalité organisée». En réalité, c'est la notion de «bande organisée» qui permet de dire si l'infraction entre dans la sphère de la criminalité organisée ou non. Le mot narcotrafic reste important pour la prise de conscience des Français. Mais la France n'est pas un narco-Etat avec une corruption généralisée, pas du tout. Et il n'est pas question d'y arriver. D'où la proposition de loi, pour éviter de perdre le contrôle de la situation.

«LES TRAFIQUANTS ONT INTÉGRÉ LE PASSAGE EN PRISON COMME UN RISQUE DU MÉTIER [...], MAIS SANS QUE CELA METTE UN COUP D'ARRÊT À LEUR ACTIVITÉ»

juridique précise, est souvent décliné à tout-va. Assumez-vous ce mot?

C'est vrai que ce mot n'a pas de définition légale, pas plus que «criminalité organisée». En réalité, c'est la notion de «bande organisée» qui permet de dire si l'infraction entre dans la sphère de la criminalité organisée ou non. Le mot narcotrafic reste important pour la prise de conscience des Français. Mais la France n'est pas un narco-Etat avec une corruption généralisée, pas du tout. Et il n'est pas question d'y arriver. D'où la proposition de loi, pour éviter de perdre le contrôle de la situation.

La volonté gouvernementale d'instaurer un régime

pénitentiaire particulièrement dur à l'égard des narcotrafiquants les plus dangereux vous semble-t-elle légitime ?

Il est incompréhensible pour les Français que des gens condamnés ou en détention provisoire puissent continuer leur trafic en prison par le biais de téléphones illégaux. Les trafiquants ont intégré le passage en prison comme un risque du métier dont ils assument la responsabilité, mais sans que cela mette un coup d'arrêt à leur activité. Dans la population carcérale, il y a plusieurs types de profils avec des niveaux de dangerosité différents. Donc il faut un régime plus strict pour les plus dangereux.

Il suscite de nombreuses oppositions...

Seule l'expérience pourra dire si cela sera efficace. Mais ce type de régime a déjà fait ses preuves sur une autre catégorie de détenus : les terroristes. De toute façon, si ces dispositions sont votées, on peut légitimement penser qu'une partie des parlementaires saisiront le Conseil constitutionnel. ■

PROPOS RECUILLIS PAR
GRÉGOIRE BISEAU
ET THOMAS SAINTOURENS

ISABELLE MADELAINE & EMILIE TISNÉ PRÉSENTENT

“UN FILM HALETANT OÙ LA NATURE DICTE SA LOI”
VERSION ORIGINALE

“UN DUO IMPRESSIONNANT”
KONBINI

MARINA FOÏS THÉO CHRISTINE

MAGMA
UN FILM DE CYPRIEN VIAL

GUADELOUPE,
LA SOUFRIÈRE...

week
édition
Le Parisien

AU CINÉMA LE 19 MARS

Télérama

Les victimes sortent de l'ombre de Le Scouarnec

Nombre d'enfants violés par le chirurgien l'ont appris sur le tard. Un choc raconté à l'audience

C'est un procès associé à un chiffre: 299. Jusqu'à présent, le nombre des victimes paraissait certes vertigineux, mais il restait abstrait devant la cour criminelle du Morbihan, où comparait le docteur Joël Le Scouarnec depuis le 24 février. Les audiences viennent de basculer: l'heure est aux témoignages des victimes. Le rituel est le même. Une par une, elles s'avancent à la barre, des adultes aujourd'hui puisque les viols et les agressions sexuelles ont eu lieu entre 1989 et 2014. Une photo à l'âge des faits est projetée sur les écrans et, d'un coup, l'enfance envahit le prétoire, des gosses aux yeux qui clignent dans le soleil, des sourires auxquels il manque une dent, une corde à sauter, des bougies d'anniversaire, les fossettes d'un poupon joufflu, 3 ans le jour de l'agression. Il ne s'agit plus d'un chiffre désormais, c'est la procession des petites proies, chacune avec son récit, tous différents, 299 nuances de larmes.

«Ce qui m'a le plus traumatisé? C'est la gendarmerie», lance un agriculteur à la barre. En recevant sa convocation à la brigade, il se croyait «coupable de quelque chose, comme tout le monde dans ces cas-là». En réalité, «c'était pire», se souvient-il. «J'ai appris que j'étais victime.» En vingt minutes d'audition, formalités comprises, un gendarme lui a annoncé son viol sous anesthésie au bloc opératoire, trente ans plus tôt. Puis, l'agriculteur s'est retrouvé seul sur le parking de la brigade, un petit matin d'hiver 2020, la vie cassée en deux. Devant la cour, il tente de ne pas craquer. «Ça m'a retourné», parvient-il à murmurer. Coup d'œil vers sa femme, assise au premier rang. Elle fond en larmes pour deux.

Cette enquête-là, il faut dire, s'est menée à rebours des autres : on n'y cherchait pas le coupable, mais les victimes. En 2017, l'affaire avait démarré sur la plainte d'une petite voisine, violée par Joël Le Scouarnec. Mais le journal intime du chirurgien va révéler des centaines de crimes sexuels répertoriés par nom, lieu, date : ces écrits deviennent dès lors le fil conducteur de nouvelles investigations.

A travers la France, des unités de gendarmerie reçoivent la mission de retrouver ces victimes et de les convoquer, sans en préciser les raisons. Un «canevas d'audition» leur est fourni, 13 questions brèves, toujours les mêmes, sautant

«J'étais assommée quand on m'a lu son journal: les détails qu'il donne», raconte une victime

sans transition du plus basique («Avez-vous été hospitalisé durant votre enfance?») au plus personnel («Rencontrez-vous des problèmes intimes dans votre vie conjugale?»). Aucun psychologue n'est présent, juste un gendarme, pas toujours formé. Mais c'est la dernière consigne, en clôture d'entretien, qui donne une dimension particulière à ce volet de l'affaire: chaque victime présumée est supposée prendre connaissance des pages la concernant dans le journal du chirurgien.

«Ma vie est détruite»

Il faut se figurer à quoi ressemblent ces carnets : des descriptions insoutenables, des petits malades montrés comme des objets sexuels, des commentaires insinuant qu'ils s'exhibent eux-mêmes sur leur lit d'hôpital, voire qu'ils prennent du plaisir à leur viol. Or, 90 % des victimes n'avaient aucun souvenir. Les faits vont donc leur être révélés à travers les mots mêmes de leur agresseur. «Je me suis trouvé précipitée dans le cerveau d'un dingue, je me suis vue dans ses yeux: sa chose», se souvient une assistante de direction. A l'audience, Jean Coudray, un psychologue qui a expertisé neuf personnes, évoque le «traumatisme de la révélation». «Mais y avait-il une bonne façon de procéder?», soupire l'avocat général, Stéphane Kellenberger.

Le choc et les sanglots. L'humiliation et la colère. Les émotions affleurent à nouveau, intactes, comme au premier jour. Les mots se bousculent. «J'étais assommée quand on m'a lu son journal: les détails qu'il donne, ces regrets de n'avoir pu me faire plus, les termes avec lesquels il parle de moi comme d'une petite fille qui ne se lave pas», raconte une assistante en pharmacie. Une autre victime: «Ce gars est dans un contexte d'opérations médicales, il a ouvert quelqu'un et il pense à ça: me toucher. Puis, il l'a gardé en tête toute la journée pour le marquer le soir sur ses carnets.»



Joël Le Scouarnec, devant la cour criminelle du Morbihan, à Vannes, le 12 mars. SERGIO AQUINDO POUR «LE MONDE»

Des images ont parfois afflué qui ne s'effaceront plus. S'agit-il de souvenirs enfouis qui ressurgissent à la lecture? Ou bien le journal lui-même aurait-il imposé ses récits? Un jeune technicien se pose la question, aujourd'hui encore. Depuis qu'il est sorti de la brigade, une scène des carnets le hante: Le Scouarnec qui baisse son pyjama, puis «se met à faire ça». Et d'un coup, le technicien a 6 ans, redevenu le petit garçon seul dans sa chambre, n'osant pas couvrir sa nudité parce qu'un médecin en a décidé autrement. Certaines victimes ont refusé de connaître les lignes du journal. «Vous me parlez de viol, c'est déjà trop pour moi. Ma vie est détruite, il a le visage de mes cauchemars», lâche une employée. A la barre, rares sont ceux qui souhaitent sortir de l'anonymat, tous ne viennent d'ailleurs pas témoigner. «J'habite un petit village, la honte est encore là», glisse un artisan.

Un quadragénaire s'avance devant la cour: «S'affirmer victime, c'est compliqué. Je ne voulais pas en devenir une.» Il est policier, on le devinerait à sa manière de bouger,

un bloc d'acier blindé. Les viols, les violences conjugales, ça fait partie de son travail, diriger les victimes vers un psy, prévenir les proches, expliquer que les féminicides n'ont pas lieu seulement à la télé. «Mais quand on change de camp, plus rien n'est pareil», dit-il. Pour lui-même, il a fait tout ce qu'il déconseille : esquiver la procédure pendant des années, s'enfermer dans le mutisme et le sport à haute dose. «Je ne voulais pas montrer de faille vis-à-vis de mes supérieurs.» La voix du policier se fêle quand il pivote vers le box: «Monsieur Le Scouarnec, vous avez ouvert une faille dans ma carapace.»

«Immense soulagement»

Après lui, un père de famille s'avance. La rage couve toujours, celle qui le débordait à frapper les murs de la maison. La peur aussi, la pire, celle de soi-même. «Quand on a été agressé sexuellement, est-ce qu'on devient soi-même un agresseur?» Une jeune femme raconte qu'elle doit se faire aider chez elle, paralysée devant ses enfants, redoutant maintenant que chaque geste soit mal interprété.

La révélation des faits «a aussi pu être positive pour certains, elle a donné du sens à un mal-être qu'ils ne s'expliquaient pas toujours», reprend le psychologue Jean Coudray. C'est vrai en particulier pour la trentaine de victimes ayant conservé des souvenirs, plus ou moins précis. Orianne, 40 ans, s'était longtemps crue folle, incapable de se faire entendre dans sa famille quand elle évoquait le viol par un médecin après une opération de l'appendicite. Le jour de sa convocation, elle a lancé aux gendarmes: «J'attendais votre coup de fil depuis trente ans.» Une autre parle de son «immense soulagement» en sortant de la brigade. «J'avais l'intime conviction d'avoir été violée. Je voulais mourir, sans même savoir pourquoi. Il m'a volé ma jeunesse.»

Pour chaque personne, la présidente, Aude Buresi, demande ce qu'elle attend du procès. «Je me sens toujours prisonnière dans sa tête, dans ses fantasmes, dans ses textes. Je veux me libérer», lance une fonctionnaire de 42 ans. Elle vit sous médicament depuis l'affaire. «Si je loupe un comprimé, je vrille. Même moi, je me fais peur.»

Amélie Lévêque, employée de mairie, est passée par des crises d'anorexie, plusieurs psychothérapies: «Maintenant que je suis devant vous, monsieur Le Scouarnec, j'ai un mélange de haine et de dégoût. En même temps, vous me faites de la peine, vous ressemblez à mon grand-père. Je remets ma vie entre vos mains: je vous demande de me rendre ma liberté.»

Dans son box, Joël Le Scouarnec, 74 ans, reconnaît tout ou presque, n'en finit pas de demander pardon, expliquant qu'il veut répondre à chaque personne, une à une. Mme Giovanni Bertho-Briand n'y tient plus. L'avocat bondit littéralement du banc des parties civiles dans le prétoire: «Vous dites vouloir aider les victimes, mais vous répétez à chaque fois que vous ne vous souvenez de rien. Avez-vous au moins fait un travail pour essayer de retrouver la mémoire?» «Non», répond le chirurgien.

Deux cent cinquante-six victimes avaient moins de 15 ans au moment des faits. Une dizaine ont été internées en psychiatrie, deux se sont suicidées. ■

FLORENCE AUBENAS

Un système renforcé de signalements dans l'enseignement privé

La ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, a précisé, dimanche, les évolutions mises en œuvre à la suite de l'affaire de Bétharram

La pression monte sur la question du contrôle des établissements privés, alors que débuté, lundi 17 mars, l'inspection diligentée par l'éducation nationale à Notre-Dame de Bétharram, cette institution catholique des Pyrénées-Atlantiques dont plus de 150 anciens élèves ont témoigné pour dénoncer des violences, des agressions sexuelles et des viols auprès du procureur de Bayonne. Un ancien surveillant de l'établissement est poursuivi pour viol et agression sexuelle.

Dimanche, la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, a annoncé, dans un entretien à *La Tribune Dimanche*, une série de mesures pour renforcer les dispositifs d'alerte et les contrôles dans l'enseignement privé sous contrat. Bétharram a en effet été peu inspecté, mis à part en 1996, sur une demi-journée. Reconnaissant des «contrôles insuffis-

sants», la ministre a assuré que la remontée de faits graves serait désormais «systématique».

Pour cela, les établissements privés seront désormais intégrés au dispositif «Faits d'établissement», une application déjà en usage dans le public, qui permet au personnel de direction de faire remonter tous les «cas sensibles» aux rectorats et les faits les plus graves «au national», a rappelé Mme Borne. Cette obligation sera formulée par décret. «Dans l'attente de ce texte, je compte sur les établissements privés sous contrat pour la déployer au plus vite», a-t-elle ajouté.

Dans l'objectif d'améliorer l'écoute et la prise en compte de la parole des enfants, Elisabeth Borne a également prévu la mise en place d'un questionnaire anonyme trimestriel pour les élèves d'internat. «A la moindre alerte, leurs réponses permettront d'engager

ger une écoute par des personnels sociaux», a-t-elle précisé, ajoutant que les élèves de retour de voyage scolaire comportant des nuitées seront également concernés.

Pression grandissante

La ministre a également assuré qu'une mission «d'appui» avait été créée à l'inspection générale pour épauler les rectorats dans leurs missions d'inspection. Soixante inspecteurs supplémentaires seront mobilisés «en complément des renforts décidés par Nicole Belloubet», a-t-elle confirmé, faisant référence au plan de contrôle annoncé par l'ancienne locataire de l'Hôtel de Rochechouart, qui avait annoncé, au printemps 2024, l'inspection de 40 % des établissements privés sous contrat sur deux ans — «dont la moitié par des visites sur place», a précisé Mme Borne, dimanche. Ces annonces surviennent dans

Mme Borne prévoit la mise en place d'un questionnaire anonyme trimestriel pour les élèves d'internat

un contexte de pression grandissante autour de la question des dérives violentes au sein de certaines institutions privées. Dans la foulée de l'affaire de Bétharram, d'autres établissements catholiques du Sud-Ouest, ainsi qu'en Bretagne, ont été mis en cause par des anciens élèves pour des faits de violences, y compris sexuelles. Une commission d'enquête parlementaire «sur les modalités du

contrôle par l'Etat et de la prévention des violences dans les établissements scolaires», dirigée par les députés Paul Vannier (La France insoumise, Val-d'Oise) et Violette Spillebout (Renaissance, Nord), vient d'entamer ses travaux par un contrôle inopiné au ministère, où les députés ont eu la surprise de ne rien trouver. «C'est d'ailleurs une information que de ne pas trouver, par exemple, un dossier Bétharram au ministère», a noté M. Vannier, le 14 mars, sur France 5. Les députés, qui commencent leurs auditions jeudi, entendront d'abord les représentants des victimes, en débutant par Alain Esquerre, porte-parole des victimes de Bétharram.

«Le temps où l'enseignement catholique, comme d'autres institutions, cherchait à défendre l'institution plutôt que la personne est révolu», a assuré, pour sa part, Philippe Delorme, le secrétaire général de l'enseignement catholi-

que, en ouverture des journées de la Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique. Dimanche, sur France Inter, M. Delorme a précisé que les annonces d'Elisabeth Borne n'étaient pas «une surprise», quell'institution «formait» désormais ses équipes à l'écoute des élèves et que les faits graves étaient signalés au procureur.

Le premier ministre, François Bayrou, ministre de l'éducation à l'époque des premiers signalements concernant Bétharram, a affirmé, dimanche, sur les mêmes ondes qu'il répondrait à la commission parlementaire si l'recevait une «convocation officielle». L'affaire de Bétharram a rejouillé sur l'île béarnaise, dont plusieurs enfants ont été scolarisés dans l'établissement. Il est accusé d'avoir été au courant des premières accusations, ce qu'il dément. ■

VIOLAINE MORIN

La géopolitique s'invite dans les débats pour 2027

L'axe Trump-Poutine prend à contre-pied l'extrême droite et la gauche radicale, mais vient renforcer le chef de l'Etat, Emmanuel Macron

ANALYSE

Les mouvements de plaques tectoniques suscités par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche n'en finissent pas d'avoir des répercussions dans le monde entier. Au Canada, le rapport de force entre le Parti libéral du nouveau premier ministre, Mark Carney – qui a succédé à Justin Trudeau –, et le leader du Parti conservateur, Pierre Poilievre, s'est brutalement inversé, en quelques semaines seulement, à l'approche des élections fédérales. Archifavori des sondages en janvier (avec 20 points d'avance sur son adversaire), le candidat populaire et libertarien, antivax, anti-élites et antimédias, qui a pris Trump comme modèle, s'est fait rattraper par l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, au profil plus rassurant, alors que les tensions entre le Canada et son voisin américain vont crescendo.

Les rodomontades du président américain, qui impose au Canada des droits de douane de 25 % et menace d'en faire le 51^e Etat américain, ont donc fait s'affondrer les intentions de vote du candidat trumpiste. «Un changement drastique de la donne politique», observe Roland Lescure, député Renaissance des Français de l'étranger (Amérique du Nord), qui n'exclut pas une victoire de Mark Carney, ce qui semblait «impossible» au début de l'année. «L'imprévisibilité et les excès de Trump, qui ont provoqué un survolt national au Canada, ont un impact sur la vie quotidienne des gens et donc sur la donne politique», veut croire l'ancien ministre.

Retour des «vieux briscards»
Les bouleversements provoqués par le retour de M. Trump, son rapprochement avec la Russie et sa défiance envers l'Europe, d'où il se désengage brutalement, pourraient affecter de la même manière l'équation politique française, voire modifier les enjeux de 2027. «Le prix du ticket pour la présidentielle vient d'augmenter considérablement», a analysé le politologue Bruno Cautrès, le 11 mars, auprès de l'Agence France-Presse.

Loin de la vague dégagiste suscitée, en 2017, par le surgissement d'un président de moins de 40 ans, promoteur de la «start-up nation» et artisan d'une dépolitisation, le tumulte géopolitique et les inquiétudes qu'il suscite provoquent un retour en grâce des «vieux briscards», expérimentés et connaisseurs de la scène mondiale.

En témoigne le succès que connaît, depuis le début de l'année, l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, invité partout pour décrypter les désordres du monde, auréolé de son discours historique à la tribune de l'ONU, en 2003. A gauche,

François Hollande se voit, lui aussi, crédité de sa lucidité envers Vladimir Poutine pendant son mandat. Quant à l'ex-négociateur du Brexit et éphémère premier ministre Michel Barnier, il veut croire également que son expérience constituerait un atout dans la compétition présidentielle. Tous trois ont l'échéance de 2027 en ligne de mire.

Eclipsée par l'actualité internationale, la planète politico-politicienne n'arrête pas pour autant de tourner. Plongés dans la préparation de leurs congrès, les membres du parti Les Républicains, ceux du Parti socialiste et ceux des Ecologistes se divisent en interne. Tandis que les candidats déjà déclarés ou putatifs, comme Edouard Philippe ou Raphaël Glucksmann, s'organisent. Mais ils agissent sous les radars, peu visibles, peu audibles, alors que les crises internationales ont rejoint les principales préoccupations des Français.

Si la lumière s'est déplacée, le changement de paradigme oblige les acteurs à se positionner. «La nouvelle donne internationale sera de révélateur pour les partis», résume le directeur général délégué d'Ipsos, Brice Teinturier, selon lequel les prises de position de chacun peuvent «être lourdes de conséquences pour la présidentielle». «Ceux qui minorent la menace russe auront bonne mine si demain est faite la démonstration du contraire», ironise-t-il.

De facto, le nouvel axe Trump-Poutine prend à contre-pied l'extrême droite, tout comme la gauche radicale, prisonniers de leurs positions passées. Le Rassemblement national (RN) paye à la fois sa vieille complaisance envers Moscou et sa fascination pour M. Trump, leader populiste aux accents protectionnistes, qu'il crédite de vouloir défendre les intérêts américains. Aujourd'hui, Marine Le Pen et Jordan Bardella tentent de se tenir plus ou moins à distance de l'un, comme de l'autre. Mais s'ils soutiennent l'Ukraine, ils peinent à définir une position claire sur la menace que représente la Russie pour le continent européen, et s'opposent à l'Europe de la défense. Des injonctions contradictoires qui les rendent difficilement audibles.

«Pour la première fois depuis longtemps, Marine Le Pen tâtonne», observe Brice Teinturier. Même difficulté pour Jean-Luc Mélenchon, qui, par antiaméricanisme, s'est souvent vu accusé de complicité à l'égard de la Russie. Le leader «insoumis» assure, lui aussi, défendre une position «ni Trump ni Poutine», mais ses critiques ciblent davantage le premier, «qui nous menace physiquement (...), qui asphyxie une partie de notre économie», comme il l'a dit dimanche 16 mars sur France 3, que le second.

Plus largement, si le retour de Donald Trump – et ses positions



Donald Trump s'adresse aux journalistes à bord d'Air Force One, à son retour à Washington, le 16 mars. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

spectaculaires – pourrait décomplexer une partie des électeurs d'extrême droite, surfant sur la vague populiste, ses outrances et le nouveau régime qu'il est en train de dessiner risquent d'effrayer une autre frange de cet électoral, qui soutenait le RN au motif qu'on «avait tout essayé, sauf lui».

Visibles par tous, les dégâts d'ores et déjà causés aux États-Unis (licenciements massifs dans la fonction publique, budgets coupés pour la science...) et le climat de peur que le président américain a instauré pourraient paradoxalement fragiliser les positions de ceux qui, en France, pourfendent eux aussi l'Etat de droit. «La brutalité de Trump, qui déstabilise la planète et fait peur aux Français, ne sert pas ceux qui se situaient dans cette veine idéologique», avance Brice Teinturier.

Excès de confiance retrouvée
A l'inverse, Emmanuel Macron est l'un des principaux bénéficiaires de cette nouvelle donne internationale. Promis à une lente et douloureuse fin de règne, le président se retrouve en position centrale, et en passe de sauver la fin de son mandat. Alors que sa dissolution ratée l'avait décrédibilisé aux yeux des Français, il retrouve leur faveur, reprenant des couleurs dans les sondages. Selon le politiste Vincent Martigny, les périodes de crise favorisent toujours l'incarnation et l'hyperprésidence et disqualifient le temps parlementaire qui n'est plus adapté.

Le chef de l'Etat, qui avait subi avec un agacement certain la cohabitation avec Michel Barnier, nommé neuf semaines après les législatives, a donc remis la main sur une partie des leviers perdus. La configuration internationale lui permet de retrouver de l'ascendant sur le gouvernement, comme l'atteste sa convocation des principaux ministres, réunis le 13 mars à l'Elysée, pour réfléchir à «l'effort de défense» évoqué lors de sa dernière allocution télévisée. Les événements lui ayant redonné une légitimité, tout le monde semble avoir oublié que le président et son camp ont subi, en juin et juillet 2024, une lourde défaite aux élections européennes et aux législatives.

De son côté, le premier ministre, François Bayrou, se voit reprocher

d'utiliser les circonstances géopolitiques pour interférer dans la réunion des partenaires sociaux sur les retraites, jugée «hors-sol» par Edouard Philippe et une partie du «block central». Dimanche, dans l'émission «Questions politiques» sur France Inter, en partenariat avec France Télévisions et *Le Monde*, M. Bayrou a fermement exclu un retour de l'âge légal de départ à 62 ans, suscitant l'ire des syndicats en train de discuter du sujet.

Ce «conclave» était un gage donné à la gauche par M. Bayrou,

Les outrances de Donald Trump risquent d'effrayer l'électorat qui soutenait le RN au motif qu'on «avait tout essayé, sauf lui»

dans l'espoir d'éviter la censure. Un excès de confiance retrouvée pourrait se retourner contre l'exécutif, alors que l'équation politique reste infiniment fragile et instable. Car si les nouveaux désordres du monde ont un impact sur l'équation politique nationale, un certain nombre d'invariants demeurent. Confrontée à d'immenses défis, notamment sur le plan de la défense et de la souveraineté, la nation reste surendettée. Et MM. Macron et Bayrou n'ont toujours pas la majorité. ■

SOLENN DE ROYER

13^{ME} ÉDITION

LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ONT UN INCROYABLE TALENT !

Le 12 mars 2025, lepetitjournal.com, le média des Français et des francophones à l'étranger, a récompensé au Quai d'Orsay 7 Français exceptionnels qui ont réussi à l'étranger.

LE PETIT JOURNAL.COM

PAYS-BAS
JULIEN BALANQUEUX
Tech Makers
Prix du Public
Banque Transatlantique

MALAISIE
POM MADENDJIAN
Festival international des auteurs francophones en Malaisie
Trophée Alumni des lycées français du monde AEFE

BRESIL
CÉDRIC DE GIRAUDY
Missão Robin Hood
Trophée Humanitaire CFE

ETATS-UNIS
ARTHUR GENRE
Créateur de contenus
Trophée Influence ISG

MAROC
PASCAL JOUSSE
Professeur, scénariste et créateur de contenus
Trophée Education Cned

EMIRATS ARABES UNIS
PRISCILLIA ROUTIER TRILLARD
The Sorority/SAVE YOU
Trophée Coup de cœur MEAE

ROYAUME-UNI
XAVIER LOUIS
Five Lives
Trophée Impact Social Malakoff Humanis

LEPETITJOURNAL.COM REMERCIE SES PARTENAIRES

aefe
BANQUE TRANSATLANTIQUE
CNED
Courrier International
rfi
France 24
MCD
France médias monde
ISG
malakoff humanis
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES ETRANGÈRES

DROITE Pécresse soutient Retailleau pour la présidence de LR

La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a annoncé, dimanche 16 mars, qu'elle soutiendrait Bruno Retailleau contre Laurent

Wauquiez pour la présidence du parti Les Républicains (LR), saluant la «loyauté» et la «droiture» du ministre de l'intérieur. «Lors de la dernière présidentielle, il a été d'une loyauté à toute épreuve. Je ne l'oublie pas», a affirmé l'ancienne candidate à

l'Elysée dans un entretien au *Figaro*. Engagé dans un duel face au chef des députés LR, Bruno Retailleau enregistre un nouveau soutien de poids après celui du président du Sénat, Gérard Larcher, ou encore celui du maire de Cannes, David Lisnard. – (AFP)

Municipales : au Havre, Edouard Philippe n'a pas le droit à l'erreur

Maire de la ville depuis 2010, il veut faire de ces élections la première marche de sa conquête de l'Elysée

LE HAVRE (SEINE-MARITIME) - envoyé spécial

S' il est un élu qui ne peut se permettre de perdre les élections municipales de mars 2026, c'est bien Edouard Philippe. Le maire (Horizons) du Havre (Seine-Maritime) l'a annoncé en septembre 2024 : il est candidat à sa réélection et il l'est aussi à la présidentielle de 2027. Difficile d'imaginer qu'il puisse trébucher au premier obstacle sans compromettre le franchissement du second.

Pour l'ancien premier ministre (2017-2020) d'Emmanuel Macron, maire du Havre depuis 2010, la situation apparaît aléatoire : il est un élu de droite dans une ville qui fut longtemps gérée par les communistes, qui vote de plus en plus à gauche à l'élection présidentielle et fortement pour l'extrême droite aux européennes. Quant aux municipales, Edouard Philippe a été élu dès le premier tour en 2014 (avec 52,04 % des voix). Il ne l'a été qu'au second en 2020 (58,83 %), en ayant perdu 1 500 voix en six ans.

Un élément pourrait, en outre, peser dans la campagne : le Parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire en décembre 2023 des chefs de « prise illégale d'intérêts, détournement de fonds publics, favoritisme et harcèlement moral » qui vise Edouard Philippe, son adjointe, Nathalie Nail, ainsi que la directrice générale des services de la communauté urbaine, Claire-Sophie Tasiás. En cause : un soupçon de contournement des règles des marchés publics. « Nous avons respecté les règles », avait réagi Edouard Philippe auprès de BFMTV, en 2024, après une perquisition.

« Il a du plomb dans l'aile », veut croire Nathalie Nail, cheffe de file de l'opposition communiste, qui rêve de reprendre la ville. Les dis-

cussions se poursuivent, à gauche, dans la perspective d'une éventuelle union. La France insoumise (LFI) n'exclut cependant pas une candidature indépendante. « C'est notre force : on mobilise les abstentionnistes », confie Djawed Fridi, coanimateur du groupe d'action LFI au Havre, en annonçant la couleur : « On vise la mairie. » Et, souligne Alma Dufour, députée (LFI) de Seine-Maritime, « si les jeunes votent dans les quartiers, ils risquent d'avoir des surprises ». Mais Nathalie Nail ne désespère pas de parvenir à « un rassemblement de la gauche le plus large possible, et dès le premier tour », car « il n'y a que de cette manière que l'on peut battre Edouard Philippe », pense-t-elle.

Beau parleur

L'ancien premier ministre est devenu « une marque », soupire Nathalie Nail, qui regrette de voir « des gens de gauche se faire prendre en selfie avec lui ». Beaucoup d'élus d'opposition pointent l'habileté de leur adversaire. « Il est beau parleur », constate encore la conseillère municipale. Il emboîte tout le monde et arrive souvent à ses fins. » D'ailleurs, dit-elle, le maire a réussi à attirer des élus de gauche dans son équipe.

Le porte-parole des Ecologistes havrais, Laurent Martin, fait le même constat : « Je l'aime bien, Edouard Philippe. Il a de l'humour, il est charmant, enjôleur, intelligent, concède-t-il. Mais, comme maire, ça ne va pas. Son but, c'est d'être président en 2027. »

Sur ce point, des communistes au Rassemblement national (RN), tous ses opposants s'accordent : « Il n'a pas de projet pour la ville, si ce n'est en faire une vitrine pour arriver plus vite à l'Elysée », dénonce Isabelle Le Coz, candidate du RN aux élections législatives de 2024. Le Havre, « il n'en a rien à faire », regrette Nathalie Nail. D'ailleurs, énumère l'élu communiste, la



Edouard Philippe, entouré de Nathalie Loiseau, de Christelle Morançais et de Félicie Gérard, à Lille, dimanche 16 mars. J. MUGUET

« Il a du plomb dans l'aile », veut croire Nathalie Nail, cheffe de file de l'opposition communiste, qui rêve de reprendre la ville

ville est un désert médical et l'hôpital est dans « un état impossible », mais « il n'a rien fait » ; la centrale EDF fermée ? « Aucun soutien » ; la fin des cafés Legal ? « On ne l'a pas entendu. »

« Il ne fait plus rêver personne, tranche, de son côté, Franck Testaert. Il travaille pour la présidential. Il n'est jamais là. » Engagé dans le domaine de la culture, Franck Testaert est en train de monter une liste citoyenne pour les municipales. Il assure que, de retour au Havre en 2020 – après avoir quitté ses fonctions de premier ministre –, le maire « a arrêté plusieurs projets » avant d'en monter d'autres, « pour sa propre image, avec ses propres interlocuteurs, sous prétexte qu'il n'était pas possible de faire avec les paysans du coin. Ça m'a blessé », confie-t-il.

Edouard Philippe n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*. Faisant savoir qu'il n'est « pas du tout dans le temps des mu-

nicipales », il a chargé son adjointe à la culture de défendre son bilan. Fabienne Delafosse conteste les accusations de Franck Testaert, en rappelant que la ville verse « un demi-million d'euros tous les ans » à l'association culturelle dont il est directeur, Papa's Production. L'adjointe ne nie pas que « certains artistes du territoire » aient pu ne pas se sentir « impliqués » par le passé. Mais, affirme-t-elle, « aujourd'hui, ça n'est pas vrai ». Elle assure « travailler en bonne intelligence » avec les acteurs locaux.

Quant à l'absence d'Edouard Philippe, l'argument déclenche un éclat de rire. « Je vous assure qu'il n'a pas la tête ailleurs ! », réagit Fabienne Delafosse. « Il n'est pas là le mardi et le mercredi, et ne s'en est jamais caché. On a tous une activité à côté de la mairie. Et heureusement, car ce n'est pas un métier, c'est un mandat », poursuit-elle. « Mais il habite ici, fait ses courses ici... Samedi après-midi, je l'ai même croisé chez Darty », témoigne-t-elle, en précisant que l'« ambition nationale » du maire est une chose « dont beaucoup de Havrais sont fiers ».

Le fond du bilan n'est pas plus consensuel. Fabienne Delafosse explique que l'action municipale tend à renforcer « l'attractivité » du Havre. La cité portuaire, 167 000 habitants, a perdu plus de 20 % de sa population depuis les années 1970. La part des plus de 60 ans s'accroît. Le chômage tou-

che un cinquième des Havrais et le taux de pauvreté est presque le double de la moyenne nationale. L'ambition portée depuis 2010, explique l'adjointe, « c'est à la fois comment on améliore le cadre de vie de manière durable » pour les Havrais et « comment on a des grands événements ou des politiques publiques qui nous permettent de rayonner à l'extérieur et d'attirer des gens ici ».

« Mégapaquebots »

La municipalité multiplie les événements culturels avec une préférence pour la lecture et la littérature. Elle mise sur l'implantation de nouvelles filières industrielles, comme « l'éolien en mer : c'est ça qui va être important dans les vingt années à venir », développe Fabienne Delafosse, précisant que plus d'un millier d'emplois sont déjà créés. La reconquête de la zone portuaire, qui passe par la création d'un immense quartier sur des friches, se poursuit : centre commercial, immeubles, établissements d'enseignement supérieur... Un nouveau terminal croisière est également en construction. Le nombre de touristes accueillis tous les ans est passé de 800 000, en 2014, à 2,1 millions, en 2024, « et ce n'est pas fini », déclare Fabienne Delafosse.

Une évolution qui n'est pas du

goût des Ecologistes. « Le port est transformé pour accueillir des mégapaquebots de 5000 à 6 000 pas-

sagers. C'est un problème écologique. Et c'est toujours pareil : favoriser le surtourisme. On est dans une logique pompidolienne : tout est fait pour le développement économique, mais sans vision », regrette Laurent Martin.

Quant à l'ambition portée par Edouard Philippe, Nathalie Nail s'interroge : « Je ne vois pas en quoi il améliore le cadre de vie, sauf peut-être en centre-ville... Car cela fait des années que les quartiers populaires sont à l'abandon. » Argument que la municipalité rejette. Comme elle conteste avoir transformé Le Havre en « ville du tout-payer », comme le dit l'opposition en citant les activités pour les retraités, le stationnement ou la piscine... « Discriminer les Havrais par le pouvoir d'achat, ce n'est pas admissible, dénonce Nathalie Nail. Edouard Philippe se targue de ne pas augmenter les impôts, mais il le fait de manière indirecte. »

Ce sont les Havrais qui tranchent la querelle du bilan, et le maire sera, cette fois-ci, jugé sans biais. En 2014, Edouard Philippe était encore comptable de l'action, qu'il poursuivait, de l'ancien maire de droite Antoine Rufenacht. Et, lors des municipales en 2020, il était premier ministre et il est probable que cela est alors entré en ligne de compte. En 2026, ce sera à la fois une épreuve de vérité et un premier vrai test avant la course à l'Elysée. ■

BENOÎT FLOC'H

A Lille, le président d'Horizons fustige l'« immobilisme » de Bayrou

En congrès dans le Nord, Edouard Philippe a cinglé les priorités du premier ministre et s'effraie d'un pays condamné au « statu quo »

LILLE - envoyée spéciale

Edouard Philippe préfère y voir une phrase « maladroite » plutôt que « mal intentionnée ». Mais, dimanche 16 mars, depuis Lille, où le candidat à la présidentielle de 2027 tenait le deuxième congrès interrégional de son parti, Horizons, l'agacement perce. François Bayrou avait, le 1^{er} février, dans un entretien à *La Tribune Dimanche*, accusé M. Philippe de véhiculer une idée « antinationale » en jugeant que le pays était « condamné à l'impuissance », comme le président d'Horizons l'avait affirmé une semaine plus tôt.

« La France est trop mal en point pour que nous nous énervions sur les petites phrases de ceux qui fondent les discours et l'action », rétorque Edouard Philippe. « Quand je dis qu'il ne se passera malheureusement pas grand-chose de décisif dans les deux ans, je ne le dis pas pour m'en réjouir. (...) C'est l'expression d'une lucidité indignée », ap-

pue le maire du Havre (Seine-Maritime), que ses proches décrivent comme « sidéré » par l'expression du président du Modem.

La crise géopolitique qui tourmente le monde empêche Edouard Philippe d'attaquer Emmanuel Macron. Que peut-il dire de mal alors que l'action du président de la République sur la scène internationale, approuvée par une majorité de Français, est conforme à la pensée pro-européenne du « philippisme » ? Comme Emmanuel Macron, Edouard Philippe dénonce l'attitude du président américain, Donald Trump, et de son entourage de « ploutocrates désimvoltes », dit-il, qui ont menacé de faire cesser brutalement le soutien militaire et financier à l'Ukraine, envahie, depuis février 2022, par la Russie.

A l'instar du chef de l'Etat, Edouard Philippe plaide pour un réarmement du pays et pour l'autonomie stratégique de l'Europe. Allant dans le sens d'Emmanuel Macron, qui réfléchit à une re-

fonte du service national universel, le maire du Havre suggère de mettre en place un service militaire volontaire pour former 50 000 réservistes supplémentaires. « Le monde se rappelle à nous avec une violence sidérante. Et je ne veux pas faire partie de ceux qui regardent ailleurs », dit-il.

L'« allié » Darmanin

Mais Edouard Philippe insiste sur le « contraste » entre l'activisme international présidentiel et l'inertie observée sur le plan intérieur. Il cingle les priorités du premier ministre, plus pressé, affirme-t-il, de réformer la loi électorale à Paris, à Lyon et à Marseille qu'à réfléchir à la façon de renforcer l'effort de défense et s'effraie d'un pays condamné au « statu quo ». « Le plus grand des risques, ce n'est pas les autres, c'est nous-mêmes. Ce sont nos renoncements, notre peur, notre immobilisme », s'emporte le maire du Havre. Le président d'Horizons s'en prend particulier au « conclave » réu-

nissant les partenaires sociaux pour revoir la très impopulaire réforme des retraites de 2023, fixant l'âge de départ à 64 ans.

L'initiative, mise en place par François Bayrou pour s'assurer du soutien de la gauche, est devenue « hors-sol », dénonce, une fois de plus, M. Philippe, en raison des besoins budgétaires du pays. A la mi-journée, sur France Inter, le premier ministre a d'ailleurs concédé qu'il n'était pas, ou plus, question de revenir à une retraite à 62 ans. Aux yeux du maire du Havre la crise internationale oblige, plus que jamais, les pays à assainir ses finances. « Nous devons être solides, sans quoi nous serons emportés », lance-t-il, estimant « d'une bêtise à enrager » le fait que la France puisse consacrer plus d'argent à rembourser les intérêts de sa dette qu'à doter son armée de matériel supplémentaire.

L'ancien premier ministre ne cherche pas à rassurer les Français, qui s'inquiètent de devoir payer pour l'effort militaire. Il appelle le

Il appelle le pays à travailler plus pour « dégager des marges de manœuvre budgétaires »

pays à travailler plus pour « dégager des marges de manœuvre budgétaires » tout en plaident pour une refonte complète de notre modèle social. Le prix à payer, pense-t-il, pour « nous adapter au monde à la fois plus dangereux et plus incertain ».

Le chef de file d'Horizons ne dévoile pas encore son programme, promis pour mai 2026, mais esquisse peu à peu une ligne et salve les idées formulées peu avant lui par le ministre de la justice, Gérald Darmanin. Venu s'exprimer à la tribune comme un « ami » et un « allié », l'élu de Tourcoing (Nord) lui a suggéré de permettre à tous

les travailleurs de devenir les actionnaires de leur entreprise. Il a également plaidé pour la suppression des logements sociaux en se donnant pour objectif que tous les Français deviennent propriétaires. Edouard Philippe prend note et annonce que, s'il est élu président, il dissoudra l'Assemblée nationale et proposera une série de référendums. D'abord, sur les retraites, pour proposer un système incluant une part de capitalisation, puis pour inclure une règle d'or budgétaire et, enfin, pour permettre au président d'agir sur ordonnance afin de transformer rapidement l'école, la justice et le système de santé.

Avant cela, il fera campagne pour les élections municipales. « Un moment de vérité », décrit-il, pour son parti et pour lui-même. Candidat à sa réélection au Havre, il assure que s'il échouait, il ne sera plus question, pour lui, « d'être candidat aux fonctions suprêmes de la République ». ■

CLAIRE GATINOIS

Retraites : Bayrou braque les syndicats et la gauche

En pleine discussion, le premier ministre a rejeté, dimanche, le retour à un âge de départ à 62 ans

François Bayrou jette le trouble dans la négociation entre partenaires sociaux sur les retraites. A la question de savoir s'il est possible de ramener de 64 à 62 ans l'âge d'ouverture des droits à une pension, le premier ministre a répondu par la négative, dimanche 16 mars, sur France Inter. Plusieurs syndicats oscillent entre colère et stupéfaction devant de tels propos qui font obstacle à l'une de leurs revendications prioritaires. Le mécontentement des représentants des travailleurs est d'autant plus vif que le chef du gouvernement avait promis que les discussions sur notre système par répartition pouvaient concerter tous les sujets – y compris celui de l'âge légal de départ. Pour Yvan Ricordeau, le numéro deux de la CFDT, M. Bayrou prend le «risque de torpiller» les tractations consacrées à ce dossier, moins de trois semaines après leur commencement.

La déclaration du locataire de Matignon n'est pas le fruit du hasard. Depuis plusieurs jours, des interrogations montent sur la pertinence des échanges entre les syndicats et le patronat, dont l'un des objets est d'étudier l'éventualité d'une remise en cause de la retraite à 64 ans. Des personnalités politiques et des experts pensent qu'un tel scénario doit être écarté car il serait coûteux pour les finances publiques, déjà très dégradées, alors que la France veut investir dans son avenir.

Edouard Philippe a pris part à ce débat de façon tranchante. Dans un entretien publié vendredi 14 mars par *Le Figaro*, l'ex-premier ministre estime que l'exercice auquel se prétendent les organisations de salariés et d'employeurs, depuis la fin février, est «complètement hors sol». «Je m'étonne qu'il existe encore», ajoute-t-il, en soulignant que «compte tenu des menaces, on ferait bien de réunir les forces sociales et politiques (...) pour se demander comment s'adapter à un effort à venir considérable, presque existentiel.»

Clarification

Dimanche, M. Bayrou a tenu à se démarquer du responsable du parti Horizons en réaffirmant son attachement à la démocratie sociale. Mais sur la question de l'âge légal de départ, il a clairement donné l'impression de fermer la porte à un retour à 62 ans. Une position qu'il a étayée en faisant référence, notamment, au rapport remis le 20 février par la Cour des comptes: ce diagnostic montre que le système de retraites serait dans le rouge à hauteur de 14 à 15 milliards d'euros en 2035.

L'intervention du chef du gouvernement heurte les syndicats. «Incompréhensible», a jugé, dimanche, M. Ricordeau dans une réaction transmise à l'Agence France-Presse. La CFDT, qui doit rencontrer, mardi matin, M. Bay-

rou, souhaite que ce rendez-vous soit «l'occasion d'une véritable clarification». Chargé du dossier pour la CGT, Denis Gravouil tient un discours encore plus musclé: «Les propos du premier ministre sont scandaleux», s'indigne-t-il, en y voyant «une grave entorse aux engagements pris» puisque le locataire de Matignon avait assuré, le 14 janvier, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, que la négociation entre partenaires sociaux se déroulerait «sans aucun totem ni tabou». M. Gravouil précise que son organisation va «réévaluer» ces jours-ci sa participation aux pourparlers en cours: en d'autres termes, faut-il rester ou claquer la porte? Force ouvrière est déjà partie, dès le début de la première réunion, le 27 février.

La CFTC, elle, n'envisage pas, «pour le moment», de quitter les discussions car celles-ci permettent d'aborder des thèmes «très

Pour Denis Gravouil, de la CGT, les propos de M. Bayrou sont «une grave entorse aux engagements pris»

importants», comme «la pénibilité, l'égalité professionnelle, l'âge d'annulation de la décote», énumère Cyril Chabanier, le président de la centrale chrétienne. «Qu'on laisse faire les partenaires sociaux sans interférence», plaide-t-il, même s'il reconnaît que l'exercice devient «plus complexe» avec le «contexte international». Il serait bienvenu que le gouvernement «garde de la constance», confie Christelle Thieffine, secrétaire nationale CFE-

CGC. «On verra dans les jours à venir s'il attend toujours quelque chose des syndicats et du patronat», complète-t-elle.

Quant aux partis du Nouveau Front populaire, qui réclament, eux aussi, l'abrogation de la règle des 64 ans, ils ont fustigé la prise de parole de M. Bayrou. C'est la preuve que le cycle d'échanges entre représentants des travailleurs et des chefs d'entreprise «est fini», a lancé, dimanche, sur le réseau social X, Jean-Luc Mélenchon, le chef de file de La France insoumise. Le député socialiste de l'Essonne, Jérôme Guedj, très impliqué sur la question des retraites, a dénoncé une «faute» et «un mépris pour les partenaires sociaux». Non seulement la consultation sur les retraites est ébranlée, mais le fragile pacte de non-agression conclu entre le gouvernement et une partie de la gauche semble désormais compromis. ■

BERTRAND BISSUEL

Glucksmann veut travailler avec le PS pour la présidentielle de 2027

L'eurodéputé se dit prêt à «bâtir une offre politique commune» avec le parti à la rose

Comment faire gagner la gauche en 2027? Se gardant bien de déclarer sa propre candidature, Raphaël Glucksmann a profité du congrès de son parti, Place publique, le week-end des 15 et 16 mars à Paris, pour tracer une voie, alors que la gauche plafonne à 30 % des suffrages. Fidèle à son opposition viscérale à Jean-Luc Mélenchon, l'ancien candidat aux européennes du Parti socialiste (PS) exhorte les autres sensibilités à «se rassembler sans LFI [La France insoumise]» et à «forger un projet puissant», comme il l'a expliqué à *La Tribune Dimanche* du 16 mars. «Nous sommes entrés dans un moment de bascule qui exige une clarté absolue», justifie celui qui fut remarqué aux européennes pour ses prises de position contre le président russe, Vladimir Poutine, et en faveur d'une Europe de la défense.

Ainsi, Place publique se concentre sur la confection pour juin d'un «projet» qui ne sera «ni mélenchoniste, ni macroniste». Dans sa stratégie de conquête, l'eurodéputé invite les socialistes à être ses premiers partenaires et se dit prêt à «bâtir une offre politique commune». Alors que le PS a donné le coup d'envoi de son congrès, l'essayiste espère que le parti sera «en accord avec cette ligne stratégique», afin de «partir en campagne ensemble».

La volonté de M. Glucksmann de continuer à collaborer avec le PS devrait être bien accueillie, au moins par la moitié du parti. Candidat au poste de premier secrétaire, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, partage sa vision. «Avec qui on bosse au lendemain du congrès, [Raphaël] Glucksmann ou [Manuel] Bompard [le coordinateur de LFI]?», faisait-il mine de s'interroger ces dernières semaines.

Pour créer une dynamique et «aboutir à un socle programmatique», l'édile de Rouen, qui échange avec l'eurodéputé, suggère une démarche concentrée. «Le premier cercle, ce n'est pas le NFP [Nouveau Front populaire] nouvelle version», mais un partenariat rapproché «entre le PS et Place publique». «C'est plus cohérent intellectuellement», n'a-t-il cessé de défendre.

Deuxième cercle, il s'agit de réaliser des «compromis sur un projet» avec le reste de la gauche, en l'occurrence les «écologistes et le PC [Parti communiste]». La démarche correspond à celle proposée par M. Glucksmann dans *La Tribune Dimanche*, qui suggère, dans un deuxième temps, d'ouvrir l'«offre politique» du PS et de Place publique aux «humanistes et écologistes qui veulent partir au combat avec [eux]». Il laisse donc entendre que le candidat pour 2027 devra être social-démocrate: «Cette plateforme lancera la dynamique qui permettra à la gauche de remporter la présidentielle.»

Différence avec Olivier Faure

«C'est un pas dans le sens d'une fédération après un nouvel Epinay!», se réjouit de son côté Jean-Christophe Cambadélis, membre de l'autre courant minoritaire du PS, proche de François Hollande. Sa cheffe de file, la maire de Vaulx-en-Velin (Rhône), Hélène Geoffroy, ne veut pas de « primaire populaire », mais souhaite la désignation d'un candidat social-démocrate au sein d'un pôle allant de l'ex-ministre de François Hollande Benoît Hamon aux «macronistes en déshérence», en passant par l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve et Raphaël Glucksmann.

La méthode correspond en revanche beaucoup moins à celle du premier secrétaire du PS, Olivier Faure, qui a toujours souhaité mettre autour de la table socialistes, communistes, écologistes et ex-«insoumis», comme Clémentine Autain ou François Ruffin, pour élaborer une offre politique et choisir un candidat. «Dès son projet adopté, y compris dans un dialogue avec Place publique, le PS devra discuter avec l'ensemble de la gauche. On ne pourra pas multiplier les cercles concentriques», justifie Luc Brousseau, ancien président du Conseil national et proche d'Olivier Faure, tout en se félicitant que «le premier réflexe de Raphaël Glucksmann soit de travailler avec le PS». Sur cette épingleuse question de 2027, seul le député des Landes, Boris Vallaud, rival le plus dangereux d'Olivier Faure au congrès, n'a pas encore abattu son jeu. ■



ÉLECTIONS DES DÉLÉGUÉS MNH

QUAND ON EST LE COEUR DE L'HÔPITAL, ON MÉRITE AUSSI D'ÊTRE SA VOIX.

En 2025, la Mutualité Nationale des Hospitaliers organise la nouvelle élection de ses délégués. Participez pour faire entendre votre voix. Pour en savoir plus, rendez-vous sur mnh.fr



Mutuelle Nationale des Hospitaliers
CRÉÉE PAR ET POUR LES HOSPITALIERS

Plus d'informations sur mnh.fr



MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS ET DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL - 331, AVENUE D'ANTIBES - 45235 MONTARGIS CEDEX. LA MNH ET MNH PRÉVOYANCE SONT DEUX MUTUELLES RÉGIES PAR LES DISPOSITIONS DU LIVRE II DU CODE DE LA MUTUALITÉ, IMMATRICULÉES AU RÉPERTOIRE SIRENE SOUS LES NUMÉROS SIREN 775 606 361 POUR LA MNH ET 484 436 811 POUR MNH PRÉVOYANCE. CRÉDIT PHOTO: JH ENGSTRÖM. AGENCE: AUSTRALIE

Emmanuel Tjibaou dans les pas de son père

L'indépendantiste est chargé de discuter avec Valls d'une émancipation définitive de la Nouvelle-Calédonie

Il se voyait surtout comme «un acteur de la société civile», le voilà propulsé au centre de la scène politique. A Paris comme à Nouméa, l'indépendantiste Emmanuel Tjibaou, 49 ans, émerge malgré lui comme l'homme qui compte, au moment où son camp prépare une possible négociation cruciale avec l'Etat et les non-indépendantistes sur la souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.

Il était poussé depuis longtemps à s'engager en politique par l'Union calédonienne (UC). Le parti l'a choisi comme président fin 2024, après l'avoir présenté avec succès à la députation à l'été. Emmanuel Tjibaou est devenu, début 2025, chef de file d'une délégation du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), placée sous la surveillance des groupes les plus radicaux du mouvement. Son mandat : discuter avec le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, d'une émanci-

pation définitive de la Kanaky (le nom que les Kanak donnent à leur territoire).

Depuis le 5 mars, partout sur le territoire, les responsables loyalistes, comme ceux du FLNKS, rendent compte à leur base respective des échanges qui ont été relancés entre l'Etat et tous les partis néo-calédoniens, à Nouméa, du 22 au 28 février, par M. Valls. L'équipe ministérielle devrait revenir sur le Caillou, le 26 mars, selon les informations du *Monde*, pour un deuxième round. Après les émeutes de mai 2024, qui ont plongé le territoire dans l'inconnu, la situation demeure tendue sur place, sur fond d'effondrement économique continu.

La tâche est périlleuse pour Emmanuel Tjibaou, adepte du dialogue et du «destin commun» entre les Kanak et les autres victimes de l'histoire coloniale néo-calédonienne. Ses interlocuteurs de tous bords, hormis l'extrême droite loyaliste qui s'en méfie,

convergent pour juger que l'homme est «courageux», «impeccable» et qu'il fait le job». Les propos révèlent l'aura persistante du nom qu'il porte, depuis que son père, Jean-Marie Tjibaou, a signé avec le loyaliste Jacques Lafleur les accords de paix de Matignon en 1988.

Deux générations opposées

«Il faut être courageux», expliquait M. Tjibaou, le 17 octobre 2024, au *Monde*, à Koné, siège de la province Nord de Nouvelle-Calédonie. Au Palais-Bourbon, le député du groupe communiste suscite une écoute attentive. Le 7 mars, il marque un point supplémentaire: le Conseil constitutionnel a rejeté le recours des non-indépendantistes du Rassemblement, qui contestaient sa victoire par 13404 voix d'avance face à leur candidat, Alcide Ponga.

La délégation de l'UC-FLNKS s'est lancée dans les discussions avec volontarisme, retrouvant à la

table ses frères de l'Union nationale pour l'indépendance-Palika, fâchés depuis mai 2024, et déjà prêts, eux, à entrer en négociation sur l'«indépendance en partenariat». Un bon début pour l'équipe de M. Tjibaou, mais, dans le mouvement indépendantiste, tous les retournements restent possibles. Jean-Marie Tjibaou comme Jacques Lafleur s'étaient heurtés à vives résistances au retour de Paris, où ils avaient signé l'accord de paix, le premier payant ce compromis de sa vie, lors de son assassinat en 1989.

M. Tjibaou arrive lesté de ce poids personnel et, pour les militants, il n'a pas d'autre choix que d'être à la hauteur du fardeau. Il doit toutefois surmonter la lutte des anciens et des modernes, qui secoue le FLNKS depuis la mobilisation des cellules de coordination des actions de terrain (CCAT). Les deux générations se sont violemment opposées, mi-juin 2024, à Netchaot, lors d'une tentative de

Jean-Marie Tjibaou a signé avec le loyaliste Jacques Lafleur les accords de Matignon en 1988

congrès avortée du FLNKS. Face aux durs des CCAT, les élus indépendantistes en place n'ont dû leur salut qu'à l'intervention des chefs coutumiers. Dans ce contexte, M. Tjibaou a pour atout d'apparaître neuf en politique, même s'il a sillonné le «pays» dans le cadre de ses fonctions passées de directeur du centre culturel Tjibaou. Lors de la campagne pour les législatives, à l'été 2024, il a labouré son terrain. La première élection d'un indépendantiste kanak à l'Assemblée nationale de

puis 1986 a été citée par le chef de la CCAT et président du FLNKS, Christian Tein, comme un des principaux résultats de la mobilisation des derniers mois. Christian Tein sera-t-il son bouclier?

La délégation du FLNKS demande que Christian Tein, placé en détention provisoire pour son rôle présumé dans les violences de mai 2024, soit autour de la table des discussions. La décision appartient aux juges d'instruction. «La justice agit en toute indépendance, et il faut que chacun le comprenne. Le reste, c'est de l'ordre des débats politiques», a indiqué M. Valls, le 24 février, sur la station loyaliste Radio Rythme Bleu. Ajoutant : «Si moi je commence à exclure des gens des délégations, on ne s'en sortira pas et on donnera des arguments à ceux qui ne souhaitent pas d'accord. Donc il faut accepter autour de la table les positions antagonistes.» ■

NATHALIE GUIBERT

Municipales à Paris : David Belliard en tête de la primaire des Verts

Le candidat affrontera Anne-Claire Boux, lors d'un second tour, dimanche 23 mars

Les Ecologistes de Paris savourent leur moment, dimanche 16 mars au soir. Sur l'estraude d'une petite salle du 10^e arrondissement de Paris, les quatre candidats à la primaire du parti pour les municipales 2026 s'affichaient côté à côté et avec le sourire pour l'annonce des résultats du premier tour. Si David Belliard est arrivé largement en tête, avec 48 % des suffrages, devant Anne-Claire Boux (27 %), Fatoumata Koné (15 %) et Aminata Niakaté (10 %), tous estimaient avoir gagné le prix de la démocratie interne la plus apaisée.

«Merci pour la qualité des débats, des échanges, le sérieux et la rigueur. Nous donnons le meilleur des Ecologistes», s'est félicité David Belliard, adjoint à la maire chargé de la transformation de l'espace public. «Comme quoi, les primaires, ce n'est pas toujours la division!», a complété sa collègue Anne-Claire Boux, adjointe à la santé, sous les applaudissements des militants présents.

Comprendre : à la différence des socialistes qui se déchirent depuis des mois dans un duel tendu entre les parlementaires Rémi Féraud et Emmanuel Grégoire, auxquels vient de s'ajouter une troisième candidate surprise en la personne de Marion Waller, directrice du Pavillon de l'Arsenal. Les Ecologistes peuvent s'enorgueilir d'avoir organisé une primaire sans dérapage ni contestation, où chaque candidat a pu exprimer sa vision des choses lors d'un débat de fond et de bonne tenue, le 10 mars. A peine ont-ils été perturbés par la tentative ratée du sénateur de Paris Yannick Jadot de les faire abandonner la course pour se ranger derrière lui.

Autre motif de satisfaction : la participation, qui s'est élevée à 61 % des quelque 1500 adhérents parisiens, soit dans la fourchette haute des estimations. «Pour la première fois, nous sommes en situation de gagner, nous avons gagné en crédibilité», veut croire David Belliard, qui ne pourra pas compter sur un désistement d'Anne-Claire Boux. «J'irai jusqu'au bout, nous avons un programme solide sur le fond et sommes prêts à gouverner Paris», a-t-

elle affirmé. Ils seront départagés lors d'un second tour, dimanche 23 mars, après un débat prévu mardi soir.

Pour plus de «radicalité»
Dans le fond, les projets des deux candidats diffèrent assez peu, plaidant chacun pour plus de «radicalité» dans la transformation de la ville en accroissant la piétonisation et la végétalisation. A 46 ans, David Belliard, élu dans le 11^e arrondissement depuis 2014, met en avant son expérience, aussi bien dans l'action municipale, en tant que président du groupe écologiste de 2014 à 2020 au Conseil de Paris, puis comme adjoint; que sur le plan électoral, ayant déjà porté les couleurs des Ecologistes aux dernières municipales.

Il avait alors rassemblé 10,8 % des suffrages au premier tour avant de se rallier, au second tour, à la maire socialiste sortante, Anne Hidalgo. Il en assume, d'ailleurs, largement le bilan, considérant que «80 % de ce bilan est le résultat de politiques écologiques». «Ce que nous avons fait jusqu'à présent n'est qu'une introduction», a-t-il plusieurs fois prévenu.

Anne-Claire Boux, 37 ans, veut, quant à elle, faire la différence sur la «méthode», en proposant plus de «coconstruction avec les citoyens». Cette ancienne militante d'Attac et de Greenpeace, ingénierie de formation, a notamment dirigé le projet de parc éolien maritime de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), avant d'être élue à Paris, en 2020. La liste qu'elle avait emmenée dans le 18^e arrondissement avait alors obtenu le meilleur score de toutes les listes écologistes, à 17,15 % au premier tour (contre 13,40 % pour David Belliard dans le 11^e).

Enfin, les deux candidats prévoient une alliance de la gauche tenant jusqu'à La France insoumise, qui pourrait être représentée par la députée de Paris Sophia Chikirou, et ce dès le premier tour. Autre point de différence notable avec leurs partenaires socialistes, pour le moment résolument opposés à toute alliance avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

Le Monde | Ateliers

Histoire de l'Art

COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall

Historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux

COURS DU SOIR

Les Modernes et les Anciens

En toute œuvre moderne, une mémoire de la peinture continue de vivre : passé et présent dialoguent pour donner naissance à de nouvelles images. Sous l'apparence d'un tableau que nous peinons à comprendre, nous pouvons en réalité reconnaître une complicité esthétique et déchiffrer autant de réponses, de prolongements ou de contradictions...

À partir du 29 avril, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans nos locaux ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ATELIERS.LEMONDE.FR

Au Costa Rica, les damnés des bananeraies

Très exposés aux pesticides, les travailleurs du secteur développent de nombreuses lésions et maladies



REPORTAGE

SIXAOLA (COSTA RICA) - envoyée spéciale

La route quitte le bleu de la côte caraïbe et s'enfonce dans le vert foncé, celui des plantations de bananes. Dans l'extrême sud du Costa Rica, le tracé est presque toujours rectiligne sur les 40 derniers kilomètres qui mènent à la frontière avec le Panama.

Sixaola est la dernière bourgade costaricaine ; un paysage de bananeraies entrecoupé de camions, d'entrepôts, d'un aérodrome et d'enseignes agroalimentaires : les entreprises Chiquita, Del Monte et Dole – trois multinationales agro-industrielles qui concentrent 80 % des exportations de bananes du pays – sont les principales employeurs de la région. Le Costa Rica est, depuis les années 2000, le quatrième exportateur mondial de ce fruit, derrière l'Equateur, les Philippines et le Guatemala, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La majorité de sa production, d'environ 2,4 millions de tonnes par an, est à destination des Etats-Unis et de l'Europe (qui en absorbe un peu plus de 1 million de tonnes, dont au moins 64 000 tonnes pour la France en 2019).

Un voile dans les yeux

Entre les bâtiments de ces enseignes sont installées des baraquas en bois, dont les toits et les murs sont rafistolés de tous côtés : les logis des travailleurs de l'industrie bananière. L'état de vétusté et de délabrement de ces maisons est la première chose qui interpelle à Sixaola. Al'intérieur vivent des familles entières, des enfants aux grands-parents, dont une immense majorité d'indigènes de l'éthnie Ngäbe-Buglé, venus du Panama pour travailler dans ces plantations. Il faut peu de temps pour se rendre compte que cette production agro-industrielle n'a pas apporté le développement social promis à Sixaola.

Le visiteur note de suite ce léger voile dans les yeux des hommes, comme si tous étaient atteints de cataracte à la trentaine. « Je vois mal, de près comme de loin », dit un employé de Chiquita, rencontré à l'ombre de sa maison, qui travaille à l'ensachage : recouvrir les régimes de bananes d'un sac en plastique imprégné d'insecticides pour les protéger des parasites.

« Certains de mes compagnons sont devenus aveugles car, du fait d'attacher le sac sur le régime de bananes, l'humidité des feuilles du bananier nous tombe dessus et les produits chimiques avec », raconte cet homme de 53 ans. Pour preuve, il nous conduit chez un autre journalier, qui a totalement perdu la vision à l'œil gauche. La lésion n'a pas été considérée comme un accident de travail ni donné lieu à une enquête interne, mais lui a une explication : « L'avion de fumigation était passé la veille du début de mes troubles, il avait plu et les feuilles étaient remplies d'eau. Mon œil me brûlait, c'était forcément un produit chimique. »

Une situation qui n'étonne pas Berna van Wendel de Joode, épi-



Un travailleur transporte un régime de bananes d'environ 60 kilos, s'aidant d'une plaque de métal munie d'un crochet, ce qui peut provoquer de graves blessures. A Sixaola, au Costa Rica, le 26 décembre 2024. GLORIANNA XIMENDAZ POUR «LE MONDE»

démiologue à l'Institut régional d'études sur les substances toxiques de l'université du Costa Rica (IRET-UNA) et qui a réalisé plusieurs études sur la santé des travailleurs des plantations : « On sait que certains pesticides ont la capacité d'endommager la vision, comme le chlorothalonil. Ce fongicide a finalement été interdit en 2023 au Costa Rica. La banane est la culture qui utilise le plus de pesticides dans le pays et nous avons toujours constaté des problèmes de santé liés à leur usage. »

De nombreuses études sont menées, depuis trente ans, par les universités publiques du pays sur la question des pesticides. Celles des chercheurs de l'IRET ont montré des dommages persistants sur le système nerveux central des travailleurs de la banane, soit environ 40 000 personnes, 100 000 si l'on inclut les emplois indirects.

Les enfants vivant à proximité de plantations ont présenté des affections du neurodéveloppement. Et le fonctionnement de la thyroïde des femmes enceintes, essentiel pour la croissance foetale, a été modifié par l'exposition aux pesticides. Les nouveautés de ces mères présentaient une circonférence crânienne plus petite et un poids inférieur à la moyenne.

« Depuis les années 1990, notre surface agricole n'a presque pas augmenté, mais l'utilisation de pesticides s'accentue chaque année. Pour la culture de la banane, on est passé de 50 à 73 kilos de pesticides par hectare et par an à près de 100 kilos aujourd'hui », explique Fernando Ramirez, également chercheur à l'IRET. Selon ses calculs, 80 % des pesticides utilisés au Costa Rica sont considérés comme des pesticides « hautement dangereux » par la FAO et par l'Organisation mondiale de la

santé. Le pesticide le plus employé est le mancozébe, qui représente à lui seul plus d'un tiers de la consommation totale du pays, et est interdit dans 29 pays, dont ceux de l'Union européenne.

Au Costa Rica, les monocultures de bananes sont productives toute l'année grâce au climat tropical. « Cela implique qu'il y a aussi des applications de pesticides toute l'année. Leurs formulations sont aujourd'hui plus concentrées qu'il y a vingt ans, et des insecticides pour lutter contre la cochenille sont désormais épandus par avion », commente encore Fernando Ramirez.

A Sixaola, les passages des avions ont lieu aux heures les moins chaudes, pour éviter la dispersion de la fumigation. La législation impose que les parcelles soient évacuées au moment du survol. « Avec le GPS, la technologie s'est améliorée, mais il y a encore des erreurs », ajoute le chercheur. Ces « erreurs » sont visibles sur le téléphone portable que nous tend un travailleur. La vidéo montre des hommes à l'œuvre dans la plantation, puis la caméra scrute le ciel où passe une avionnette laissant derrière elle une traînée jaune : « Les contremaîtres nous changent de parcelle selon le tracé de l'avion, mais il arrive qu'ils se trompent », raconte cet homme de 36 ans, qui après dix-huit ans dans les plantations a lui aussi ce voile dans les yeux.

Aux travailleuses de cette industrie, les produits toxiques provoquent des irritations de la peau et des problèmes respiratoires. On les rencontre à l'épicerie, lorsque, sorties des usines, elles vont remplir les paniers. La plupart travaillent au lavage et à l'emballage des bananes avant leur export, devant des bacs remplis de produits chimiques, dans lesquels elles tremperont les grappes de fruits. L'une montre ses bras tachetés de rouge, une autre a la peau des mains blanchie. « On a bien des tabliers et des gants, mais on a peu d'espace pour travailler et l'eau grille partout. Il nous faudrait des combinaisons de cosmonaute pour ne pas être mouillées », dit en souriant la plus jeune.

Ces bacs contiennent des fongicides, des pastilles de chlore mais aussi de l'aluminium pour faire disparaître les taches sur la peau

des fruits. La médecin généraliste Annie Vargas, en poste dans la clinique de Sixaola depuis 2016, connaît bien ces symptômes : « Les irritations de peau sont difficiles à traiter car l'humidité est constante. Leurs chefs ont l'obligation d'éloigner des bacs une travailleuse quand nous l'exigeons, même s'ils n'apprécient jamais de le faire. A un autre poste, loin des bacs, elle va récupérer bien plus vite. Mais les travailleurs les plus abimés sont ceux des plantations. »

Il faut pénétrer dans cette monoculture, où le thermomètre descend rarement sous les 30 °C, pour comprendre la dureté des conditions de travail. En avançant dans la boue et en suivant les rails, on rencontre des équipes de travailleurs qui effectuent différentes tâches. Ici un homme seul pose des sacs sur les régimes, sans aucun équipement de protection, ni lunettes ni gants. En montant au bananier, il tient avec la bouche le sac imprégné de pesticides pour avoir les mains libres.

« De graves douleurs lombaires »
Quand on s'enfonce plus loin, une équipe de cinq hommes pulvérise des pesticides qu'ils portent sur le dos, là aussi sans aucune protection. Lorsqu'on les interroge sur leur équipement, normalement obligatoire, ils vont le chercher, fourré au milieu de sacs en toile et rangé à côté des bidons de produits chimiques et dont la qualité est loin d'être optimale. Un jeune homme fait alors une démonstration de son usage : « Le problème, c'est qu'avec la chaleur on n'arrive pas à travailler vite avec cet équipement sur le dos. » La paie de ces hommes est en partie liée à leur productivité et l'équipement est une perte de temps. En moyenne, ils touchent 20 dollars (18,36 euros) par jour.

Plus loin, deux hommes coulent les régimes de bananes. L'un pose une planche pour protéger son épaule et amortir le poids du régime : chacun pèse entre 30 et 50 kilos, qu'il porte jusqu'aux rails et suspend à des crochets. Le travail de coupeur est le mieux rémunéré (30 dollars par jour) mais le plus dur pour le corps. Quand il a rempli son rail, le coupeur doit encore tirer une vingtaine de régimes avec une chaîne attachée

« Certains de mes compagnons sont devenus aveugles », témoigne un employé de la multinationale agroalimentaire Chiquita

à sa ceinture. « Ces hommes ont de graves douleurs lombaires, contre lesquelles on ne peut pas grand-chose. Ils se blessent aussi souvent en courant et en tirant les régimes », ajoute Annie Vargas. Le parcours est en effet semé d'embûches. Les bananes sont bien accrochées en l'air, mais les bottes boueuses des coupeurs glissent sur les ponts métalliques dont les rambardes sont tombées.

« Avant, il existait des chariots fonctionnant au diesel qui ramenaient les bananes. Mais la certification [de développement durable et de protection de l'environnement] de Rainforest Alliance a proposé de les enlever pour baisser les rejets de CO₂. Déjà, les blessures sont plus fréquentes, d'autant que les exploitants n'ont pas du tout amélioré la sécurité du trajet pour le travailleur », dit, dépité, Carlos Javier Quiroz Chavarria, secrétaire général du syndicat de l'entreprise Chiquita à Sixaola, qui défend la moitié des 450 travailleurs de l'usine. Ni Chiquita ni Rainforest Alliance n'ont souhaité répondre à nos questions.

La production des trois multinationales de la banane à Sixaola « est hautement régulée par des organismes de certification internationaux comme Rainforest Alliance, GlobalGAP et SCS Sustainably Grown », affirme Marcial Chaverri Rojas, qui dirige la Corporation nationale de bananes (Corbana), représentante de l'industrie au Costa Rica. Ces organismes veillent à ce que les bananes destinées au marché européen respectent les normes exigées par l'Union européenne en matière de pesticides. »

Dans les parcelles réservées au marché européen, les pesticides

interdits par l'Union européenne ne sont pas utilisés, selon Corbana. Si des résidus de ces pesticides interdits étaient retrouvés dans les contrôles pratiqués en Europe, le Costa Rica pourrait perdre ce marché. « En réalité, il est difficile que des traces de résidus apparaissent en Europe. La banane est cueillie encore verte et, avec le transport, elle ne sera sur le marché que quarante jours plus tard. Les résidus n'apparaissent généralement plus dans les analyses », explique le chercheur de l'IRET Fernando Ramirez.

Pesticides dans des matelas

Corbana a également créé son institut de recherches pour améliorer les pratiques et réduire l'usage des pesticides. « Il dispose d'équipements et de moyens, mais ces recherches ne sont pas mises en pratique dans les plantations. De même la certification n'a jamais impliqué de réduction de pesticides », rappelle l'expert.

L'Académie des sciences du Costa Rica a récemment consacré un séminaire à la question des pesticides dans le pays. Au micro, les chercheurs de l'IRET se sont relayés pour présenter leurs recherches. « Notre étude a montré que ces substances sont présentes à moins de 100 mètres des exploitations agricoles, mais peuvent atteindre des environnements très éloignés des zones agricoles », explique l'écotoxicologue Silvia Echeverría Saenz. Des pesticides ont ainsi été retrouvés sur des pupitres d'écoliers, dans des matelas et des cuisines. Loin des exploitations, sept pesticides ont également été détectés dans les poils de paresseux, ainsi que du chlore dans leur bouche.

« Les consommateurs européens n'ont peut-être pas de résidus des pesticides les plus dangereux dans leurs bananes, mais le Costa Rica est aspergé de ces produits chimiques pour cette production », rappelle Fernando Ramirez. Pour sa collègue Berna van Wendel de Joode, néerlandaise installée depuis vingt-cinq ans au Costa Rica : « La problématique doit être traitée au niveau mondial ; et nous devons apprendre où vont les bénéfices de cette activité, car ils ne vont ni à la planète. » ■

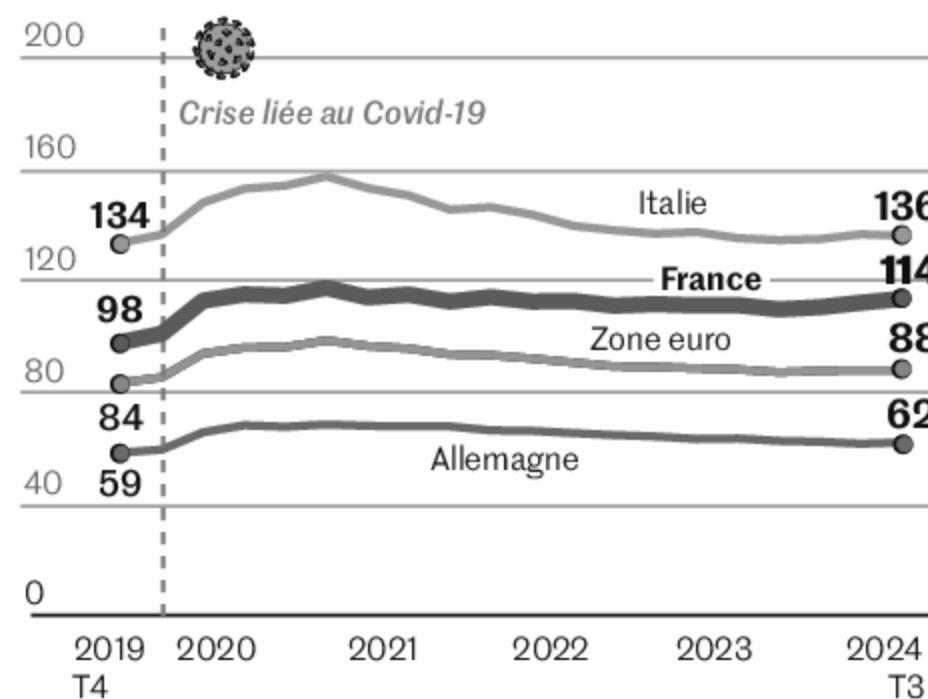
ANNE VIGNA

80% des pesticides utilisés au Costa Rica sont considérés comme hautement dangereux

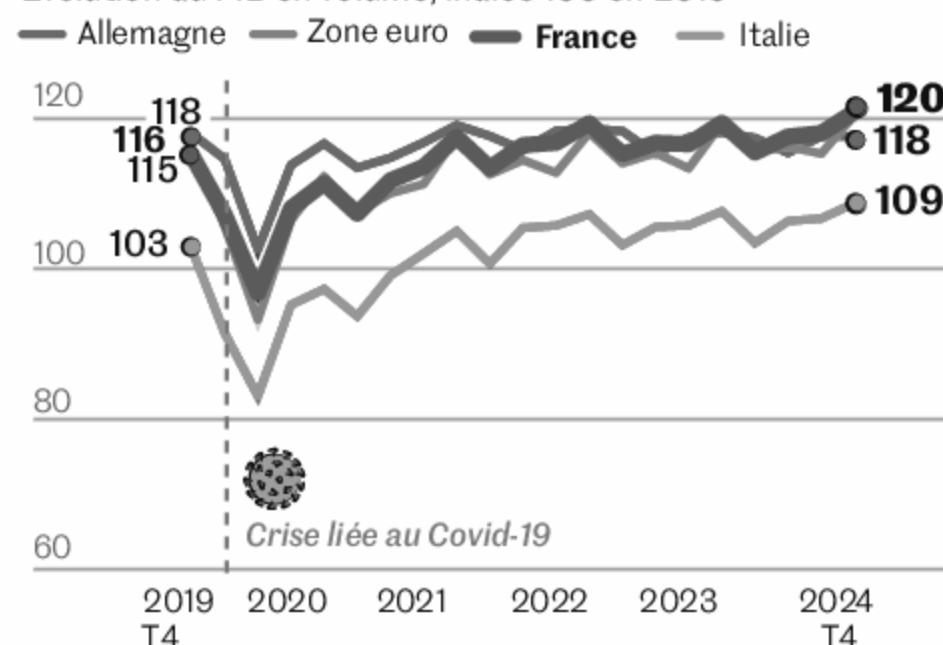
COVID-19, CINQ ANS APRÈS

Une dette publique en forte hausse en France

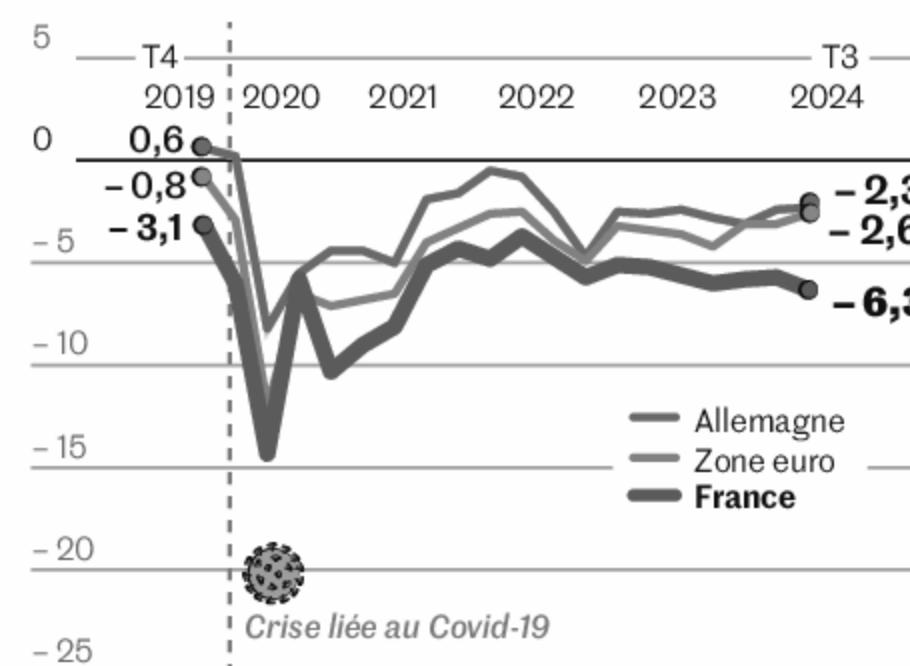
Evolution de la dette publique par trimestre, en % du PIB

**Une croissance qui a vite rebondi...**

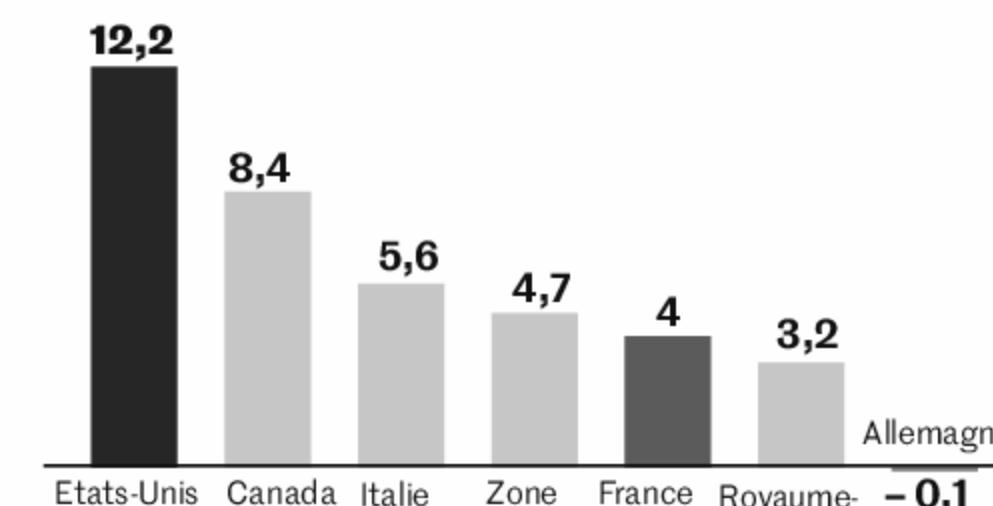
Evolution du PIB en volume, indice 100 en 2015

**En France, un déficit qui ne s'est pas remis depuis la pandémie**

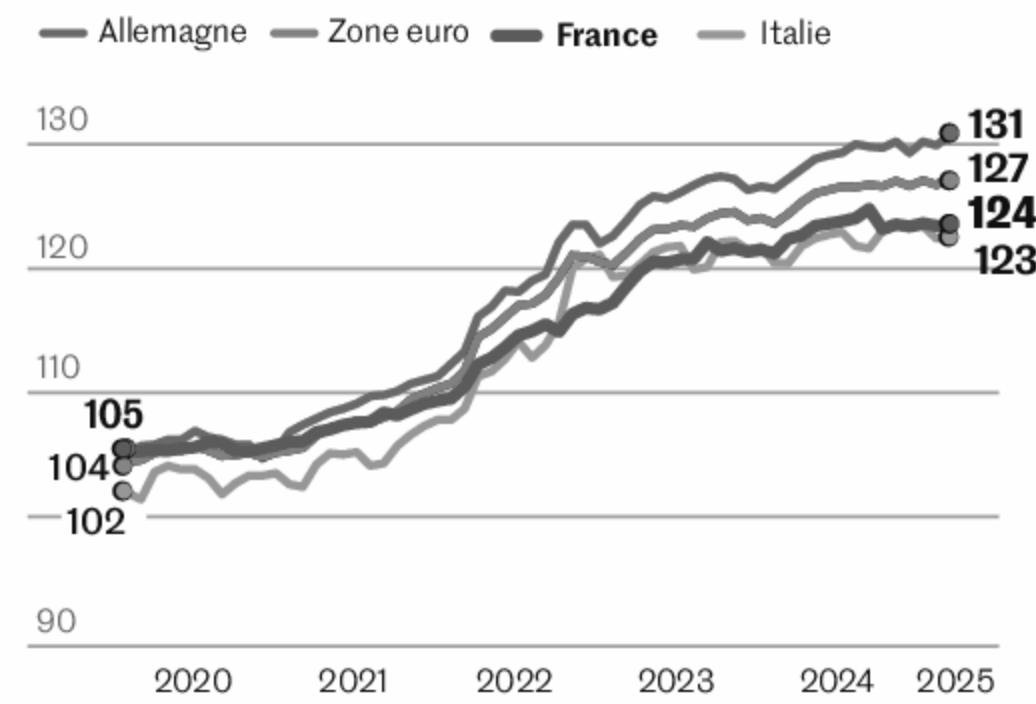
Evolution du déficit public par trimestre, en % du PIB

**... mais qui décroche face aux Etats-Unis**

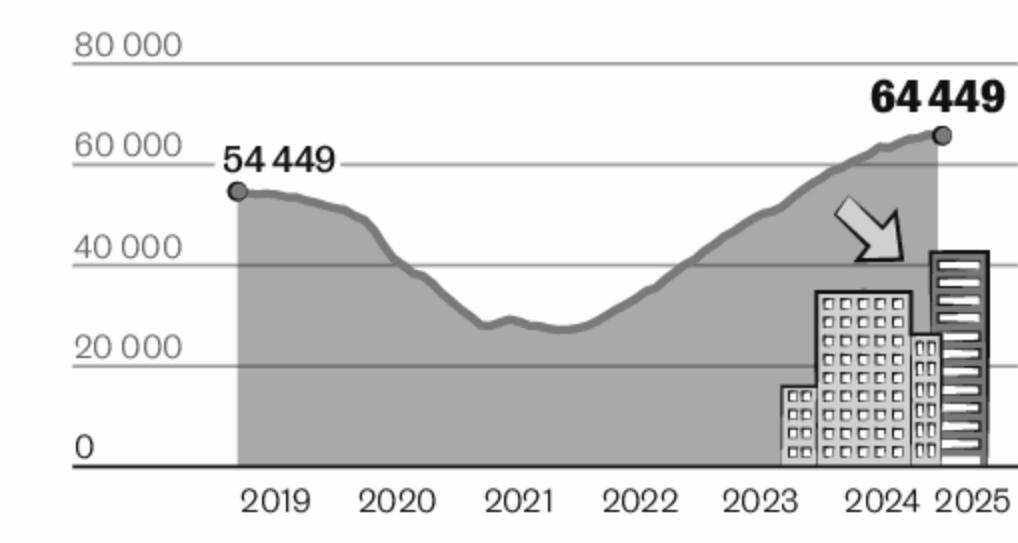
Croissance depuis la pandémie selon les principaux pays, en %

**Un choc des prix majeur**

Evolution mensuelle des prix, base 100 en 2015

**Des défaillances d'entreprises en forte hausse après l'accalmie de la pandémie**

Nombre de défaillances en France, par mois



Infographie : Le Monde • Sources : Eurostat, UK Parliament

La facture du Covid-19 se paye encore

L'économie mondiale a été en partie à l'arrêt durant deux ans. La dette et l'inflation se sont ensuite envolées

« C'ÉTAIT UN CAS D'ÉCOLE DE LA RELANCE PAR LA MONÉTISATION. IL FALLAIT ABSOLUMENT LE FAIRE (...), MAIS TOUT CELA A UN COÛT »

GILLES MOËC
économiste en chef à Axa

Le 16 mars 2020, à 20 heures, Emmanuel Macron annonçait le confinement de la population française. Deux jours plus tard, juste avant minuit, la Banque centrale européenne ouvrait grand les vannes du crédit, en annonçant en urgence un plan d'intervention de 750 milliards d'euros (qui montera finalement à 1700 milliards d'euros). L'heure de l'argent gratuit avait sonné. Les gouvernements ont pu emprunter comme jamais, à des taux d'intérêt autour de zéro, pour payer l'effort sanitaire, les salaires des gens forcés à rester chez eux, apporter des prêts d'urgence aux entreprises... Une large partie de la planète, dont toute l'Europe et les Etats-Unis, a procédé exactement de même.

Ce double effet (intervention massive de la banque centrale et endettement historique des Etats) a permis de maintenir les économies à flot. Economiquement, il s'agissait d'une expérience grandeur nature, pratiquement sans précédent. « C'était un cas décole de la relance par la monétisation, explique Gilles Moëc, économiste en chef à Axa. Il fallait absolument le faire, sinon ça aurait été une catastrophe économique, en plus d'être une catastrophe sanitaire, mais tout cela a un coût. »

Mais il faut d'abord remettre du contexte. A la sortie des confinements, le rebond économique s'est révélé très rapide. L'économie française a retrouvé son niveau prépandémie dès la fin 2021. « L'économie mondiale a mieux résisté que prévu », rappellent les économistes Isabelle Bensidoun et Thomas Grébine dans *L'Economie mondiale 2025* (La Découverte, 2024). Dès fin 2023, notamment, le produit intérieur brut (PIB) mondial avait dépassé le niveau d'avant la pandémie de 9 %, et de

sont presque revenus à leur niveau de dette pré-Covid-19.

Ces chiffres cachent cependant plusieurs réalités. D'abord, à partir de février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué un nouveau choc géopolitique et économique. L'envolée des prix de l'énergie, quand Vladimir Poutine a coupé l'approvisionnement en gaz de l'Europe, a nécessité une nouvelle intervention des gouvernements. Le « bouclier tarifaire » français et ses équivalents dans les pays voisins ont coûté très cher. Difficile de dissocier précisément l'impact budgétaire de ce phénomène de celui du Covid.

Ensuite, pendant les confinements, l'endettement s'est effectué à des taux d'intérêt extrêmement attractifs. Le point bas pour les obligations françaises à 10 ans a été de... -0,3 %. Bercy en a profité pour refinancer une partie de la dette française et allonger la durée moyenne du remboursement, désormais à plus de huit ans. Initialement, le choc a donc été plutôt positif pour les finances de l'Etat : en 2020, le taux d'intérêt moyen de la dette publique française a atteint un point historiquement bas de 1,25 %, contre 6,6 % en 1996, note le site Fipeco. La dette augmentait, mais le poids du remboursement diminuait.

Ce n'est plus le cas. Le taux d'intérêt moyen sur la dette était resté élevé à 1,63 % en 2023, et il devrait être de 2 % cette année. Le remboursement s'allonge. La charge de la dette, que les investisseurs institutionnels achetaient à taux zéro parce qu'ils savaient que la banque centrale la rachèterait. Le « quoi qu'il en coûte » n'a été possible qu'à ce prix.

Cinq ans plus tard, ces dépenses ont provoqué un bond de la dette publique mondiale d'environ 10 points de PIB. Les dettes publiques des Etats à travers le monde étaient de 84 % du PIB avant la pandémie ; elles sont aujourd'hui de 95 %. Pour les pays avancés, la hausse a plutôt été de 15 points. En France, la dette est passée de 98 % à 113 % ; aux Etats-Unis, de 106 % à 121 %. Mais l'Italie ou l'Allemagne,

France, 21 % aux Etats-Unis, 22 % en moyenne à travers la zone euro... Un tel choc n'était pas survenu depuis les chocs pétroliers des années 1970. Cette envolée des prix a provoqué une forte perte du pouvoir d'achat, que les ménages ne commencent à rattraper partiellement que depuis dix-huit mois.

Avant la pandémie, une école de pensée économique – la nouvelle théorie monétaire – estimait qu'il était possible de se lancer dans le financement monétaire sans provoquer de hausse des prix. « On sait maintenant qu'ils avaient tort », constate M. Moëc. L'énorme masse monétaire créée pendant le Covid-19 – l'argent gratuit – a fini par se faire sentir, sous la forme d'inflation. La situation a été assez simple : les ménages ont, pour la majorité, continué à être payés, mais n'ont pas pu consommer. Ils étaient assis sur une épargne « forcée », qui a soudain été libérée quand les économies ont été réouvertes. « Ce n'est jamais anodin d'arrêter l'économie, explique Céline Antonin, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Quand elle repart, c'est très perturbant pour les chaînes d'approvisionnement. »

Mais, là encore, il est difficile de dissocier l'effet de la pandémie de celui de la guerre en Ukraine. « Aux Etats-Unis, l'inflation est venue essentiellement d'un choc de la demande [venant des aides versées pendant la pandémie] », souligne Silvana Tenreyro, économiste à la London School of Economics. En Europe, il s'agissait plus d'un choc d'énergie. « Or, l'envolée des prix du gaz n'a rien à voir avec le Covid-19 et est la conséquence de la guerre en Ukraine.

Face à cette envolée des prix, les banques centrales ont réagi très fortement. La BCE a augmenté ses taux d'intérêt de -0,5 % à 4 % (avant de redescendre à 2,5 %), la Fed aux Etats-Unis est passée d'un plancher de 0 % à 5,25 % (avant de redescendre à 4,25 %). Aujourd'hui, les deux institutions

s'auto-congratulent, estimant avoir réussi à enrayer l'inflation. « Ça a été un grand succès », confirme Maurice Obstfeld, l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international. L'inflation a connu un pic, qui était inévitable, mais elle est redescendue et il n'y a pas eu de récession. » Le revers de la médaille est une dette publique plus difficile à financer, à cause des taux d'intérêt élevés.

Fragmentation de la mondialisation Le Covid-19 a aussi joué un effet de révélateur : la France s'est mise à manquer de masques, de Doliprane, de certaines matières premières... Ses dépendances – et celles de nombreux autres pays – ont été mises à nu. « La pandémie a fait prendre conscience de l'importance de la Chine dans les parts de marché mondiale », explique Mme Antonin. Cela a poussé à se demander si on n'avait pas été trop loin dans la mondialisation. » Elle rappelle qu'on a vécu « au rythme des confinements chinois », manquant soudain de certains produits en fonction de l'état d'ouverture de ce pays à l'autre bout du monde.

De fait, les doutes autour de la mondialisation remontaient à plusieurs années, au moins depuis la première élection de Donald Trump, en 2016. Mais la pandémie a accéléré le mouvement. « C'est particulièrement vrai en Allemagne, ça a été le moment où le modèle économique a commencé à être remis en cause », poursuit Mme Antonin. La première économie européenne dépendait largement des exportations vers la Chine. Ses entreprises avaient si-

gné 6 000 joint-ventures dans ce pays, quatre fois plus que les entreprises françaises. Ce qui était une force est soudain apparue comme une faiblesse.

En réponse, l'Union européenne (UE) s'est mise à accepter une politique industrielle plus interventionniste. Elle a doublé ses règles sur les aides d'Etat, pour faciliter le soutien aux entreprises jugées stratégiques. En France, la « souveraineté économique » est devenue un mantra du gouvernement.

L'UE a aussi osé un geste jusqu'alors inimaginable : elle a décidé d'emprunter en commun. Face à la pandémie, Angela Merkel, alors chancelière en fin de troisième mandat, a décidé de lever son veto contre cette idée maintes fois soulevée par la France. Un grand emprunt de 750 milliards d'euros a été annoncé. Cet argent a ensuite été reversé disproportionnellement aux pays les plus touchés par la pandémie, notamment l'Italie et l'Espagne, dont les économies dépendaient fortement du tourisme. L'Europe a osé faire une dette commune et a fait preuve de solidarité, dans un geste historique.

Mais la mise en œuvre de ce plan laisse à désirer. Il a fallu près d'un an pour affiner son lancement. Ensuite, les versements ont été conditionnés à des réformes que chaque pays devait effectuer (réforme du marché du travail en Espagne, des retraites en Slovénie...). Identifier les projets à financer n'était pas simple non plus : un minimum de 37 % de l'argent devait aller à l'aide à la transition climatique, 20 % au numérique... Seulement après, l'argent a commencé à être réellement distribué par tranches successives. Résultat, l'enveloppe totale ne s'élève plus qu'à 650 milliards d'euros et... seulement la moitié a été versée jusqu'à présent. Le programme doit normalement s'achever en 2026, mais de nombreuses voix à Bruxelles affirment que tout l'argent ne sera pas déboursé à temps. ■

ÉRIC ALBERT

**EN FÉVRIER 2022,
L'INVASION DE L'UKRAINE
PAR LA RUSSIE A
PROVOqué UN NOUVEAU
CHOC GÉOPOLITIQUE
ET ÉCONOMIQUE**



L'industrie française encore loin de l'autonomie

La France tente de prévenir de nouvelles ruptures d'approvisionnement, mais les faiblesses restent importantes

L'usine doit ouvrir ses portes à Toulouse dans le courant de l'année. Le groupe français Ipsophene prévoit d'y fabriquer près de 3400 tonnes de paracétamol par an. A Roussillon, dans l'Isère, l'entreprise Seqens vise, elle aussi, une commercialisation de 15 000 tonnes annuelles de la molécule à partir de 2026. Il y a cinq ans, les tensions d'approvisionnement en paracétamol provoquées par la crise liée au Covid-19 avaient été un des symboles du déclin de la souveraineté sanitaire française.

Les citoyens avaient alors découvert que le principe actif de la molécule était fabriqué, depuis 2008, hors des frontières européennes,

principalement en Chine, pour des raisons d'économie. Confronté à la sidération populaire, Emmanuel Macron avait alors promis la renaissance du paracétamol tricolore.

Cinquième plus tard, la promesse est en passe d'être tenue, à condition que, sur le long terme, les industriels du médicament – Sanofi et UPSA en tête – acceptent de s'approvisionner chez ces fabricants français, alors que le coût de production du principe actif devrait être supérieur de 30 % à 40 % à celui de la molécule importée. Et que, de leurs côtés, l'Etat français et l'Union européenne (UE) soient prêts à soutenir la pérennité de cette filière locale, moins pol-

luante et plus souveraine, mais également plus chère.

En 2020, la crise sanitaire et le dysfonctionnement des échanges commerciaux mondiaux qu'elle avait provoqué pendant plusieurs mois avaient mis en évidence la fragmentation des chaînes de valeur industrielles à l'échelle internationale. Avec, à l'arrivée, des ruptures d'approvisionnement en matières premières, en composants électroniques, en médicaments ou en biens de consommation.

Un inventaire à la Prévert

Les Français ont gardé en mémoire les pénuries dans les hôpitaux de masques chirurgicaux ou de blouses, plus produites en France ou en Europe. Mais la liste des dépendances était bien plus importante. En 2021, le Haut-Commissariat au plan, dirigé, à l'époque, par François Bayrou, avait analysé « les fragilités profondes de notre système productif » en recensant « 914 postes du déficit commercial » français.

Dans un inventaire digne de Prévert, les équipements et matériaux que l'Hexagone était obligé d'importer en masse allaient des jeux de fils pour bougies d'allumage au ketchup et aux brosses à dents, en passant par les câbles en fibre optique, le cuivre raffiné, les stimulateurs cardiaques, le propane liquéfié, etc. « Autant il peut être explicatif d'être exclu de champs entiers de la production par manque de matières premières sur notre sol – c'est le cas évident des hydrocarbures –, autant il est insupportable de voir notre pays déserter des secteurs entiers de la consommation nationale », écrit

vait le futur premier ministre. Qu'en est-il cinq ans plus tard ? La souveraineté nationale et européenne est-elle « rebâtie », comme s'y était engagé le président de la République, en mars 2020, au plein cœur de la pandémie, en promettant que « le jour d'après ne ressemblera pas aux jours d'avant » en matière industrielle ?

« Cinq ans après, on peut dire qu'un déclenchement a eu lieu, de très nombreux projets de réindustrialisation ont été lancés, mais la dynamique ralentit depuis plusieurs mois et il manque toujours une planification réelle des besoins industriels stratégiques pour le pays, incluant les technologies à bien cibler pour maintenir la compétitivité et les besoins en compétences », explique Isabelle Pinto Carradine, directrice générale d'Inverto, cabinet de conseil spécialisé dans les achats et les chaînes d'approvisionnement.

Le plan France Relance, mis en place par le gouvernement en 2020, avait débloqué près de 100 milliards d'euros pour accélérer la reprise économique post-Covid-19 – 93 milliards d'euros avaient été engagés, en 2023, selon un décompte de France Stratégie – et identifié cinq secteurs stratégiques prioritaires : les produits de santé, l'agroalimentaire, les intrants critiques pour l'industrie, l'électronique et les télécommunications. En lien avec l'UE, la France a multiplié les plans stratégiques pour la création de gigafactories de batteries électriques, la production d'électrolyseurs d'hydrogène, la sécurisation des minerais critiques indispensables à la transition énergétique ou de médicaments indispensables... Mais plusieurs de ces projets ont pris du retard ou

PLUSIEURS DES PROJETS DU GOUVERNEMENT SONT COMPLIQUÉS PAR LA HAUSSE DES COÛTS DE L'ÉNERGIE LIÉE À LA GUERRE EN UKRAINE

sont compliqués par la hausse des coûts de l'énergie en Europe, conséquence de la guerre en Ukraine. Si la dynamique de réindustrialisation française a été réelle dans la foulée de la crise, elle connaît un coup de frein depuis 2024 et la balance commerciale industrielle reste largement déficitaire.

Mesures « très insuffisantes »

Le plan France 2030, davantage ciblé sur les innovations de rupture que sur la consolidation de la base industrielle dans les territoires, a pris le relais de France Relance, mais le contexte budgétaire contraint de ces derniers mois ralentit son développement. « Il y a eu un véritable effet Covid sur la question de la souveraineté économique et industrielle dans la société, estime Olivier Llouani, enseignant au Conservatoire national des arts et métiers. Mais le pouvoir politique a été davantage versatile et peine à maintenir des stratégies constantes. »

Un rapport de la commission des affaires économiques de l'Assemblée sur « la perte de souveraineté industrielle », rendu en février, reconnaît des « premiers résultats positifs », mais il juge que les me-

sures prises en cinq ans « paraissent très insuffisantes pour protéger l'industrie et ses filières stratégiques du décrochage actuel ». ■

Le contexte géopolitique – de la dépendance à la Chine au divorce nouveau entre l'UE et les Etats-Unis de Donald Trump sur fond d'aides militaires à l'Ukraine ou de hausse des droits de douane – rend pourtant toujours plus d'actualité les questions de sécurisation des approvisionnements. Une étude sur les « actions de relocation industrielle depuis 2020 », publiée en juillet 2023 par le cabinet d'audit PwC estimait, par exemple, que si l'électronique était « à la pointe des relocalisations » en Europe en matière d'investissements et d'emplois dans les batteries, l'intelligence artificielle ou les semi-conducteurs, d'autres domaines, comme la santé, étaient toujours à la traîne avec « trop peu de projets majeurs » dans le secteur des antibiotiques et des biomédicaments. « Le coût ne doit plus être le seul critère concernant les approvisionnements à l'étranger », explique Mme Pinto Carradine. Il faut privilégier désormais les fournisseurs les plus sûrs au niveau géopolitique et environnemental, quitte à ce que ce soit plus cher si ce coût absorbe les risques pour la souveraineté. »

Le « jour d'après » n'est donc pas encore pour demain. Les fortes crises que traversent plusieurs secteurs industriels européens, comme la sidérurgie, la chimie ou l'automobile, présentent même le risque d'un abandon de la bataille des chaînes de valeur, pour préférer acheter à bas coût à l'étranger des composants essentiels afin de rester compétitif. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Une bonne affaire pour le transport maritime

Passé la stupeur des premiers mois de 2020, les armateurs ont profité d'une demande débridée et ont généré des bénéfices jamais vus

Quand il est devenu évident pour chacun, début 2020, que ce mystérieux virus apparu à Wuhan était une affaire sérieuse, pas grand monde n'anticipait qu'il ferait les affaires – et comment ! – des armateurs qui relient les usines chinoises aux marchés occidentaux. La Chine étant frappée de plein fouet, les armateurs ont redouté que cette crise majeure, dont on ne voyait alors que les prémisses, ait des conséquences analogues à la crise financière de 2008, dont le français CMA CGM avait failli ne pas se remettre.

En ce début d'année 2020, ils ont mis à l'ancre une partie de leur flotte, annulé des escales, voire des lignes, craignant que l'effondrement des volumes transportés alors observé n'annonce une tempête ravageuse. Mais le gros temps n'aura duré que quelques mois.

Dès l'été 2020, les Occidentaux privés de vie sociale, ou presque, se sont rués sur les biens de consommation made in China, obligeant les grands donneurs d'ordre à restocker. Sur l'année, les armateurs n'auront transporté que 1,1 % de conteneurs en moins par rapport à 2019, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (versus -9 % en 2009). Un volume en baisse qui fut largement compensé, financièrement, par la hausse des taux de fret et la baisse du prix du pétrole. L'année s'avéra contre toute attente tout à fait satisfaisante pour les armateurs. Voir exceptionnelle.

Mais c'est au cours des deux années suivantes que s'est réellement manifesté « le divin miracle de la crise sanitaire... et de la con-

« LES POLITIQUES DE RELANCE ONT ENGENDRÉ UN BOOM HALLUCINANT DE LA CONSOMMATION AUX ÉTATS-UNIS »

PAUL TOURRET
directeur
de l'Institut supérieur
d'économie maritime

sommation américaine », selon les mots de Paul Tourret, directeur de l'Institut supérieur de l'économie maritime. « Les politiques de relance via des aides directes (les 1400 dollars, environ 1282 euros, versés à chaque Américain gagnant annuellement moins de 75 000 dollars décidés par Joe Biden en 2021) ou indirectes (le « quoi qu'il en coûte » français) ont engendré un boom hallucinant de la consommation, aux Etats-Unis et dans une moindre mesure en Europe », poursuit-il.

Régime fiscal particulier

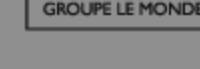
Cette « hyper-demande » dans un monde bouleversé a généré un chaos logistique, une congestion des ports et une pénurie de conteneurs. Elle a surtout catapulté les prix de fret à des niveaux inédits. Le prix moyen reflété par l'indice composite (World Container Index) du cabinet britannique Drewry était de 1 500 dollars en mars 2020 ; il a dépassé les 10 000 dollars en septembre 2021.

Chargeurs, distributeurs et consommateurs en ont durement pâti, à l'inverse des armateurs, qui

ont engrangé cette année-là des bénéfices insolents : 18 milliards de dollars pour le danois A.P. Moller-Maersk, deuxième armateur mondial, à peine moins pour le français CMA CGM (17,9 milliards de dollars) et probablement le double pour le plus gros armateur mondial, l'italo-suisse MSC, qui ne publie pas ses comptes. Et 2022 a été encore meilleure : le cumul des bénéfices des armateurs aurait dépassé les 200 milliards de dollars, dont 27,2 milliards de dollars pour A.P. Moller-Maersk et 24,9 milliards de dollars pour CMA CGM, qui distancie alors de loin tous les grands groupes du CAC 40, alors que l'armateur était exsangue quelques années plus tôt.

Leurs « superprofits » ont rappelé aux Européens, et en particulier aux Français, que les armateurs bénéficient d'un régime fiscal particulier au sein de l'Union européenne, soucieuse de garder ses fleurons. Leurs activités de fret maritime sont peu taxées, en fonction de la capacité de transport des bateaux, quels que soient les résultats, qui eux ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices (25 % en France). En 2021, cette taxe au tonnage n'a représenté que 2 % des bénéfices. Face à la fronde politique pour supprimer cette niche fiscale, CMA CGM ne cesse de rappeler qu'elle en a réinvesti l'essentiel dans des bateaux moins polluants, dans les ports et la logistique, dans des entreprises en difficulté (Air France-KLM, Brittany Ferries, Eutelsat...), puis dans les médias (BFM-TV). Et a dernièrement annoncé, aux côtés de Donald Trump, qu'elle investirait 20 milliards de dollars aux Etats-Unis. ■

JONATHAN PARIENTÉ



SALON DE L'EXECUTIVE EDUCATION

20 MARS 2025
AUDITORIUM DU MONDE

Le Monde
Nouvel Obs
Courrier international

FORMATION CONTINUE,
GRANDES ÉCOLES,
UNIVERSITÉS, IAE, IEP,
RECONVERSION, VAE

EXECUTIVE-EDUCATION.
LEMONDE.FR

JE M'INSCRIS !



COVID-19, CINQ ANS APRÈS

L'échappée réussie de Franciliens avides de nature

Nombre d'ex-citadins estiment avoir fait le bon choix en quittant l'orbite de la capitale lors de la crise sanitaire

Elle a quitté Paris «sur un coup de tête». Le week-end qui a suivi le premier déconfinement, en mai 2020, Jessy (elle n'a pas souhaité donner son nom) a fui son studio du quartier Charonne, dans l'est de la capitale, pour passer six jours chez une amie dans le Perche. Charmée, elle se dit subitement, alors qu'elle est au volant : «*Et pourquoi pas?*» Durant ce court séjour, elle décide de visiter quelques maisons. «*J'ai vu la mienne, dans un hameau à proximité d'Authon-du-Perche [Eure-et-Loir]. J'ai fait une offre*», raconte-t-elle.

Jessy a alors 39 ans, elle a quitté son emploi dans l'événementiel par rupture conventionnelle. Elle n'a jamais vécu à la campagne. «*C'était un challenge*, analyse-t-elle. *J'avais envie de vivre cette expérience, un peu à la dure, de passer l'hiver ici sans emploi, sans connaître personne. De repartir de zéro.*» Elle vend son 30 mètres carrés (m²) parisien et cette somme lui permet d'acheter sa maison de 125 m² avec terrain.

Cinq ans plus tard, il n'est pas question pour elle de retourner vivre en ville, ni même dans un centre-bourg. Sa nouvelle vie comporte pourtant son lot de difficultés. Faute de trouver un emploi proche de ses expériences passées, Jessy a créé sa micro-entreprise de conciergerie pour gérer des maisons louées en Airbnb, très nombreuses dans ce coin de bocage, à moins de deux heures de Paris. Elle a aussi passé un CAP de cuisine pour devenir cheffe à domicile et compléter ses revenus.

«*Dans le Perche, on appelle les Franciliens comme moi les "accourus"*, parce qu'on accourt aux beaux jours. Quand j'ai visité ma maison, le père de ma voisine a lancé : «*La Parisienne, elle ne tiendra pas un an*», raconte-t-elle. Si l'intégration dans cette bourgade de quelques maisons s'est d'abord bien passée, les relations avec le seul autre ménage y vivant à l'année se sont brusquement détériorées. «*Lui n'a pas accepté que sa femme passe régulièrement du temps avec moi, ni peut-être le fait que beaucoup d'amis venaient me voir*», avance Jessy. Depuis trois ans, on ne se parle plus du tout.» Elle vient donc de revendre sa maison, pour s'installer non loin de là, dans un autre petit hameau.

Des lieux inspirés de Paris
Nombre de citadins ont quitté le cœur des métropoles dans les mois qui ont suivi le déploiement de la pandémie de Covid-19, à la fois éprouvés par le premier confinement et inquiets de nouvelles crises à venir. La recherche s'est rapidement penchée sur ces flux de populations en quête de nature. Une première étude lancée dès la mi-2021 – «Exode urbain : un mythe, des réalités», menée par la plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines – constate que la pandémie n'a, en réalité, pas provoqué de départs massifs des zones urbaines vers la campagne. Mais des signaux faibles montrent que la crise sanitaire a renforcé et accéléré le processus de périurbanisation et de «renaissance rurale», et a aussi accru l'attractivité des espaces de villégiature. Les

ménages se sont déplacés vers des villes plus petites, au détriment, en particulier, de la capitale.

L'examen des déplacements géographiques des Français s'est depuis poursuivi, pour mesurer l'évolution de cet effet Covid-19. L'étude «Hors des métropoles, de nouvelles terres d'accueil?», basée sur les contrats de réexpédition de courrier de La Poste (après déménagement), entre mars 2022 et mars 2023, conclut à une partition du territoire selon une ligne allant de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à Genève (Suisse).

«Les territoires en dessous de cette ligne, au global, confirment leur attractivité auprès des habitants, à l'œuvre depuis de nombreuses années, en particulier la Bretagne, le long de la vallée du Rhône (piémont du Massif central, Alpes-de-Haute-Provence, Drôme) et la Nouvelle-Aquitaine, explique l'une des auteures, Marie Breuillé, chercheuse en économie à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. A contrario, les soldes migratoires les plus négatifs apparaissent dans les coeurs des métropoles, dans certains territoires du nord-est de la France et de montagne.» Sur la dernière période, le regain d'attractivité des territoires littoraux «s'est tassé», note Julie Le Gallo, professeure d'économie à l'Institut Agro Dijon, coauteur de l'étude, notamment en raison d'*«une forme de saturation des marchés immobiliers locaux»*.

Une tension fortement ressentie par Camille (son prénom a été changé), 35 ans, qui a quitté Paris pour Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) juste avant le confinement. «*Il y a toujours cet engouement très fort pour venir vivre sur la côte basque, témoigne-t-elle. Ça ne décroît pas du tout, on voit sans cesse arriver de nouvelles têtes, se créer de nouveaux restaurants, des lieux inspirés de Paris.*»

Quand elle est arrivée, la jeune femme a rejoint un petit local de coworking dans le quartier de la Côte des Basques.

«*Nous étions alors une petite dizaine de personnes comme moi, venues de la région parisienne, du milieu start-up. Aujourd'hui ils sont une quarantaine, et c'est en constant renouvellement.*» Ses amis arrivés à Biarritz après le Covid-19, entre 2020 et 2022, s'y sont pour la plupart installés durablement. «*Seules quelques personnes de ma connaissance ont été de passage, sont restées un an ou deux, un peu perdues dans leur vie, puis sont reparties pour travailler à Paris*», constate-t-elle. Elle souhaiterait désormais acheter au Pays basque, «*mais Biarritz est hors de portée pour nous : il y a peu de logements et les prix sont inaccessibles. Donc on réfléchit à acheter dans les terres, à trente ou quarante minutes de là*».

Plus attractive encore que la Nouvelle-Aquitaine, la Bretagne

se détache largement des autres régions françaises, avec deux fois plus d'arrivées que de départs d'habitants entre mars 2022 et mars 2023, en dépit d'un léger tassement par rapport au pic post-Covid de 2021.

105 m² pour 800 euros par mois
C'est cette année-là que Jérémie Lallich, 41 ans, s'est installé dans le Morbihan, dans une petite ville de 5 000 habitants, près d'Auray, laissant derrière lui Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Avant ce changement de vie, ce père de trois enfants passait, chaque jour, trois heures dans les transports en commun pour rejoindre son bureau et son poste de conseiller en crédit dans une banque en ligne. En plein cœur de la pandémie, son employeur propose à la moitié des effectifs de basculer en télétravail à quasi 100 % (à l'exception de deux journées par mois). «*Nous avons choisi la Bretagne un peu par hasard, sans certitude, et, en deux mots, c'est un grand bonheur*», déclare-t-il, près de quatre ans plus tard.

La famille a gagné en pouvoir d'achat : alors qu'elle remboursait 1 400 euros par mois d'emprunt immobilier pour un appartement de 76 m², elle vit aujourd'hui dans une maison de 105 m² où chaque enfant a sa chambre, pour 800 euros de loyer. «*Malgré le télétravail, j'ai progressé dans ma carrière, j'ai changé deux fois de poste et j'ai été augmenté*», souligne M. Lallich. Et ici nous sommes à vingt minutes de l'océan, nous vivons à la campagne, dans une maison entourée de champs, et pourtant proche de nombreux restaurants, de cinémas, d'une piscine municipale...» Jérémie ne souhaite pas perdre ce confort de vie et se renseigne régulièrement pour savoir si son entreprise



Jérémie Lallich, à son domicile, le 16 mars : en 2021, ce père de trois enfants a quitté Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) pour s'établir à Pluneret (Morbihan).

THOMAS LOUPRE / DIVERGENCE POUR «LE MONDE»

«MALGRÉ LE TÉLÉTRAVAIL, J'AI CHANGÉ DEUX FOIS DE POSTE ET J'AI ÉTÉ AUGMENTÉ»

JÉRÉMIE LALICH
venu vivre à Pluneret (Morbihan)

comparativement à il y a cinq ans, note Frédéric Violeau, notaire à Caen et chargé des statistiques immobilières nationales du Conseil supérieur du notariat.

Le flux d'arrivées s'est tari

Aux portes de la région parisienne, dans le département d'Eure-et-Loir, les Franciliens ont même représenté, au pic, en 2021, 35 % des acquéreurs. Parmi eux, Christine et son mari Alexandre (ils n'ont pas souhaité donner leur nom), qui habitaient avant le Covid-19 un appartement de trois pièces à Suresnes (Hauts-de-Seine), avec leur fille de 2 ans. «*Le confinement a été lourd et triste, les parcs étaient fermés, notre sortie d'une heure passée dans une cour en face de chez nous était tellement glauque... Et, pendant ce temps-là, nos familles en province nous racontaient que, pour eux, il n'y avait rien de changé, que c'était même agréable d'être en télétravail à la maison*», explique Christine.

Le couple souhaitait déjà acheter un logement, «*mais ce n'était financièrement pas possible en période couronne. On s'est dit : "Pourquoi ne pas franchir la frontière entre les Yvelines et l'Eure-et-Loir?" On flippait, mais on a fait le saut dans l'inconnu.*» Ils ont acheté une maison avec jardin, à cinq minutes à pied de la gare de Chartres.

Lui a entamé une reconversion professionnelle, pour devenir consultant en ressources humaines. Il travaille à la maison. Elle, journaliste à Paris, peut faire deux jours de télétravail par semaine, et le reste du temps doit composer avec un trajet d'une heure et demie porte à porte, matin et soir. «*Le train est devenu mon bureau rouulant, depuis trois ans, et ça se passe très bien*», déclare-t-elle. Arrivée d'Auvergne à Paris pour ses études, elle pensait ne jamais quitter la capitale. «*Mais j'adore Chartres, on fait tout à pied, il y a beaucoup de verdure, et c'est bien plus beau que là où nous habitons en banlieue parisienne.*»

Ces clients venus de l'Ile-de-France ont soutenu, durant les années Covid, l'activité de Nicolas Maitrejean, agent immobilier Century 21 à Chartres. «*Ils voulaient vivre au vert, ils cherchaient des maisons. Nous avons fait de très belles années*, dit-il. Il y avait jusque-là un plafond de verre en matière de prix immobiliers, mais en 2022, nous avons fait sept ventes à plus de 1 million d'euros, ce qui n'était jamais arrivé. Depuis un an et demi, ça s'est calmé.» Il a vu peu de Parisiens repartir, mais le flux d'arrivées s'est tari. «*Chez moi, désormais, 15 % de la demande provient de la capitale et de la première couronne*, poursuit-il, alors que c'était deux fois plus après les confinements. Mais entre-temps, les prix ont baissé à Paris ou dans les Yvelines», rendant Chartres moins attractive.

Dans l'école maternelle de la fille de Christine et Alexandre, il a fallu pousser les murs en 2022 : le nombre d'élèves est passé d'une cinquantaine à plus de 70. Mais à la rentrée 2024, il n'y avait plus que 45 enfants, et l'école a dû fermer une classe. ■

VÉRONIQUE CHOCRON

SUR LA DERNIÈRE PÉRIODE, LE REGAIN D'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES LITTORAUX S'EST TASSÉ

« Les Européens vont devoir réapprendre à se fâcher »

Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque de Belgique, estime que l'Europe est mal équipée face aux crises actuelles

ENTRETIEN

BRUXELLES - envoyé spécial

Pierre Wunsch, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique, a un fils de 25 ans, qui lui a récemment demandé si la troisième guerre mondiale se profilait. « J'ai trouvé que c'était une excellente nouvelle qu'il me pose la question », explique-t-il au *Monde*. Non pas que le banquier central se félicite de la possibilité du retour de la guerre, évidemment, mais parce qu'il voit cela comme un signe que l'opinion publique est vraiment inquiète. « [Le président russe, Vladimir] Poutine, représente une vraie menace et il faut absolument qu'on investisse dans notre défense. Or, ma grosse crainte est que les gens ne l'acceptent pas, qu'ils disent qu'il faudrait dépenser pour autre chose », poursuit-il.

Pour lui, tenter sur le réarmement européen représenterait un risque bien plus important : « Si on n'est pas suffisamment fort face à Poutine, c'est à ce moment-là qu'il peut y avoir un risque d'escalade au niveau mondial. Les Européens vont devoir réapprendre à avoir peur, réapprendre l'orgueil et, de temps en temps, réapprendre à se fâcher. »

M. Wunsch n'est pas un expert militaire, mais un banquier central (à la Banque nationale de Belgique depuis 2011, gouverneur depuis 2019). Auparavant, il a travaillé près d'une décennie dans le

groupe Suez et il avait servi dans des cabinets ministériels de droite. S'il s'exprime sur les tensions avec la Russie, c'est par le prisme de l'économie. La menace russe et l'abandon potentiel de la protection américaine vont nécessiter de fortes dépenses budgétaires en Europe. « Mais l'argent gratuit, qui tombe du ciel, ça n'existe pas », rappelle-t-il. Il estime donc que de très difficiles choix budgétaires se profilent un peu partout en Europe et qu'il faut y préparer les populations : « Il faudra soit réduire les dépenses, soit augmenter les impôts. »

Regarder la réalité en face

S'il se garde bien d'offrir des suggestions – quels budgets couper ? De quelle manière ? –, il insiste sur l'ampleur des préparatifs de Vladimir Poutine : « Regardez ce qu'il a fait avant la guerre : il s'est assuré qu'il avait un surplus de la balance commerciale et un surplus budgétaire. Notre économie est de cinq à dix fois plus grosse que celle de la Russie mais Poutine a fait des choix clairs, et nous dit : "Jesuis sûr que vous n'êtes pas capables d'en faire autant." Il faut relever le défi et montrer que nos démocraties parviennent à faire ces choix. »

Malheureusement pour l'Europe, ces choix seront d'autant plus difficiles que celle-ci est mal équipée pour faire face aux crises actuelles, selon M. Wunsch. « Après les chocs pétroliers des années 1970, on a connu une première période d'eurosclérose. On

« Le marché unique fonctionne avec des règles prévisibles (...). Désormais, on entre dans des équilibres plus complexes »

en est sorti en s'insérant dans la mondialisation », dit-il. Bruxelles a créé le marché unique en 1993, basé sur la libre concurrence et l'ouverture au commerce mondial. « L'Europe a alors connu une période de mondialisation heureuse, qui s'est terminée avec la crise (...) de 2008 », note-t-il.

Dans ce cadre-là, la Belgique a pu tirer son épingle du jeu, ajoute-t-il : « Beaucoup de petits pays européens ont été un peu les ga-

gnants de la mondialisation (...) protégés par un environnement non seulement européen mais aussi mondial qui était aligné sur des règles de droit. »

L'émergence de la Chine, puis l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis, en novembre 2024, changent la donne. « On revient dans un monde basé sur des rapports de force, transactionnel », dit M. Wunsch. Un monde qui n'est pas du tout adapté au fonctionnement de l'UE, note-t-il : « Réagir à Vingt-Sept à une politique qui est déterminée par des tweets qui changent tous les jours, c'est beaucoup plus compliqué que d'être dans des comités avec d'autres pays. »

De même, réécrire les règles européennes pour faire face à cette loi du plus fort se révèle délicat. « Le marché unique fonctionne avec des règles qui sont claires, prévisibles (...). Désormais, on entre dans des équilibres plus complexes, avec de la politique industrielle

dans certains domaines, des enjeux d'autonomie stratégique... La question devient alors : qui décide ? »

Faut-il transférer ces compétences à Bruxelles, au risque d'un déficit démocratique ? Ou les laisser aux Etats, au risque de la cacophonie ? M. Wunsch avertit qu'il faut regarder la réalité en face : « On va devoir réapprendre à faire du "power politics", à être transactionnel, montrer (...) qu'on devient aussi une puissance politique. »

Malgré ce diagnostic inquiétant, il refuse de faire de la Banque centrale européenne (BCE), dont il est l'un des 26 membres du conseil des gouverneurs, le bras armé du « power politics » qu'il appelle de ses vœux. Il prévient que l'institution monétaire ne viendra pas en soutien du financement des Etats.

Christine Lagarde, sa présidente, l'avait déjà dit : « Participer à l'effort de financement n'est pas la raison d'être de la BCE. » M. Wunsch persiste et signe, rappelant que la BCE dispose d'un

« privilège exorbitant », qui est d'être indépendante des pouvoirs politiques. Au nom du respect de la démocratie, pour éviter d'entrer dans le champ politique, il estime qu'il est essentiel de respecter à la lettre son mandat, défini dans les traités européens : assurer la stabilité des prix.

Pas question, donc, d'abaisser plus que nécessaire les taux d'intérêt. Ceux-ci, qui étaient de 4 % en juin 2024, ont déjà été réduits à 2,5 % début mars, parce que l'inflation a refléti. La BCE doit-elle aller plus loin ? M. Wunsch ne veut pas se prononcer et reste ouvert à l'idée de faire une pause dans la baisse des taux d'intérêt lors de la prochaine réunion du 17 avril. « On va voir quelles seront les données économiques d'ici là », affirme-t-il. Dans ces conditions, les choix budgétaires des gouvernements risquent d'être encore un peu plus difficiles. ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR
ÉRIC ALBERT



PERTES & PROFITS | VIVENDI

PAR ISABELLE CHAPERON

Plumes et goudron pour les actionnaires

Les noces de plume : c'est sous ce nom poétique que se fête l'anniversaire des trois premiers mois de mariage. Et pour une séparation ? Se doit-on d'évoquer un divorce de goudron ? Dans le cas de Vivendi, les deux références sont appropriées. Trois mois après, la scission du groupe de média et de divertissement s'apparente à un supplice pour ses actionnaires. Tous ? C'est ce qui reste à démontrer.

Le 16 mars 2024, Canal+, Havas et Louis Hachette, jusque-là dans le giron du conglomérat, ont quitté le vaisseau amiral pour devenir trois entités indépendantes, cotées, en plus d'un Vivendi converti en société de portefeuille, avec des participations dans Universal Music Group ou Telecom Italia. Cette scission, actée le 9 décembre 2024, devait « révéler le vrai potentiel des actifs de Vivendi », affirmait alors Yannick Bolloré, le président du conseil de surveillance.

Montage aux petits oignons
Las, trois mois après, « il n'y a aucun doute » pour Pascal Quiry, coauteur du *Vernimmen* (2024, Dalloz), la bible de la finance, l'opération a été « destructrice de valeur pour les actionnaires ». « Si on compare par rapport au cours la veille de la scission, la somme des quatre actions remises en échange vaut 6 % de moins, contre une progression du CAC 40 de 5 % », indique le professeur de finance à HEC dans un post publié, samedi 15 mars, sur LinkedIn.

Certains diront que la Bourse anticipe, que les gains avaient été enregistrés avant même la scission, il n'en est rien. Si l'on prend comme point de comparaison le 14 décembre 2023, date à laquelle Vivendi avait annoncé réfléchir à

se séparer en plusieurs entités, « la perte pour l'actionnaire est de 13 %, contre une progression de 8 % pour le CAC 40 ». Le bilan s'avère encore pire pour les petits porteurs ne bénéficiant pas de plan d'épargne en actions, car ils ont dû débourser 1,28 euro de prélèvement forfaitaire par action Vivendi.

Le fonds CIAM avait prévenu. Lorsque Vivendi avait dévoilé, à l'été 2024, où serait coté chacun de ses morceaux, l'activiste avait flairé l'entourloupe. Canal+ à Londres, Havas à Amsterdam, Louis Hachette Group sur Euronext Growth, seul Vivendi restant sur le marché principal à Paris : ce patchwork boursier avait pour conséquence de rendre inopérante la réglementation boursière française imposant de lancer une OPA sur une entreprise lorsque le seuil de 30 % du capital est franchi. Bref, les protections des investisseurs sont tombées au bénéfice d'un seul : le groupe Bolloré, actionnaire à 29,9 % de Vivendi avant scission, et désormais premier actionnaire de Canal+, Havas et les autres.

Evidemment, le groupe breton subit comme les autres investisseurs une perte de valeur sur ses participations. Mais, grâce à son montage aux petits oignons de Quimper, le financier peut se renforcer à moindre coût dans Canal+ ou Vivendi s'il le souhaite. Rien n'indique qu'il ne l'a fait, à ce stade. Peut-être Vincent Bolloré attend-il que les deux procédures juridiques engagées par CIAM aillent à leur terme.

Ou, plus prosaïquement, il estime que les cours de Bourse vont encore baisser. Auquel cas, cela promet plus de plumes et de goudron pour les minoritaires. ■

BORN IN FRANCE, RISING IN EUROPE.

Forte de ses récentes acquisitions, FDJ devient le groupe européen FDJ UNITED. À travers ses marques iconiques, FDJ UNITED offre des expériences de jeu toujours plus divertissantes et responsables. Fidèle à ses origines et tourné vers l'avenir, FDJ UNITED s'engage pour un jeu plus sûr et un impact positif sur la société.

Playful. Play fair. Play forward = Divertissant. Responsable. Tourné vers l'avenir.
Born in France, rising in Europe = La France comme berceau, l'Europe comme terrain de jeu.



LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION...
RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)





Dans l'usine Safran Aircraft Engines Villaroche, à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne), le 16 juin 2023.
GONZALO FUENTES/REUTERS

Le CAC 40 de plus en plus loin de ses bases

DOSSIER

Ma grande entreprise ne connaît pas la crise», aurait pu chanter Alain Bashung (1947-2009), pour accompagner la saison de présentations des résultats annuels 2024 qui vient de s'achever. Elle a confirmé le contraste saisissant entre, d'un côté, la performance des sociétés du CAC 40, et, de l'autre, des économies française et européenne en berne, des tensions géopolitiques sur plusieurs fronts et la menace d'un président américain résolu à mettre fin à trois décennies de libre-échange. Regarder du côté de la Bourse est le meilleur moyen de retrouver de l'optimisme. Le club des 40 champions nationaux, dont les membres changent de temps en temps au gré de leurs performances, s'est une nouvelle fois illustré par des profits record, une vraie capacité à naviguer dans une conjoncture économique complexe et à planter le drapeau tricolore partout sur la planète. Les investisseurs internationaux ne doutent pas du potentiel de l'indice parisien, comme sa performance en témoigne : + 64 % en dix ans, + 10 % depuis le 1^{er} janvier.

En 2024, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises qui le composent s'est élevé à 1600 milliards d'euros. C'est près de 50 % de plus que la moyenne des années 2010. Selon le cabinet d'audit EY, la rentabilité du CAC 40 devrait poursuivre sa trajectoire. Sa marge opérationnelle courante est déjà passée de 9,3 % en moyenne entre 2015 et 2019, à 13,1 % en 2023. Très loin du niveau de croissance de l'économie française, qui plafonnait alors à 0,9 %. Cette déconnexion soulève une question : quelle est la contribution réelle du CAC 40 à l'économie française ? « Son succès fait incontestablement du bien au moral, mais on peut s'interroger sur son pouvoir d'entraînement ou, au contraire, de déstabilisation », soulève l'économiste Olivier Passet.

Car si cette brillante élite réveille le patriottisme économique, son impact en France en matière de création de richesse, d'investissement, d'emploi, d'impôt, voire de tissu industriel, pousse à s'interroger. Les entreprises du CAC 40 affichent en effet une baisse régulière de l'activité réalisée dans leur pays natal depuis plusieurs décennies. Elle est

Le contraste est saisissant entre les performances des 40 valeurs phares de l'indice parisien, qui trouvent leur **croissance à l'international**, et l'état des économies française et européenne, en berne

déjà passée sous le seuil des 30 % de leurs revenus, et la part de la richesse créée par leurs entités basées dans l'Hexagone continue de s'étioler. Elle est estimée à 11 %, et monte à 25 % si l'on ajoute les impacts indirects liés à l'activité des fournisseurs et des sous-traitants. Autrement dit, 75 % de la richesse que ces entreprises créent est située hors de France. L'Europe, où est encore réalisé 35 % de leur chiffre d'affaires total, reste un partenaire privilégié, mais ce sont la Chine, l'Inde et le Brésil qui tirent leur croissance.

Pour Pascal Quiry, professeur de finance à HEC et coauteur du *Vernimmen*, bible annuelle de la finance, cette décorrélation du CAC 40 est autant une chance qu'une preuve de succès. «La plus grande réussite de ces

groupes est d'être déconnectés. La France pèse 1 % du PIB mondial. S'ils étaient restés corrélatifs, ils auraient été balayés. Le fait de développer des activités hors de France fait baisser les coûts unitaires de production. C'est l'une des forces de ces groupes.»

CONTRACTION DES EFFECTIFS EN FRANCE
L'économiste Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS, avoue qu'il souhaiterait même au pays d'avoir plus de champions de cette catégorie. « Ils sont le reflet de l'excellence industrielle française. Ce n'est pas un hasard qu'ils soient leaders dans le luxe, l'aéronautique, la défense et, si l'on va plus loin, dans l'automobile, la chimie, la pharmacie. On gagnerait à en avoir plus, et c'est impor-

tant que ces entreprises soient domiciliées fiscalement et socialement dans l'Hexagone.»

En matière d'emploi, la photographie est pourtant sans appel : sur 21 millions de salariés du secteur privé en France, le CAC 40 n'en compte plus que 1,2 million, dont 80 000 pour Carrefour, premier employeur privé du pays. Ses membres n'embauchent quasiment plus sur le territoire. Dans sa dernière étude sur l'emploi des sociétés du CAC 40, réalisée en 2022, l'agence de notation extrafinancière Humpact recensait 4,1 millions de salariés du CAC 40 dans le reste du monde. En France, la contraction des effectifs se confirme depuis 2017 et s'est encore accélérée avec le déclenchement de dix lourds plans sociaux au début de la décennie.

«La dynamique de croissance de l'emploi est définitivement à l'étranger avec + 0,16 % en France en 2022 contre + 4 % (environ 14 700 personnes) dans le reste du monde», note Humpact. L'évolution organique de l'emploi en France n'est plus assurée que par 21 entreprises. Trois se distinguent tout particulièrement : Hermès, LVMH et Veolia Environnement. Avec une évolution de son effectif de plus de 2 700 personnes en 2022, puis de 1 400 l'année suivante, Hermès se hisse en

LES PROFITS DES GRANDS GROUPES PROGRESSENT BEAUCOUP PLUS VITE QUE LES TAXES QU'ILS VERSENT À L'ÉTAT

Les poids lourds européens progressent aussi hors du Vieux Continent

LE PHÉNOMÈNE DE DÉCONNEXION
observé en France pour les entreprises du CAC 40 l'est aussi dans le reste de l'Europe. Les indices de référence MSCI 500 Europe et Stoxx Europe 600 confirment que 60 % de l'activité des groupes qui les composent est réalisée hors du Vieux Continent, dont près de 10 % au Royaume-Uni pour le MSCI 500. «Quand on voit le niveau de croissance de l'économie européenne, on peut comprendre qu'ils aillent la chercher ailleurs», souligne Olivier Cassé, gérant spécialisé dans les actions Europe au fonds Sycomore AM.

L'Europe boursière offre cependant quelques disparités. Les poids lourds de la cote allemande, regroupés dans le DAX 40, équivalent outre-Rhin du CAC 40, présentent une activité plus domestique que la moyenne, avec des

groupes comme l'énergéticien E.ON, très implanté dans le pays. Il reste que ses trois locomotives sont particulièrement installées à l'international.

Traitements différents

C'est le cas de l'éditeur de logiciels SAP, première valeur de la cote allemande, qui, malgré un chiffre d'affaires dix fois inférieur à celui de Volkswagen, se dispute le titre de plus grosse capitalisation boursière d'Europe avec LVMH (314 milliards pour la tech allemande contre 316 milliards pour la star française du luxe, au 7 mars 2025). Deutsche Telekom, lui, est plus américain qu'allemand, depuis qu'il a racheté T-Mobile en juillet 2002.

Enfin, le conglomérat Siemens, organisé autour d'une dizaine de filiales et autant de métiers, pousse ses pions

partout dans le monde. En 2024, il a réalisé un bénéfice record, notamment grâce à la demande mondiale dans l'efficacité énergétique ou l'automatisation. «Depuis quelques jours, nous voyons des masses de capitaux revenir vers l'Allemagne», constate M. Cassé, des flux non européens, qui saluent le plan de relance et l'annonce de la création d'un fonds doté de 500 milliards d'euros par le [probable futur] chancelier Merz.»

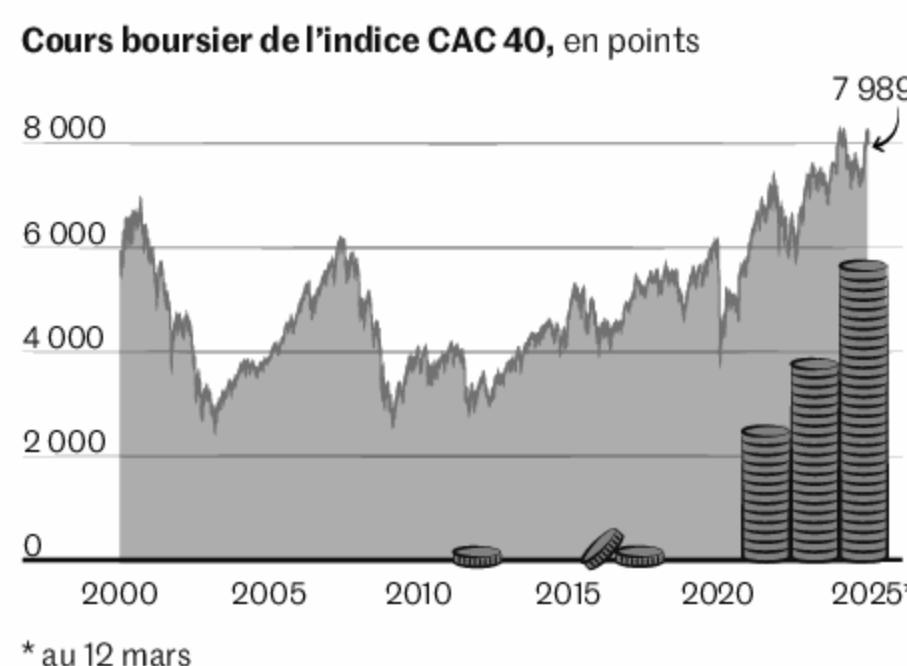
Les Bourses européennes réservent aussi des traitements différents aux entreprises d'un même secteur. Les valeurs bancaires espagnoles ou italiennes, moins touchées par la remontée des taux d'intérêt que les françaises ou les allemandes, font mieux, depuis quelques années, que leurs voisines dont les marges ont été durement

affectées. Engagées dans une phase de consolidation, elles profitent d'une forte présence en Amérique du Sud.

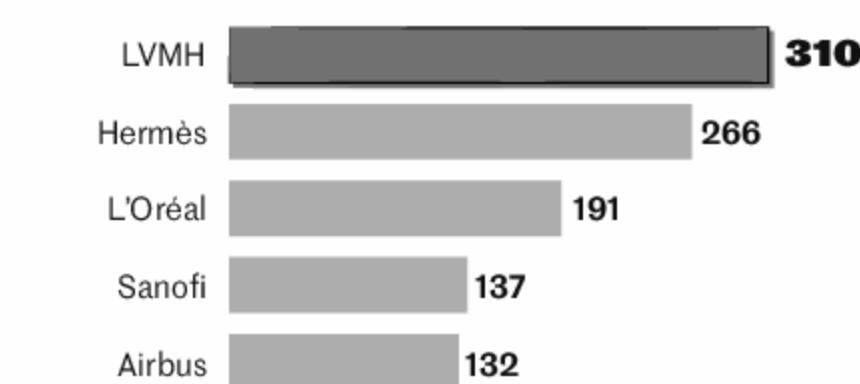
Enfin, mention spéciale pour le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk, qui, en septembre 2023, s'est hissé au premier rang européen en matière de capitalisation. Sa valeur a alors dépassé LVMH ou SAP grâce au succès de son traitement contre le diabète Ozempic, détourné pour maigrir, ou celui contre l'obésité Wegovy. Le début d'année 2025 est beaucoup plus difficile pour le danois, victime de résultats d'essais cliniques décevants pour l'un de ses potentiels produits phares. Il est aussi sous la menace d'une renégociation du prix de ses médicaments aux Etats-Unis, où il réalise 60 % de son chiffre d'affaires. ■

SYLVIE ANDREAU

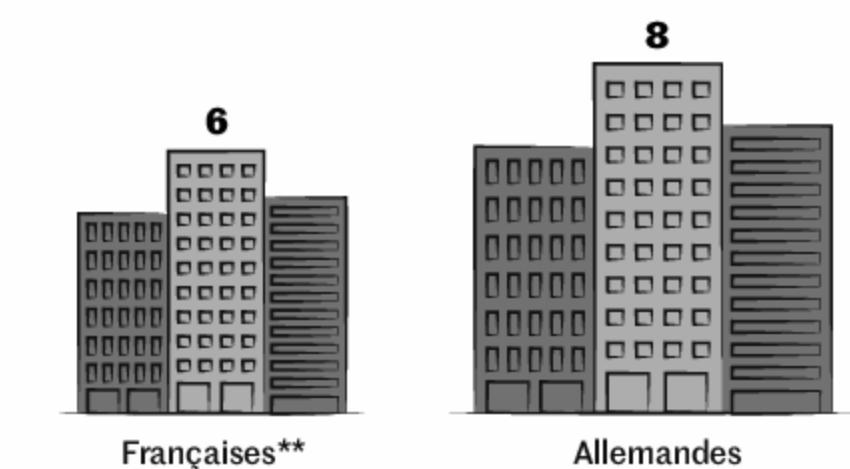
Le cours du CAC 40 historiquement haut



Top 5 des capitalisations boursières du CAC 40, en milliards d'euros



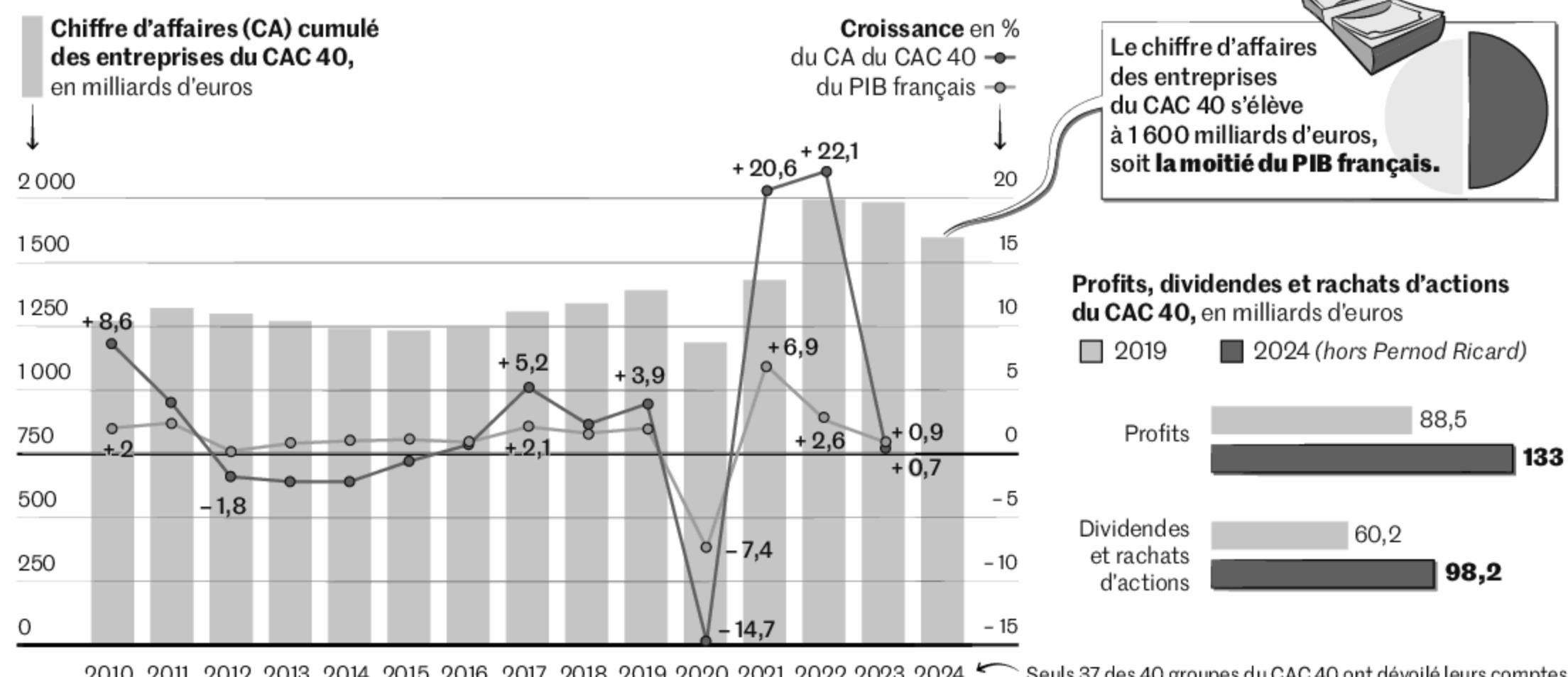
Nombre d'entreprises dans le top 100 mondial des plus gros chiffres d'affaires en 2024, par nationalité



** En comptant le groupe franco-italien Stellantis

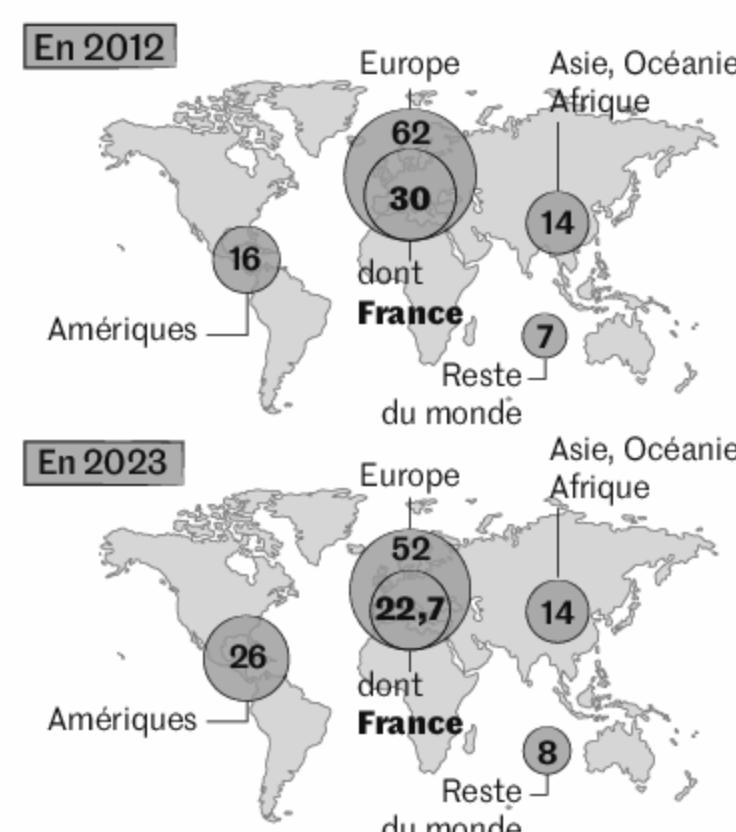
Sources : Boursorama ; Allfunds Tech Solutions ; Statista ; EY ; Banque mondiale ; ministère de l'économie ; Observatoire des multinationales ; Ricol Lasteyrie ; Impact ; Insee ; Urssaf ; Rapport d'information n° 1538, Assemblée nationale, 2023

La croissance des grandes entreprises plus forte que celle de l'économie française

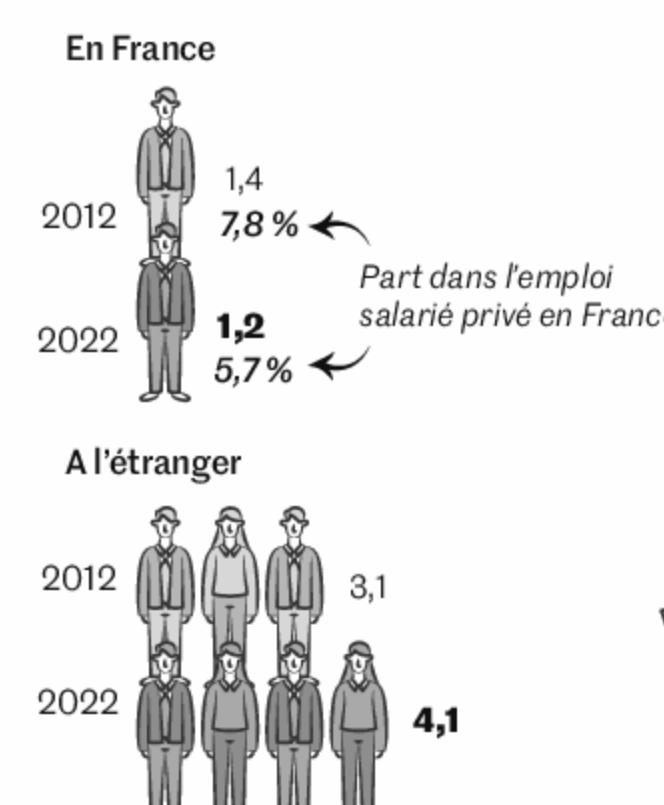


Une activité de plus en plus délocalisée

Répartition géographique du chiffre d'affaires du CAC 40, en %

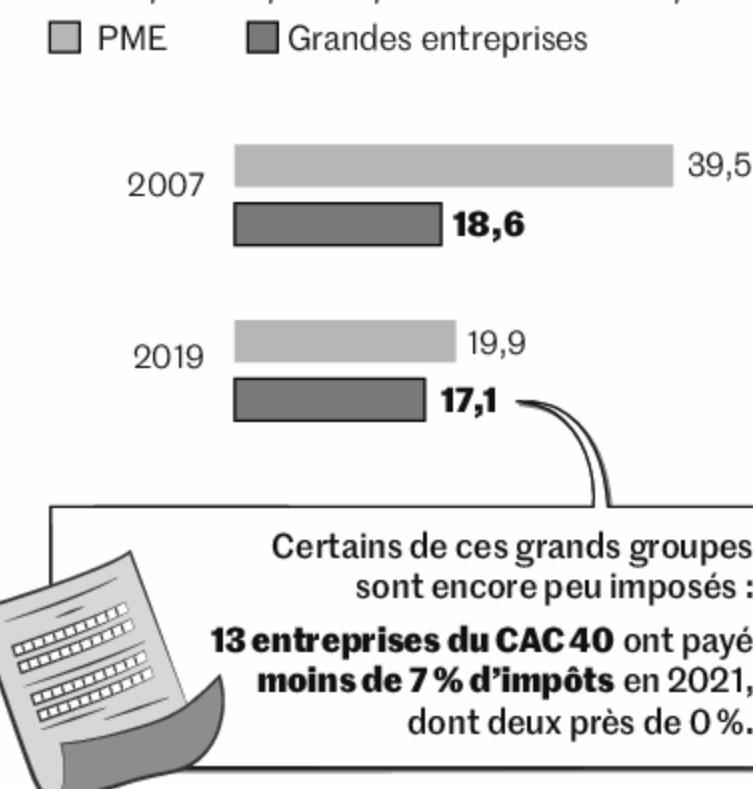


Emplois des entreprises du CAC 40, en millions de personnes



Taux d'impôt payé par type d'entreprises en France, en %

Taux implicite après reports et crédits d'impôt



Infographie Le Monde : Julie Cassotti, Audrey Lagadec et Benjamin Martinez

tête du classement, suivie de près par LVMH avec une croissance d'environ 2500 personnes. Enfin, Veolia Environnement a également enregistré une évolution notable, avec une augmentation de 1850 collaborateurs.

S'il n'est plus un gros employeur, le CAC 40 reste un fort contributeur en matière d'efforts de recherche et développement (R&D). Il reste très actif au regard du nombre de brevets déposés auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI). En 2023, sur les dix premiers «déposants», on retrouvait sept groupes du CAC 40, en tête desquels Safran et Stellantis.

«TAUX IMPLICITE» EN HAUSSE

Un autre sujet concentre les critiques : les impôts payés en France par les groupes du CAC 40. Ils illustrent eux aussi la contribution limitée de cette élite aux finances de l'Etat. «Cela fait des années que nous dressons le constat que les groupes du CAC 40 ne paient pas une juste part, que le sujet est opaque et que, quand on a besoin de recettes fiscales supplémentaires, il est légitime de s'y intéresser», explique Layla Abdelké Yakoub, responsable plaidoyer justice fiscale et inégalité de l'ONG contre la pauvreté Oxfam France.

L'Association française des entreprises privées (AFEP), elle, s'oppose à la révision de la fiscalité appliquée aux sièges sociaux et à celle du capital, car, note-t-elle dans son rapport d'activité 2023, «la clientèle et les investisseurs français des grandes entreprises du CAC 40 ne représentent plus respectivement que 12 % et 60 % [de leur clientèle totale et de tous leurs investisseurs, et] il faut préserver ce "miracle français" qui fait de notre pays le cinquième Etat de localisation des plus grandes entreprises du monde».

En 2023, une mission parlementaire ayant eu accès à des données du Trésor a révélé que le taux effectivement payé par les grandes entreprises, dit «taux implicite», est désormais proche de celui versé par les plus petites. L'écart n'est plus que de 1,6 point en faveur des plus grandes. Reste que les profits des grands groupes progressent beaucoup plus vite que les taxes qu'ils versent à l'Etat. En 2021, le montant moyen de l'impôt payé par les entreprises du CAC 40 était d'environ 191 millions d'euros pour un bénéfice imposable moyen de 750 millions d'euros, soit un taux d'impôt sur les sociétés de 25 %. Cette moyenne cache de grandes disparités : vingt d'entre elles avaient déclaré un impôt inférieur à 18 millions d'euros, dont sept un montant inférieur à 10 millions pour un ré-

sultat fiscal supérieur à 100 millions. Deux entreprises affichaient même un taux d'imposition proche de zéro alors que leurs bénéfices «excédaient plusieurs centaines de millions». «Notre mission a abouti, entre autres, à la mise en place d'un programme de contrôles aléatoires et à l'augmentation des moyens de la direction générale des finances publiques», se satisfait Jean-René Zeneuve, député Renaissance du Gers et rapporteur de la mission.

Pour lui, l'excellence des groupes français en matière d'ingénierie fiscale est une réalité, comme le prouve leur optimisation du crédit d'impôt recherche. Seules quatre sociétés publient l'impact de ce dispositif sur les impôts qu'elles paient. Parmi elles, TotalEnergies, qui, en 2022, a bénéficié de 91 millions d'euros de crédit d'impôt recherche. Finalement, le groupe s'est acquitté de 612 millions d'euros en impôts de toute nature en France, contre 33 milliards dans les pays où sont implantées ses filiales. «La globalisation est une réalité depuis une trentaine d'années», rappelle Kevin Thozet, membre du comité d'investissement de Carmignac, une société de gestion française qui gère 34 milliards d'euros. Si les sociétés du CAC 40 performent, c'est que les investisseurs croient à leur potentiel de développement à l'étranger.»

Cette dynamique se poursuit en vitesse accélérée. Les flux d'investissements directs de

SI L'INDICE EST PEU REPRÉSENTATIF DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, IL EST CORRÉLÉ À LA CROISSANCE MONDIALE

groupes français à l'étranger recensés par la Banque de France sont atteint, en 2023, près de 67,2 milliards d'euros, soit le niveau le plus élevé depuis 2018. En dix ans, les entreprises du CAC 40, tirées par celles du secteur industriel, ont constitué un patrimoine d'un montant de 684 milliards d'euros hors de France. «Les sociétés du CAC 40 sont un peu à la France ce que les Gafam [Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft] sont aux Etats-Unis. D'ailleurs, elles ont adopté le modèle du capitalisme américain. Elles avalent plus de compétiteurs qu'elles ne se font avaler», résume Olivier Passet.

En 2024, encore, les champions français ont continué à pousser leurs pions à l'étranger. Thales, le géant français de la défense et de l'aéronautique, a finalisé deux acquisitions dans deux de ses métiers-clés : la connectivité et la surveillance. Airbus s'est renforcé par des rachats dans la cybersécurité et les drones militaires. TotalEnergies a déboursé 1,57 milliard d'euros pour s'offrir l'allemand VSB Group (énergies renouvelables). Bureau Veritas, qui a rejoint le CAC 40 en 2024, en remplacement de Vivendi, a mené pas moins de dix acquisitions cette même année.

Pour Arnaud Leroi, spécialiste en fusions-acquisitions chez Bain & Company, rien n'indique que le mouvement va ralentir. Au contraire, il prévoit une offensive des poids

lourds français en 2025. Etendre leur territoire de jeu fait partie de leur plan. Et si l'indice est peu représentatif de l'économie française, il est corrélé à la croissance mondiale. «Leurs bilans sont sains, leurs équipes de management solides, leurs stratégies lucides, efficaces. Ils ont retrouvé des capacités d'emprunt avec la détente des taux d'intérêt. S'il y a un train à prendre, ils le prendront.»

Cette expansion internationale pèse, certes, sur la balance commerciale. Les biens produits hors de France sont autant de revenus d'exportation en moins. Mais la présence des sièges sociaux des 40 champions nationaux soulage le déficit vertigineux en améliorant la balance des paiements nationale.

«La comptabilité nationale évalue les flux des entreprises de plus de 5000 salariés et ne distingue pas celles du CAC 40, mais on sait qu'elles rapatrient les profits de l'étranger et que cela a un effet sur la balance courante», souligne l'économiste Patrick Artus. En clair, la France n'a toujours pas de pétrole, mais tout à gagner à avoir le siège de TotalEnergies et des autres entreprises du CAC 40 sur son territoire. Sans oublier le facteur culturel. Au pays de Colbert, on cultive toujours le mythe du grand champion forcément plus proche de l'Etat et symbole de puissance. L'intendance, le reste de l'économie française, suivra. ■

SYLVIE ANDREAU

La Compagnie du Mississippi ou le premier krach boursier d'une multinationale

L'HISTOIRE de l'une des plus anciennes sociétés de la Bourse de Paris, et la plus tristement célèbre, démontre déjà l'intérêt marqué des investisseurs pour le développement à l'international. A la création de la Compagnie du Mississippi, en 1684, la Bourse n'est qu'un rassemblement de négociants de la rue de Quincampoix, à Paris. La société veut établir une colonie française à l'embouchure du Mississippi. L'aventure échoue, mais les promesses d'exploitation des ressources de la Louisiane française convainquent des dizaines d'investisseurs.

L'homme d'affaires écossais John Law (1671-1729), qui deviendra contrôleur des finances de Louis XV, en prend le contrôle en 1717 et se voit attribuer le monopole du commerce avec les colonies françaises d'Amérique du Nord et

des Indes orientales pour vingt-cinq ans, assorti d'un généreux prêt royal. Il rachète bientôt la Compagnie des Indes orientales, la Compagnie de Chine et d'autres sociétés commerciales. La promesse de ce commerce lucratif affole les cercles financiers au point d'entraîner l'une des toutes premières bulles spéculatives au monde.

La première est survenue en 1637 aux Pays-Bas. Le pays a connu un engouement pour les bulbes de tulipes tel que le prix d'un seul s'est envolé jusqu'à atteindre l'équivalent de dix à quinze ans de salaire d'un artisan qualifié, avant de s'effondrer.

Quand il pose ses valises à Paris, John Law a un passé sulfureux. L'Ecossais a quitté le Royaume-Uni condamné pour le meurtre d'un rival amoureux lors d'un duel. D'abord installé à Ams-

terdam, il y découvre la Bourse, la première au monde, créée en 1604 pour financer la Compagnie néerlandaise des Indes orientales. Il passe ensuite par Venise, où se développent les billets remplaçant la monnaie.

Des billets contre de l'or

John Law veut en importer l'usage mais se heurte au scepticisme de Louis XIV. A la mort du souverain, l'Etat est en faillite. John Law est appelé par le Régent, le duc Philippe d'Orléans (1674-1723). Il rassemble ses compagnies orientales en une entité et crée la Banque générale, institution privée qui sera la première à émettre des billets contre de l'or.

C'est devant son siège, rue Vivienne, à Paris, que les petits actionnaires de

la Compagnie du Mississippi se rassemblent, le 17 juillet 1720, paniqués par la faillite de la société qui a utilisé ses comptes pour refinancer la dette de l'Etat. Une bousculade provoque la mort d'une quinzaine de personnes.

C'est la fin du «système» de Law et de la première expérience de papier-monnaie en France. Edgar Faure (1908-1988), ministre sous Charles de Gaulle et Georges Pompidou, relate cet épisode dans *La Banqueroute de Law (17 juillet 1720)* (Gallimard, «Trente journées qui ont fait la France», n°15), paru en 1977. Il qualifie John Law d'inventeur du système monétaire et de ministre «le plus original de l'histoire de France». Les théories de Law sont encore enseignées dans les cours d'histoire de l'économie. ■

S.A.N.

L'humour, des réseaux sociaux à la scène

La notoriété d'un certain nombre de stand-uppers, comme Moguiz ou Marine Leonardi, a démarré sur l'écran des smartphones

ENQUÊTE

Ses quarante premières dates de représentation ont été vendues en dix-huit heures ! » Jean Robert-Charrier, directeur des théâtres des Bouffes Parisiens et de la Porte-Saint-Martin, à Paris, n'en revient toujours pas. *Coucou!*, le spectacle de Moguiz a fait salle comble au Petit Saint-Martin durant tout le mois de février et affiche déjà complet du 2 au 31 mai pour sa reprise. Vous ne connaissez pas Moguiz ? Rien de plus normal si vous ne suivez pas ses vidéos sur les réseaux sociaux.

Ce Montpelliérain âgé de 29 ans n'aurait lui-même jamais imaginé se retrouver un jour sur scène. « L'idée me terrorisait », dit-il. Mais voilà : il est suivi sur Instagram par 1,1 million de personnes qui, apparemment, se régale de ses courtes pastilles humoristiques qu'il poste quotidiennement de sa chambre et parfois de dehors. Des petites tranches de vie banale racontées face caméra dans lesquelles Moguiz, souvent perruqué, met en scène des personnages ordinaires (collègue de travail, professeur de technologie, caissière, etc.).

Avec son regard tendre, ses yeux de cocker et sa voix de gentil, Moguiz le ronduillard, doux mélange de Jacques Villeret et de Karim Leklou, alliant jovialité et timidité, a conquis les réseaux sociaux. Alors, quand son chien Gohan – un golden retriever aussi star que son maître – s'est mis, dans une vidéo, à courir pour entrer dans un théâtre et annoncer *Coucou!*, sa communauté de followers s'est précipitée sur cette proposition de le découvrir «en vrai».

Thibault alias Moguiz (pseudonyme issu de Gizmo à l'envers, le petit personnage gentil des Gremlins) se définit comme « un ancien youtubeur de pâte à prout devenu humoriste ». Car avant ses mini-sketchs, il faisait des vidéos de pâte slime à faire soi-même. Désormais, il est un exemple emblématique de ces notoriétés fulgurantes nées sur Instagram et qui se prolongent en salles à guichets fermés. « Jusqu'à aujourd'hui, ma seule expérience théâtrale était un spectacle de fin d'année en classe de 5^e. J'avais une phrase et un décor à changer. Observez le chemin parcouru et merci pour votre bienveillance », résume sur scène Moguiz devant un pu-



Moguiz et son chien Gohan, en novembre 2024. BENJAMIN GUILLONNEAU

blic ravi de retrouver certains de ses personnages et de l'écouter raconter un peu sa vie.

C'est le réalisateur et scénariste Thibault Segouin, fan de ses vidéos, qui l'a contacté fin mars 2024 pour lui proposer d'écrire un spectacle et de le mettre en scène. Et c'est Jean Robert-Charrier, lui aussi inconditionnel de ses pastilles sur Instagram, qui l'a convaincu de monter sur un plateau. « Je suis persuadé qu'il peut devenir acteur », estime ce directeur de théâtre. « Je ne connaissais pas du tout ce milieu. Merci à l'algorithme d'avoir mis mes vidéos sur le fil de ces professionnels », résume Moguiz.

Sans relations presse

Il n'est ni le premier ni le dernier humoriste à passer directement du follower au spectateur, à transformer une expérience gratuite en tickets payants et salles pleines, quasiment sans relations presse. Signe des temps, la cérémonie des premiers Auguste de l'humour (qui tentent de devenir aux comiques ce que les Molières sont au théâtre), organisée, lundi 3 février, à Lille à l'occasion du festival Lilliarous, comportait une catégorie « artiste de vidéos Web d'humour de l'année ».

Aux côtés de Marine Leonardi (environ 685 000 followers sans compter TikTok), Amandine Lourdel (152 000), Blandine Lehout (231 000) et Tom Baldetti (556 000), c'est Diane Segard (966 000) qui fut récompensée. Et durant les Etats généraux de l'humour qui se sont tenus en parallèle du festival lillois, il a souvent été question du poids des réseaux sociaux devenus depuis quelques années le meilleur des bouche-à-oreille. « Pour notre programmation, nous prenons en compte le nombre d'abonnés sur Instagram. A partir de 150 000, on sait qu'on va remplir la salle », reconnaît Florian Hanssens, directeur du café-théâtre Le Spotlight, à Lille.

« A partir de 150 000 abonnés sur Instagram, on sait qu'on va remplir la salle »

FLORIAN HANSSENS
directeur de café-théâtre

Soudain, une clameur de trentenaires envahit le théâtre. Sa communauté en ligne est de sortie. Marine Leonardi est en terrain conquis et peut se lâcher avec entrain. Accouplement et corps en vrac, baisse de libido (*« La dernière fois que j'ai mouillé ma culotte, j'étais assise sur le rebord de la baignoire »*), partage des tâches domestiques (*« Un homme qui cuisine est un demi-dieu mais, derrière, il y a une femme qui nettoie »*), éducation positive (*« impossible à appliquer »*), la trentenaire joue la carte de la franchise. L'univers familial, la maternité, les mères au bout du rouleau ont aussi inspiré Diane Segard et sa galerie de personnages, aujourd'hui sur scène dans *Parades*, ou encore le stand-up de Blandine Lehout intitulé *La Vie de ta mère*.

Toutes les deux tentaient de devenir comédiennes avant de se mettre à faire des vidéos sur les réseaux sociaux. La première plutôt dans le théâtre classique, la seconde dans le boulevard. Au-delà des rapides reconversions professionnelles à l'image de Marine Leonardi, Instagram peut aussi susciter un rebond bienvenu et inattendu pour des comédiens et comédiennes en mal de travail et qui doutent face à l'avenir. La période du Covid-19 a constitué un vrai tournant et a accéléré le processus de « notoriétés algorithmées », comme les appelle Gad Elmaleh, en faisant des réseaux sociaux un support indispensable pour continuer à exister et en révélant de nouveaux visages.

« Ça a quand même changé ma vie », reconnaît Thomas Poitevin. Après un seul-en-scène en 2018 qui n'avait pas décollé, ce comédien âgé de 45 ans commençait à « glisser » vers d'autres horizons professionnels. Juste avant le confinement en 2020, il lance sa page Instagram comme « une cour de récré, pour tester des choses et [s]'amuser ». Ses vidéos de personnages truculents et perru-

« Quelques minutes sur les réseaux ne disent pas si l'humoriste peut tenir sur la longueur d'un spectacle »

EMMANUEL PATRIGNANI
directeur de théâtre

qués fonctionnent si bien que Thomas Poitevin est contacté par la scène nationale de Séanart (Seine-et-Marne). Ainsi est né son excellent spectacle intitulé *Thomas joue ses perruques* qui compta 300 représentations à travers la France, un beau « succès d'estime », relativise-t-il, lui qui n'a « que » 93 000 followers.

« Cela a été une expérience joyeuse qui m'a permis de rencontrer un public, mais je ne suis pas très doué avec l'utilisation des réseaux sociaux. Il faut comprendre comment fonctionne l'algorithme, quel est le meilleur moment pour poster une vidéo. Et puis j'ai eu du mal avec la brièveté. Les vidéos de moins d'une minute cartonnent plus, alors que les miennes étaient de deux à trois minutes. Mais c'est un laboratoire de création et un bel outil pour rester en contact avec son audience et avoir des retours. »

En pleine préparation d'un nouveau spectacle – cette fois sans perruque –, Thomas Poitevin se dit à la fois « reconnaissant » de ce que lui ont apporté les réseaux sociaux et « inquiet » que cela devienne « une norme, un modèle », avec le risque de « léser » ceux qui ont « des bons textes, bien joués ». « Des pastilles vidéo ne font pas un spectacle », résume-t-il.

Une carrière éphémère

Et une carrière éclair peut devenir éphémère. « L'attention des gens s'est déportée sur les réseaux sociaux. Tant mieux pour les artistes, ça évite les phases de galère, mais ils perdent une période formative », considère Waly Dia, dont la carrière s'est construite sur scène pas à pas. « Quelques minutes sur les réseaux ne disent pas si l'humoriste peut tenir sur la longueur d'un spectacle », estime Emmanuel Patrignani, directeur du Théâtre Paul-Eluard à Bezons (Val-d'Oise) qui programme, chaque année, quelques one-man-shows et se sent « un peu perdu » face à la prolifération de propositions.

« Certains veulent aller trop vite. Ce n'est pas parce qu'ils ont beaucoup de followers qu'ils vont remplir dans toute la France, une partie du public n'est pas sur Instagram », constate Loïc Bonnet, programmeur et directeur des Théâtres à l'Ouest et président de l'association Théâtres privés en régions. « On sait tous qu'il y a des spectacles qui ne sont pas à la hauteur du remplissage », glisse Florian Hanssens.

Malgré son succès sur scène, Moguiz continue à poster des vidéos, « pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer au théâtre » et pour ne pas être oublié. Après avoir cru « mourir de trac » avant sa première à Paris, il est désormais « très heureux ». « Je ne réfléchis pas beaucoup, j'y vais mais je ne m'excuse plus d'être là ». Lui qui rêverait de jouer le rôle de Jacques Villeret dans une reprise du *Dîner de cons* sera, en octobre, à l'affiche d'un film très attendu d'un réalisateur connu. Mais chut !, on lui a demandé de garder le secret. ■

SANDRINE BLANCHARD

Coucou!, de Moguiz et Thibault Segouin, avec Moguiz. Théâtre du Petit-Saint-Martin, Paris 10^e. Du 1^{er} mai au 28 juin.
Mauvaise graine, de et avec Marine Leonardi, à Paris (complet, dernières places au Théâtre de l'Atelier, du 20 novembre au 20 décembre) et en tournée.
Parades, de Diane Segard et Mathilde Guétré-Rguieg, avec Diane Segard, en tournée.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR THIERRY BEAUDET PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

LE printemps de l'économie

EMPAREZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE !

ACTION PUBLIQUE ! NOUVELLE ÈRE, NOUVEAUX DÉFIS

30 CONFÉRENCES-DÉBATS | 120 INTERVENANTS | AU CESE

DU 18 AU 21 MARS 2025

PRINTEMPSDELECO.FR


**13^e
ÉDITION**


**PROGRAMME
ET INFORMATIONS**

L'humour, des réseaux sociaux à la scène

La notoriété d'un certain nombre de stand-uppers, comme Moguiz ou Marine Leonardi, a démarré sur l'écran des smartphones

ENQUÊTE

Ses quarante premières dates de représentation ont été vendues en dix-huit heures ! » Jean Robert-Charrier, directeur des théâtres des Bouffes Parisiens et de la Porte-Saint-Martin, à Paris, n'en revient toujours pas. *Coucou!*, le spectacle de Moguiz a fait salle comble au Petit Saint-Martin durant tout le mois de février et affiche déjà complet du 2 au 31 mai pour sa reprise. Vous ne connaissez pas Moguiz ? Rien de plus normal si vous ne suivez pas ses vidéos sur les réseaux sociaux.

Ce Montpelliérain âgé de 29 ans n'aurait lui-même jamais imaginé se retrouver un jour sur scène. « L'idée me terrorisait », dit-il. Mais voilà : il est suivi sur Instagram par 1,1 million de personnes qui, apparemment, se régale de ses courtes pastilles humoristiques qu'il poste quotidiennement de sa chambre et parfois de dehors. Des petites tranches de vie banale racontées face caméra dans lesquelles Moguiz, souvent perruqué, met en scène des personnages ordinaires (collègue de travail, professeur de technologie, caissière, etc.).

Avec son regard tendre, ses yeux de cocker et sa voix de gentil, Moguiz le ronduillard, doux mélange de Jacques Villeret et de Karim Leklou, alliant jovialité et timidité, a conquis les réseaux sociaux. Alors, quand son chien Gohan – un golden retriever aussi star que son maître – s'est mis, dans une vidéo, à courir pour entrer dans un théâtre et annoncer *Coucou!*, sa communauté de followers s'est précipitée sur cette proposition de le découvrir «en vrai».

Thibault alias Moguiz (pseudonyme issu de Gizmo à l'envers, le petit personnage gentil des Gremlins) se définit comme « un ancien youtubeur de pâte à prout devenu humoriste ». Car avant ses mini-sketchs, il faisait des vidéos de pâte slime à faire soi-même. Désormais, il est un exemple emblématique de ces notoriétés fulgurantes nées sur Instagram et qui se prolongent en salles à guichets fermés. « Jusqu'à aujourd'hui, ma seule expérience théâtrale était un spectacle de fin d'année en classe de 5^e. J'avais une phrase et un décor à changer. Observez le chemin parcouru et merci pour votre bienveillance », résume sur scène Moguiz devant un pu-



Moguiz et son chien Gohan, en novembre 2024. BENJAMIN GUILLONNEAU

blic ravi de retrouver certains de ses personnages et de l'écouter raconter un peu sa vie.

C'est le réalisateur et scénariste Thibault Segouin, fan de ses vidéos, qui l'a contacté fin mars 2024 pour lui proposer d'écrire un spectacle et de le mettre en scène. Et c'est Jean Robert-Charrier, lui aussi inconditionnel de ses pastilles sur Instagram, qui l'a convaincu de monter sur un plateau. « Je suis persuadé qu'il peut devenir acteur », estime ce directeur de théâtre. « Je ne connaissais pas du tout ce milieu. Merci à l'algorithme d'avoir mis mes vidéos sur le fil de ces professionnels », résume Moguiz.

Sans relations presse

Il n'est ni le premier ni le dernier humoriste à passer directement du follower au spectateur, à transformer une expérience gratuite en tickets payants et salles pleines, quasiment sans relations presse. Signe des temps, la cérémonie des premiers Auguste de l'humour (qui tentent de devenir aux comiques ce que les Molières sont au théâtre), organisée, lundi 3 février, à Lille à l'occasion du festival Lilliarous, comportait une catégorie « artiste de vidéos Web d'humour de l'année ».

Aux côtés de Marine Leonardi (environ 685 000 followers sans compter TikTok), Amandine Lourdel (152 000), Blandine Lehout (231 000) et Tom Baldetti (556 000), c'est Diane Segard (966 000) qui fut récompensée. Et durant les Etats généraux de l'humour qui se sont tenus en parallèle du festival lillois, il a souvent été question du poids des réseaux sociaux devenus depuis quelques années le meilleur des bouche-à-oreille. « Pour notre programmation, nous prenons en compte le nombre d'abonnés sur Instagram. A partir de 150 000, on sait qu'on va remplir la salle », reconnaît Florian Hanssens, directeur du café-théâtre Le Spotlight, à Lille.

« A partir de 150 000 abonnés sur Instagram, on sait qu'on va remplir la salle »

FLORIAN HANSSENS
directeur de café-théâtre

Soudain, une clameur de trentenaires envahit le théâtre. Sa communauté en ligne est de sortie. Marine Leonardi est en terrain conquis et peut se lâcher avec entrain. Accouplement et corps en vrac, baisse de libido (*« La dernière fois que j'ai mouillé ma culotte, j'étais assise sur le rebord de la baignoire »*), partage des tâches domestiques (*« Un homme qui cuisine est un demi-dieu mais, derrière, il y a une femme qui nettoie »*), éducation positive (*« impossible à appliquer »*), la trentenaire joue la carte de la franchise. L'univers familial, la maternité, les mères au bout du rouleau ont aussi inspiré Diane Segard et sa galerie de personnages, aujourd'hui sur scène dans *Parades*, ou encore le stand-up de Blandine Lehout intitulé *La Vie de ta mère*.

Toutes les deux tentaient de devenir comédiennes avant de se mettre à faire des vidéos sur les réseaux sociaux. La première plutôt dans le théâtre classique, la seconde dans le boulevard. Au-delà des rapides reconversions professionnelles à l'image de Marine Leonardi, Instagram peut aussi susciter un rebond bienvenu et inattendu pour des comédiens et comédiennes en mal de travail et qui doutent face à l'avenir. La période du Covid-19 a constitué un vrai tournant et a accéléré le processus de « notoriétés algorithmées », comme les appelle Gad Elmaleh, en faisant des réseaux sociaux un support indispensable pour continuer à exister et en révélant de nouveaux visages.

« Ça a quand même changé ma vie », reconnaît Thomas Poitevin. Après un seul-en-scène en 2018 qui n'avait pas décollé, ce comédien âgé de 45 ans commençait à « glisser » vers d'autres horizons professionnels. Juste avant le confinement en 2020, il lance sa page Instagram comme « une cour de récré, pour tester des choses et [s]'amuser ». Ses vidéos de personnages truculents et perru-

« Quelques minutes sur les réseaux ne disent pas si l'humoriste peut tenir sur la longueur d'un spectacle »

EMMANUEL PATRIGNANI
directeur de théâtre

qués fonctionnent si bien que Thomas Poitevin est contacté par la scène nationale de Séanart (Seine-et-Marne). Ainsi est né son excellent spectacle intitulé *Thomas joue ses perruques* qui compta 300 représentations à travers la France, un beau « succès d'estime », relativise-t-il, lui qui n'a « que » 93 000 followers.

« Cela a été une expérience joyeuse qui m'a permis de rencontrer un public, mais je ne suis pas très doué avec l'utilisation des réseaux sociaux. Il faut comprendre comment fonctionne l'algorithme, quel est le meilleur moment pour poster une vidéo. Et puis j'ai eu du mal avec la brièveté. Les vidéos de moins d'une minute cartonnent plus, alors que les miennes étaient de deux à trois minutes. Mais c'est un laboratoire de création et un bel outil pour rester en contact avec son audience et avoir des retours. »

En pleine préparation d'un nouveau spectacle – cette fois sans perruque –, Thomas Poitevin se dit à la fois « reconnaissant » de ce que lui ont apporté les réseaux sociaux et « inquiet » que cela devienne « une norme, un modèle », avec le risque de « léser » ceux qui ont « des bons textes, bien joués ». « Des pastilles vidéo ne font pas un spectacle », résume-t-il.

Une carrière éphémère

Et une carrière éclair peut devenir éphémère. « L'attention des gens s'est déportée sur les réseaux sociaux. Tant mieux pour les artistes, ça évite les phases de galère, mais ils perdent une période formative », considère Waly Dia, dont la carrière s'est construite sur scène pas à pas. « Quelques minutes sur les réseaux ne disent pas si l'humoriste peut tenir sur la longueur d'un spectacle », estime Emmanuel Patrignani, directeur du Théâtre Paul-Eluard à Bezons (Val-d'Oise) qui programme, chaque année, quelques one-man-shows et se sent « un peu perdu » face à la prolifération de propositions.

« Certains veulent aller trop vite. Ce n'est pas parce qu'ils ont beaucoup de followers qu'ils vont remplir dans toute la France, une partie du public n'est pas sur Instagram », constate Loïc Bonnet, programmeur et directeur des Théâtres à l'Ouest et président de l'association Théâtres privés en régions. « On sait tous qu'il y a des spectacles qui ne sont pas à la hauteur du remplissage », glisse Florian Hanssens.

Malgré son succès sur scène, Moguiz continue à poster des vidéos, « pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer au théâtre » et pour ne pas être oublié. Après avoir cru « mourir de trac » avant sa première à Paris, il est désormais « très heureux ». « Je ne réfléchis pas beaucoup, j'y vais mais je ne m'excuse plus d'être là ». Lui qui rêverait de jouer le rôle de Jacques Villeret dans une reprise du *Dîner de cons* sera, en octobre, à l'affiche d'un film très attendu d'un réalisateur connu. Mais chut !, on lui a demandé de garder le secret. ■

SANDRINE BLANCHARD

Coucou!, de Moguiz et Thibault Segouin, avec Moguiz. Théâtre du Petit-Saint-Martin, Paris 10^e. Du 1^{er} mai au 28 juin.
Mauvaise graine, de et avec Marine Leonardi, à Paris (complet, dernières places au Théâtre de l'Atelier, du 20 novembre au 20 décembre) et en tournée.
Parades, de Diane Segard et Mathilde Guétré-Rguieg, avec Diane Segard, en tournée.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR THIERRY BEAUDET PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

LE printemps de l'économie

EMPAREZ-VOUS DE L'ÉCONOMIE !

ACTION PUBLIQUE ! NOUVELLE ÈRE, NOUVEAUX DÉFIS

30 CONFÉRENCES-DÉBATS | 120 INTERVENANTS | AU CESE

DU 18 AU 21 MARS 2025

PRINTEMPSDELECO.FR

13^e ÉDITION

Jean-François Téaldi Journaliste



A Montreuil (Seine-Saint-Denis), en 2009. DENIS/REA

usqu'à ces dernières semaines, Jean-François Téaldi partageait sur son compte Facebook ses passions et ses indignations. Des captures d'écran de Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, ou de Fabien Roussel, le maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) et secrétaire national du Parti communiste français. Des clichés de fêtes avec des camarades. Des communiqués de «son» syndicat, le SNJ-CGT. Celui du 4 mars, annonçant la condamnation de deux anciens dirigeants du *Canard enchaîné* pour discrimination syndicale, aura été le dernier.

On est tenté d'y voir une forme de synthèse de la vie de celui qui, en 2017, se présentait comme «journaliste, syndicaliste, communiste» dans un livre paru aux éditions Tirésias-Michel Reynaud. Jean-François Téaldi, que ses amis n'appelaient pas autrement que «Jeff» (ou «Jef»), a perdu son dernier combat mercredi 12 mars, emporté à 73 ans par un cancer du pancréas contre lequel il luttait depuis trois ans.

Le sous-titre de son livre précisait : «*Trente-sept ans d'un combat dans l'audiovisuel public*». C'est en effet à France Télévisions que ce natif de Cannes (Alpes-Maritimes) a mené l'essentiel de sa carrière professionnelle et militante. Après des débuts de pigiste multicarte à *Nice-Matin*, France 3 Côte d'Azur ou France Inter, dans la foulée d'une maîtrise de sociologie décrochée en 1977, il intègre France 3 Méditerranée d'où il couvre des événements comme le massacre libanais de Sabra et Chatila en 1982, ou la guerre entre l'Iran et l'Irak durant les années 1980.

Responsable syndical

Présentateur du magazine régional de société «*Témoin*», il anime les soirées électorales entre 1981 et 2001, accédant entretemps au poste de rédacteur en chef adjoint à France 3 Côte d'Azur, où il laisse le souvenir d'un professionnel exigeant, soucieux de justesse et d'honnêteté – en laquelle il croyait davantage qu'au principe d'objectivité. Après avoir créé la chaîne France 3 Nice entre 2001 et 2002, il achève sa carrière professionnelle en 2015 avec le titre de rédacteur en chef à France Télévisions, chargé des questions méditerranéennes.

Le groupe doit probablement quelques jours de grève à celui qui avait été secrétaire général du SNJ-CGT de France 3 (1981-1992), puis secrétaire général du SNJ-CGT à France Télévisions et pour l'ensemble de l'audiovisuel public et privé (2002-2012). «*Je salue la mémoire d'un très grand défenseur*»

AUDE DASSONVILLE

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)
soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr
L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Mme Lise Baume, sa sœur, M. Pierre Bourlon (†), son frère, M. Philippe Logak et Mme Zoé Housez-Logak, M. Alain Aubry et Mme Judith Housez-Aubry, ses enfants, François et Simon, Louis et Charles, ses petits-fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès, entourée des siens, à son domicile, de

Mme Ève BAUME,
23 septembre 1939 - 6 mars 2025,
grande voyageuse,
chef d'entreprise,
engagée pour plus de justice sociale.

Une cérémonie civile sera célébrée le lundi 24 mars, à 13 h 30, en la salle de la Coupole, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Loverchy, à Annecy (Haute-Savoie), dans le caveau familial.

Vous pouvez écrire à ses filles : zoelogak@yahoo.fr judith.houseaubry@yahoo.com

François Beaudonnet, son époux, Eric et Pascale Beaudonnet, Hélène et Casimir Nievadomsky, Gilles et Véronique Beaudonnet, ses fils et leurs conjoints, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Anne-Marie BEAUDONNET,
née DURAND,

surviven dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Deneuille-lès-Chantelle (Allier).

M. et Mme Jean et Marie Jeanne Bourdiau-Guedj, son frère et sa belle-sœur, M. Christophe Le Pouhalec et Mme Delphine Caudron-Bourdieu, ses neveux, Mme Francine Sudaka, sa belle-sœur, M. et Mme Paul et Jeanette Gaulin, ses cousins, Mme Myriam Kozlowski, Mme Chantal Thévenin Et tous ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Renée Anna BOURDIAU,
divorcée RAPPOORT,

surviven le 9 mars 2025, des suites d'une longue et cruelle maladie qu'elle a affrontée jusqu'au bout.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

La famille tient à remercier les hôpitaux de Paris, Tenon et Bretonneau.

Société éditrice du «Monde» SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du «Monde», directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Brouillard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalreau, Alexis Delcambe, Anne Eyma, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Frédérique Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Koten
Rédaction en chef Laurent Borreron, Emmanuel Davidenoff (Événements), Frédéric Gautherot, Michel Guérin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (chef de édition), Alain Salles (Débats et idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice de ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Alain Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Paris. Safi.

Marcel Perrier, son compagnon, Marie-Claire Simon et Jean-François Codaccioni, son frère et sa sœur, leurs enfants et petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Dominique CODACCIONI,

survenu le 7 mars 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Une cérémonie funéraire aura lieu le 20 mars, à 13 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Selon son souhait, vous pouvez faire un don à l'Association Syndromes d'Ehlers-Danlos.

La famille tient à remercier le professeur Jean-Philippe Spano ainsi que son équipage à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris 13^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

delfsim@gmail.com

Amy,

son épouse, Martin et Anne, Bastien et Lola, ses fils et leurs épouses, Jules, Benjamin, Antoine, Alice, Prune, ses petits-enfants, la mère de ses fils, Laurette Jancovici, ont la tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingts ans, de

Dominique COLAS,

professeur émérite de science politique à Science-Po Paris, chercheur au CERI (Centre de recherches internationales).

La cérémonie se déroulera le 19 mars 2025, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Les condoléances peuvent être adressées au 49, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris.

(Le Monde du 15 mars).

Mme Agnès Danis,

son épouse, Marie, Anne, Jean, ses enfants et leurs conjoints, Mathilde, Jeanne, Maxim, Zoé et Olympie, ses petits-enfants, Clarie et Véronique, ses sœurs, ont la tristesse de faire part du décès de

Martin DANIS,

professeur émérite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris 13^e, membre de l'Académie de médecine, survenu le 12 mars 2025, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 20 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris 6^e.

Bussang, Briançon, Gentilly.

Mme Sandra Bouneau, sa compagne, M. et Mme François et Ginette David, ses parents,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Sylvain DAVID,

survenu à l'âge de cinquante-deux ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 20 mars 2025, à 13 h 30, en salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Iris et Luc De Backer, Ferit et Karine Gündogar-Lemasson, Carole et François Taithe, ses enfants et beaux-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Dorothea Renate GÜNDÖĞAR,
née SCHMIDT,

survenu le samedi 8 mars 2025, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Elle a rejoint son époux bien-aimé,

Ahmet GÜNDÖĞAR.

Elle laisse derrière elle un héritage d'amour et de bienveillance qui continuera à vivre dans nos coeurs.

«Die Liebe höret niemals auf.»
«L'amour ne finit jamais.»

La cérémonie d'hommage aura lieu le mercredi 19 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean-Claude GALDIN,

le 11 mars 2025.

Mme Nicole Lefèvre, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Lefèvre, Guillemin, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre LEFÈVRE,
président honoraire de la Chambre interdépartementale des notaires de Versailles, survenu le 11 mars 2025, à Nantes, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée ce 17 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Philbert, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Philbert, à Noirmoutier-en-l'Île.

Pompes funèbres Inmemori, Tél. : 02 22 44 40 12.

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

Thierry MOREAU,
directeur de recherche et des unités Inserm U472 et U780,

survenu le 7 mars 2025, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont lieu à l'église Saint-Saturnin, à Antony, ce 14 mars, à 14 h 30.

De la part des collègues et amis des laboratoires Inserm d'épidémiologie et biostatistique de Villejuif. Nous gardons le souvenir de sa sagesse, de sa générosité, et de son sourire.

Nos pensées vont à sa famille.

Edmond, son époux, Paulette, sa sœur, Juliette, Raphaël, ses enfants, leurs conjoints, Luc, Kim, Elias, Simon, Esther, Jonas, Anouk, Salomé, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Annie PAPPO,
née GOLDFARB, pédiatre,

survenu le 9 mars 2025, à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Une cérémonie laïque se tiendra le 22 mars, à 10 heures, en la salle de la Coupole, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Anniversaire de décès

Pierre-Emmanuel MUSSO,
28 mars 1971 - 18 mars 1992.

«Parle-moi comme la pluie et laisse-moi écouter...» Tennessee Williams.

Mémoire

In memoriam.

Il y a trois mois, le 17 décembre 2024, nous quittait

Monique, Clémence GAJAC,
née le 12 juillet 1936, à Toulouse, documentaliste.

Elle repose désormais auprès de ses parents au cimetière de Couthures-sur-Garonne (Lot-et-Garonne).

Monique.gajac47@gmail.com

Colloque

BnF | Bibliothèque nationale de France

Trentième anniversaire de la BnF / François-Mitterrand

Journée d'étude internationale «Imaginer une bibliothèque pour l'avenir»

lundi 31 mars 2025, de 9 h 30 à 18 heures
Grand auditorium de la BnF, Paris 13^e, entrée gratuite
Réservation conseillée.

Conférence inaugurale par Dominique Perrault, architecte de la BnF / François-Mitterrand

• Regards de grands témoins sur les trente ans du site François-Mitterrand

• La BnF, réalisation inspirante : l'exemple de la Bibliothèque nationale du royaume du Maroc

• Construire de manière responsable, conserver de manière durable

• La bibliothèque, forum des savoirs

• Des lieux hybrides : des technologies numériques au service des collections et des publics

• Conférence de clôture, par Alberto Mangual, écrivain.

Programme détaillé sur www.bnfrance.fr

M LE MONDE

en vente actuellement

En kiosque



Hors-série

Sofia Goubaïdoulina

Compositrice d'origine tatare

La compositrice russe d'origine tatare Sofia Goubaïdoulina est morte jeudi 13 mars, à son domicile des environs de Hambourg, ont annoncé ses éditeurs, Boosey and Hawkes et Sikorski. Elle avait 93 ans. Totalement inconsciente à l'Ouest jusqu'au début des années 1980, elle a incarné le renouveau de la musique en Union soviétique au sein d'une troïka qui l'associait à Edison Denisov (1929-1996) et à Alfred Schnittke (1934-1998). Sa sainte Trinité à elle réunissait Jean-Sébastien Bach, Anton Webern et Dimitri Chostakovitch, lequel l'encouragea à trouver sa voie.

Sofia Goubaïdoulina naît le 24 octobre 1931 à Tchistopol (République tatare), d'une mère russe, institutrice, et d'un père tatar, ingénieur géodésique. En 1932, la famille s'installe à Kazan, toujours sur les bords de la Volga. Petite-fille d'un mollah et fille d'un intellectuel soumis à la pression stalinienne, Sofia Goubaïdoulina ne grandit pas dans la sérenité. Seul un accordéoniste des rues, dont elle accompagne les pérégrinations en dansant, introduit un peu de gaieté dans son quotidien morose.

Tout change le jour où est livré à la maison un piano à queue. Bien qu'en mauvais état, l'instrument ouvre de nouvelles perspectives de jeu aux enfants. La cadette des trois sœurs, Vera, s'amuse avec les touches et les pédales tandis que la benjamine, Sofia, pince et caresse les cordes. A 15 ans, cette dernière est inscrite à l'Ecole supérieure de musique de Kazan, pour le piano avec Grigory Kogan et pour la composition avec Albert Leman. Diplômée en 1954, Sofia Goubaïdoulina reçoit une bourse afin de poursuivre ses études au Conservatoire de Moscou. Elle s'y épanouira pendant cinq ans avant d'être brutallement confrontée à l'idéal du régime socialiste en matière de création musicale.

Bien que présidé par le bienveillant Dimitri Chostakovitch, le jury n'apprécie pas la *Symphonie*

de chambre qu'elle a présentée pour valider son cursus de composition dans la classe de Nikolai Peiko. L'œuvre relève, lui explique-t-on, d'une orientation « erronée ». Ce n'est toutefois pas l'avis de « Chosta » qui, après avoir reçu la jeune femme à son domicile, l'encourage en ces termes : « Tout le monde pense que vous faites fausse route mais vous devez continuer sur la voie "erronée" qui est la vôtre. » Sofia Goubaïdoulina s'en souviendra pendant ses années de perfectionnement dans la classe de Vissarion Chebaline.

Coupée du monde

Sa première pièce d'importance, une *Chaconne* pour piano, est créée en décembre 1962. Cette partition tentaculaire brasse un peu tous les langages progressistes développés en URSS. Un an plus tard, Sofia Goubaïdoulina opte pour une activité de compositeur indépendant. Quelques musiques de film lui permettent de vivre et d'écrire – pour le tiroir – ce qu'elle veut, à l'instar, en 1965, d'une *Sonate* pour piano, aussi serpentine que la *Chaconne*. Entre organisation serielle, rythmique jazzy et happening à la John Cage, il est clair que la compositrice se cherche.

Une même sensation se dégage de *Rubayat* (1969), ambitieuse cantate conçue à partir de textes de poètes persans, qui se termine par un conseil adressé à l'Elu : « Ne t'effarouche pas de l'inconstance du monde. Assieds-toi tranquillement dans un coin, sois modeste. » Des paroles de circonstance pour une artiste aussi marginalisée que Goubaïdoulina pendant l'ère Brejnev. L'œuvre attendra « tranquillement » sept ans avant d'être créée et la musicienne s'exprimera « dans un coin », figuré par le groupe d'improvisation, Astreya, qu'elle fonde en 1975, en compagnie de Viktor Suslin et de Vyacheslav Artyomov.

Pendant quatre ans, dans un appartement encombré d'instruments folkloriques en provenance du Caucase ou de l'Asie centrale, les trois amis donnent libre

cours à leur imagination, « sans public, ni critiques ». Sofia Goubaïdoulina apprécie d'autant plus ces rencontres qu'elle est coupée de tout. Composé en 1971, son 1^{er} *Quatuor à cordes* ne sera créé qu'en 1979, en Allemagne. Cette année-là marque aussi le point culminant de la disgrâce qu'elle subit dans son pays. Sous haute surveillance pendant les années 1970, la compositrice figure dorénavant sur la liste noire de Tikhon Khrennikov (1913-2007), le redoutable président de l'Union des compositeurs soviétiques, pour n'avoir produit que de la « boue bruyante ». Ce qui ne l'empêche pas de faire écho à de nouvelles aspirations, d'ordre mystique.

Croyante sans avoir reçu la moindre éducation religieuse, Sofia Goubaïdoulina s'est fait baptiser, en 1970, et elle n'hésite pas à manifester sa foi par deux œuvres instrumentales comportant un titre à connotation sacrée. Un solo, *De profundis*, pour accordéon (le bayan russe, qu'elle utilisera de nombreuses fois par la suite) et un concerto pour piano, *Introitus*, qui renvoie au début de la messe en grégorien. En 1980, comme Anton Webern avant elle, Sofia Goubaïdoulina reprend un thème de l'*Offrande musicale* de Jean-Sébastien Bach et s'ingénie à le doter de multiples extensions. *Offertorium*, le concerto pour violon qui résulte de cet hommage à Bach (et à Webern), est créé à Vienne en 1981, sans la compositrice.

Le soliste Gidon Kremer (Letton passé à l'Ouest un an plus tôt), deviendra dès lors le champion de Goubaïdoulina et tentera de diffuser sa musique le plus largement possible, notamment dans le cadre du Festival de Lockenhaus (Autriche), créé à son initiative en 1981. Une nouvelle œuvre (*Jardin de joie et de tristesse*) y sera donnée en 1984, deux ans avant que la musicienne n'y soit invitée « en résidence » pendant l'intégralité de la manifestation.

D'œuvre en œuvre, il apparaît que la compositrice au discours musical très séquentiel ne pratique



Appen (Allemagne), en 2000. HARALD FRONZECK/AKG-IMAGES

que pas le collage « polystylistique » cher à son compatriote Alfred Schnittke mais plutôt le montage climatique, comme au cinéma, d'actions simples et directes. Affectée par la pauvreté et l'insécurité qui grandissent à Moscou, elle se décide, en 1992, à émigrer en Allemagne.

« Office divin »

A peine arrivée à Appen, un petit village au nord de Hambourg, Sofia Goubaïdoulina révise une œuvre écrite vingt ans plus tôt, *Echelons*, et en modifie le texte (extrait des *Marienleben* de Rainer Maria Rilke) que le chef, apparenté à l'Ange de l'annonciation (lors de la création, Guennadi Rodestvenski, un soutien de la première heure), est amené à dire en fin de parcours : « Le temps est maintenant venu pour toi de paraître. » De fait, Sofia Goubaïdoulina devient la coqueluche des institutions occidentales et piole sous les commandes.

En 1997, elle écrit, entre autres, un *Cantique du soleil* (d'après saint François d'Assise) pour célébrer les 70 ans du violoncelliste Mstislav Rostropovitch. Toujours en essayant, confie-t-elle, de ne pas choisir entre la tradition et la nouveauté. Il en résulte des partitions d'apparence composite.

Néanmoins, si la manière a pu évoluer au fil du temps, l'inspiration n'a pas varié. De la *Passion selon saint Jean*, commandée pour commémorer, en 2000, le 250^e anniversaire de la mort de Bach, à la pièce pour grand orchestre *La Colère de Dieu*, destinée à célébrer, en 2020, le 250^e anniversaire de la naissance de Beethoven, Sofia Goubaïdoulina a toujours considéré la création sous un même angle, avec une interrogation de nature à renvoyer dos à dos thuriféraires et détracteurs : « Peut-être l'art est-il seulement une sorte d'office divin pour mon usage personnel ? » ■

PIERRE GERVASONI

24 OCTOBRE 1931 Nissance à Tchistopol (République tatare, Union soviétique)
1969 « Rubayat »
1979 Interdite d'exécution en URSS
1981 « Offertorium », créé par Gidon Kremer
1992 S'installe en Allemagne
2000 « Passion selon saint Jean »
13 MARS 2025 Mort à Appen (Allemagne)

Anthony Phelps

Poète haïtien

Le poète, romancier et dramaturge haïtien Anthony Phelps aurait eu 97 ans le 25 août, mais il a quitté ce monde avant, dans la nuit du 11 au 12 mars, à Montréal, au Canada, où il s'était établi en 1964. Celui qui aimait apostropher ses amis poètes par l'expression « Poète... vos papiers ! », empruntée à Léo Ferré, était l'un des plus grands que la terre d'Haïti ait jamais portés. L'un de ceux, aussi, si ce n'est celui qui aura su la chanter mieux que tout autre avec son poème culte *Mon pays que voici*.

D'abord gravé sur disque en 1966, ce long « cheminement poétique à travers l'histoire d'Haïti, de la période indienne et de la Traite des Noirs (...) jusqu'à la consolidation de la dictature obscurantiste et sanguinaire de François Duvalier » – pour reprendre les mots de sa compagne, Hélène Maïa – est souvent comparé au *Cahier d'un retour au pays natal* du Martiniquais Aimé Césaire (1913-2008) et au *Chant général* du Chiliens Pablo Neruda (1904-1973).

La voix chaude et grave du poète y résonne comme un défi à la dictature de Duvalier père, qui l'a emprisonné avant de le chasser

de sa terre natale en 1964. Direction Montréal, où il a déjà séjourné durant deux ans, entre 1951 et 1953, et qu'il salue à son arrivée, « porteur de [son] seul titre de poète ». Montréal, « fille de verre, fille d'acier », à laquelle il consacrera plus tard un conte pour enfant : *Et moi je suis une île* (Leméac, 1973).

Homme de théâtre et de radio
Du jour au lendemain, ce père de famille et fils de la bourgeoisie se retrouve à vivre dans la précarité, loin des siens. Nonobstant la distance et l'exil, sa poésie, interdite de séjour dans les médias comme dans les cours de littérature, sera connue de presque tous les lettrés haïtiens. Et pas seulement. L'écrivain guadeloupéen Ernest Pépin rapporte ainsi qu'au début des années 1970, à Bordeaux puis à Paris, la plupart de ses camarades étudiants antillais et guyanais possèdent trois incontournables dans leur piaule : un poster de Che Guevara, un exemplaire du *Cahier de Césaire*, et le disque *Mon pays que voici* d'Anthony Phelps.

Mais la renommée du poète va bien au-delà. Il est le seul à avoir reçu deux fois le prix Casa de las

Americas à Cuba, pour ses recueils *La Bélierre caraïbe*, en 1980, et *Orchidée noire*, en 1987. Trente ans plus tard, en 2017, il décroche, entre autres honneurs, le Grand Prix de poésie de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre poétique, traduite notamment en anglais, espagnol, russe, japonais, italien, ukrainien...

D'un abord réservé, Phelps s'avère très vite ouvert, chaleureux et fidèle en amitié. Homme de théâtre et de radio – il a cofondé Radio Cacique en 1961 avec deux beaux-frères –, il mettra sa voix au service de poètes plus jeunes, comme Georges Castera, ou de ses amis d'Haïti Littéraire. Ce mouvement, créé en 1961 avec Davertige, Roland Morisseau, Serge Legagneur et René Philoctète, propose de rompre avec les courants littéraires de l'époque en refusant toute assignation à résidence identitaire et idéologique.

Anthony Phelps est compagnon de route de la gauche mais sans être affilié à aucun parti, et la seule doxa qu'il accepte pour sa poésie est une haute exigence littéraire, empreinte parfois de surréalisme et d'une curiosité qui l'amène de la musique à la peinture,

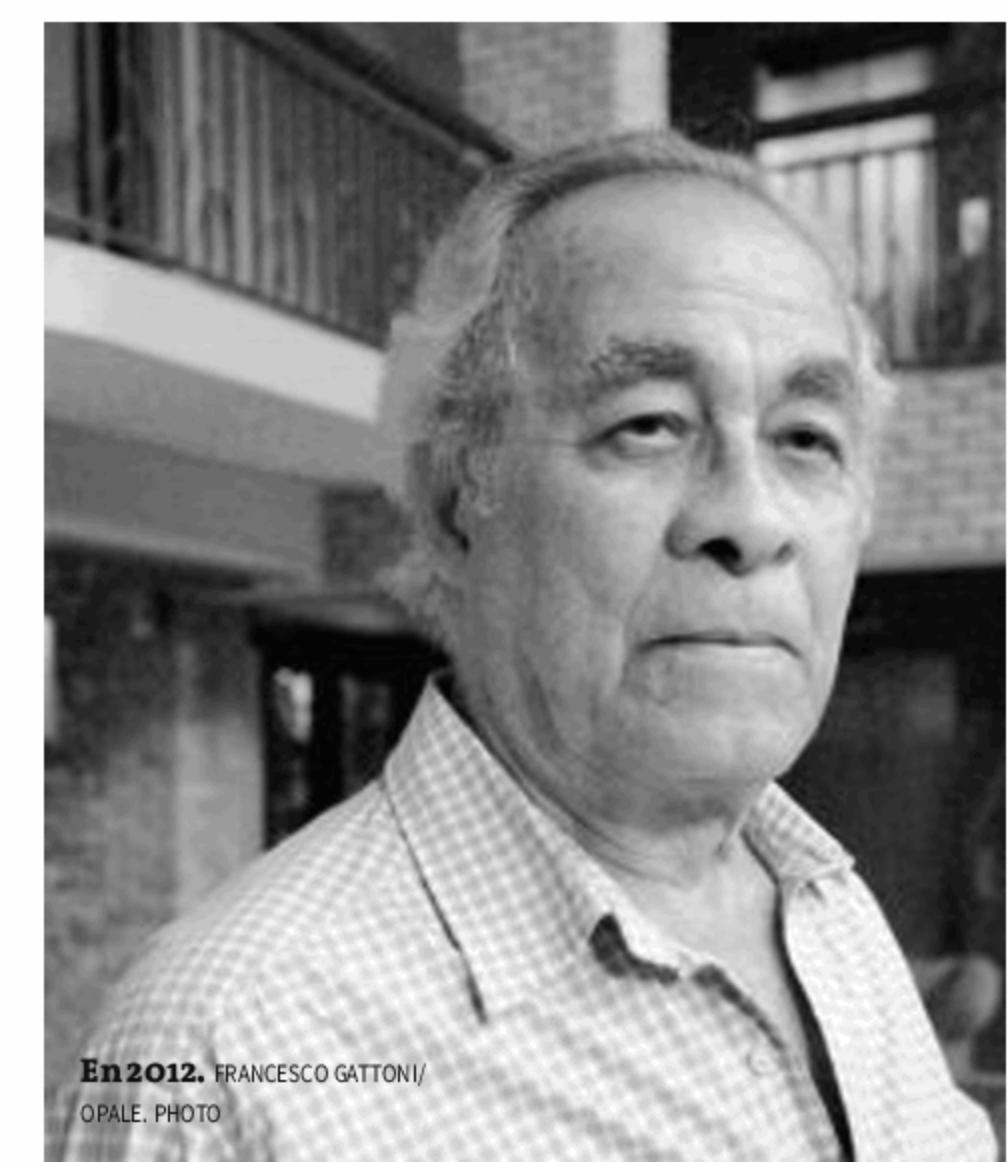
de Magloire-Saint-Aude à Francis Ponge, en passant par Tristan Tzara, Louis Aragon, Paul Valéry, René Char, Federico García Lorca, Saint-John Perse, Vladimir Nabokov, Jules Supervielle...

Anthony Phelps est compagnon de route de la gauche mais sans être affilié à aucun parti, et la seule doxa qu'il accepte pour sa poésie est une haute exigence littéraire, empreinte parfois de surréalisme et d'une curiosité qui l'amène de la musique à la peinture,

pour lui rendre un hommage mérité en disant des extraits de son poème cardinal. Comme beaucoup de compatriotes auraient pu le faire, j'avais dit de mémoire une bonne partie de *Mon pays que voici*. D'où peut-être son émotion, ce jour même de ses 90 ans.

Bien que les auteurs n'aient pas été réduits à un seul livre, c'est vers ce texte phare pourtant qu'il convient de revenir pour saluer son départ : « *J'ai bu du rhum et de l'eau fraîche/J'ai eu ma part du gâteau de l'espoir/Maintenant que j'ai dit l'essentiel je dois partir/Au point d'accouplement de la terre et du ciel/J'ai rendez-vous avec la rose/pour assister à la naissance de l'amour.* » Belle traversée, poète. ■

LOUIS-PHILIPPE DALEMBERT
(ÉCRIVAIN HAÏTIEN)



En 2012. FRANCESCO GATTONI/OPALE.PHOTO

25 AOÛT 1928 Nissance à Port-au-Prince
1961 Participe à la fondation de la station Radio Cacique et du groupe de poètes Haïti Littéraire
1964 S'exile à Montréal
1966 Grave sur disque son poème *Mon pays que voici*
1980 Publie le recueil *La Bélierre caraïbe*
2017 Reçoit le Grand Prix de poésie de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre
11 MARS 2025 Mort à Montréal

Olivier Schmitt

« La principale faiblesse de l'Europe est la collusion de nombreux responsables politiques avec Poutine »

L'OTAN peut survivre à un éventuel désengagement des Etats-Unis à condition que les Etats européens restent unis, affirme le chercheur en stratégie et questions militaires

ENTRETIEN

Professeur de sciences politiques, Olivier Schmitt est directeur de recherche à l'Institut des opérations militaires du Danemark et auteur de *Préparer la guerre. Stratégie, innovation et puissance militaire à l'époque contemporaine* (PUF, 2024). Dès 2014, dans une tribune au *Monde*, il alertait sur la « politique russe particulièrement inquiétante pour la sécurité de l'Europe et de la France ».

Comment analysez-vous l'accord entre les Etats-Unis et l'Ukraine sur le principe d'un cessez-le-feu de trente jours ?

La bonne nouvelle pour l'Ukraine est que les Etats-Unis ont repris dans la foulée les livraisons d'armes et le partage de renseignement. En revanche, il n'y a aucune précision sur les conséquences pour la Russie si celle-ci refuse l'accord. Si tel est le cas, il faut espérer que Washington emploiera des mesures visant à contraindre la Russie à se rendre à la table des négociations, faute de quoi la manœuvre n'aura été qu'une licence conférée à la Russie de continuer sa guerre d'agression, tout en réduisant ponctuellement la capacité ukrainienne à se défendre.

La France et l'Allemagne plaident pour une Europe « indépendante des Etats-Unis », quand d'autres pays, comme la Pologne, aspirent à rester sous protection américaine. Une politique du « en même temps » vous semble-t-elle possible ?

Tout dépend de la lecture que l'on fait de la stratégie de Donald Trump. Dans une lecture optimiste, Trump est dans une démarche exclusivement transactionnelle. Il s'inscrit dans les pas de nombreux présidents américains qui réclamaient déjà à l'Europe de mettre un terme au sous-investissement de sa défense, avec raison d'ailleurs. Dans cette perspective, si l'Europe augmente ses dépenses de défense, Trump considérera qu'elle a payé sa part du fardeau et le lien transatlantique sera renouvelé.

Une autre lecture, malheureusement bien plus crédible aujourd'hui, est liée au changement idéologique de l'administration américaine. Depuis le début de son mandat, Trump s'est entouré de milliardaires et d'idéologues dont les propos laissent peu de place au doute. La Russie de Poutine n'apparaît plus comme un adversaire mais représente ce à quoi certains d'entre eux aspirent, une kleptocratie dont le projet civilisationnel réactionnaire permet de maintenir la corruption du régime.

On peut interpréter le discours à la conférence de Munich du vice-président améri-

cain, J. D. Vance, comme un appel aux Européens : si vous votez pour des partis idéologiquement alignés avec ce projet, vous n'aurez pas besoin d'investir dans votre défense ; en revanche, si vous continuez à élire des libéraux mondialistes et « woke », on va vous le faire payer.

Dans cette perspective, est-ce la fin de l'atlantisme ou bien sa recomposition ?

L'OTAN constitue une exception historique. Elle dure depuis plus de soixantequinze ans et rassemble plus d'une trentaine de membres, alors qu'au cours de l'histoire, une alliance regroupe en moyenne entre trois et cinq alliés et dure une dizaine d'années. Un autre aspect très spécifique de l'OTAN est le degré de confiance et d'intégration des Etats membres du point de vue militaire. Chacun des alliés a une connaissance intime des capacités des autres membres.

Nous sommes potentiellement en train de revenir à une version plus traditionnelle et transactionnelle des relations d'alliance, formalisées pour une durée et un objectif limités, et où l'allié d'aujourd'hui peut être l'ennemi de demain. Dans ce cadre, l'OTAN peut survivre à un éventuel désengagement des Etats-Unis en gardant sa dimension d'intégration militaire à l'échelle du continent européen, à condition que les Etats européens restent unis. Mais une autre option est que l'alliance atlantique se transforme en une sorte de pacte de Varsovie où une grande puissance asymétrique comme les Etats-Unis impose sa volonté aux autres membres. Les propos de Trump évoquant sa volonté d'envahir le Groenland et de faire du Canada le 51^e Etat des Etats-Unis laissent présager un changement inédit de relations envers des alliés depuis 1949.

Cette analyse est-elle partagée par les dirigeants européens ?

Même s'ils le pensent, ils auraient tort de le formuler. D'un point de vue stratégique, il serait contre-productif de déclarer publiquement que les Etats-Unis sont devenus un adversaire, au risque de s'assurer une attitude encore plus hostile de la part de l'administration Trump. Pour le moment, cette période transitoire permet à des fonctionnaires d'arrondir les angles en perpétuant les liens transatlantiques qu'ils ont tissés depuis soixantequinze ans. Cela laisse le temps à l'Europe de relancer la pompe économique, militaire et diplomatique.

La réponse européenne apportée dans le cadre du plan Réarmer l'Europe vous semble-t-elle suffisante ?

Je me félicite de l'accélération politique et du changement de ton et de rhétorique, à Bruxelles, en France et en Allemagne. Ce plan traduit la prise de conscience d'un sentiment d'urgence face à un moment historique, comparable à la chute de l'Union soviétique en termes de reconfiguration des relations internationales. Les modèles militaires européens ont été pensés pour opérer avec le soutien américain. Sans lui, de nombreuses capacités critiques ne sont plus disponibles. L'Europe doit donc acquérir les armes et les matériaux qui lui permettront d'opérer de façon autonome.

La Commission européenne annonce 800 milliards d'euros, mais une large part de ces financements doivent venir des Etats eux-mêmes. Cette somme correspond à peu près à deux ans et demi de compensation financière du retrait américain. C'est une façon d'amorcer la pompe mais il en faudra plus pour mettre en œuvre la nécessaire transformation des armées. Pour compenser un retrait américain, les Etats

NOUS SOMMES POTENTIELLEMENT EN TRAIN DE REVENIR À UNE VERSION PLUS TRADITIONNELLE ET TRANSACTIONNELLE DES RELATIONS D'ALLIANCE

européens doivent chacun doubler leur investissement. Ce tournant impose une augmentation structurelle et durable des dépenses de défense. Pour les financer, il nous faut des marges budgétaires. Les rapports Draghi et Letta ont établi le diagnostic et proposé des remèdes, notamment une meilleure intégration du marché commun.

Barack Obama et Joe Biden avaient prévenu les Européens de la nécessité de se réarmer. Comment expliquer qu'il ait fallu attendre d'être au pied du mur ?

Il est plus facile de se faire élire en faisant campagne pour une augmentation des dépenses sociales plutôt que pour celle des capacités de défense. Depuis la fin de la guerre froide, l'Europe a vu sa richesse augmenter de 1,5 fois en volume. Dans le même temps, les dépenses sociales ont doublé mais les dépenses de défense sont, elles, restées au même niveau, selon des données de *l'hebdomadaire britannique The Economist*. Il était très confortable pour les Européens de ne pas investir dans leur sécurité puisque les Etats-Unis continuaient de la garantir. Là où je constate une forme de naïveté, c'est depuis 2022 et l'agression de l'Ukraine par la Russie, voire depuis 2014 et l'annexion de la Crimée. On a beaucoup parlé d'économie de guerre mais on n'y est jamais entré, en essayant de se convaincre qu'on pouvait aider l'Ukraine à budget constant. Trois ans plus tard, nous le payons cher.

Les risques de fragmentation européenne vous inquiètent-ils ?

Une difficulté est le point de blocage de la Hongrie, alignée sur la position russe. Mais la principale faiblesse européenne – l'angle mort de l'augmentation des dépenses de défense – est la collusion de nombreux responsables politiques avec Vladimir Poutine. Il est difficile d'ignorer qu'en Allemagne, trois partis – l'AfD [extrême droite], l'Alliance Sahra Wagenknecht [populiste de gauche] et Die Linke [gauche radicale] – et environ 27 % de l'électorat allemand sont sur une ligne prussienne. En France, même s'il ne veut pas l'admettre, le président de la République est fragilisé depuis la dissolution ratée de l'Assemblée nationale [en juin 2024], et certains des candidats à sa succession sont proches du régime russe. Il est effrayant de voir les médias du groupe Bolloré reprendre sans aucun recul des éléments de langage de Vladimir Poutine, adversaire déclaré de la France et de la démocratie.

Dans quels secteurs militaires l'Europe doit-elle investir de façon prioritaire ?

Nous avons besoin de monter en compétence dans cinq domaines. Le premier concerne nos capacités de commandement car, pour le moment, seuls les Etats-Unis peu-



Yasmine Belkaid et Bana Jabri La science n'est plus menacée, elle est interdite

Immunologistes ayant travaillé aux Etats-Unis,
Yasmine Belkaid et Bana Jabri dénoncent
la censure que l'administration Trump
fait peser sur les scientifiques américains

Au milieu des immenses crises géopolitiques que traverse actuellement le monde, les scientifiques aussi doivent faire entendre leur voix. Nous sommes deux scientifiques formées en France et ayant exercé dans des institutions de recherche américaines, et nous estimons que la situation de la science aux Etats-Unis nous oblige à prendre la parole : il est de notre responsabilité de protester contre ce qui obèrera l'avenir du monde.

Les dirigeants politiques et les diplomates l'ont fait pour défendre les équilibres du globe, les scientifiques doivent à leur tour le faire dans leur domaine, et bien au-delà de leur strict champ d'activité.

Car ce qui se passe aux Etats-Unis est non seulement un signal très fort des menaces que le populisme et les régimes illibéraux font peser sur le fonctionnement des démocraties, c'est aussi un coup très violent porté à la liberté d'expression, à la créativité, à la recherche. Et ce sans limite de frontières, car toute politique affaiblissant la recherche dans un pays entrave non seulement les avancées scientifiques à l'échelle mondiale mais aussi les valeurs démocratiques et la marche du progrès.

La science est aujourd'hui menacée. Le dire ne relève plus du simple constat sociologique. Oui, la science est menacée depuis plusieurs décennies, et fait partie des institutions remises en question par une modernité qui doute des grands schémas d'explication du monde. On oublie alors que la science n'est pas qu'un récit : elle sauve des vies. Si nous sommes passés d'une espérance de vie de 40 ans en moyenne au XIX^e siècle à plus de 80 ans aujourd'hui, c'est notamment grâce aux progrès des vaccins et des antibiotiques.

Contagion soviétique

La science est menacée de façon plus directe et plus intense depuis quelques années, dans le contexte d'une diffusion du complotisme et des fake news antivax ayant accompagné l'épidémie de Covid-19. L'essor de la science exige le soutien de la population, des moyens importants accordés par des Etats, et la liberté de chercher. Sur ce plan, un changement majeur est en train de se produire aux Etats-Unis : la science y est attaquée, entravée, et même interdite.

Des domaines entiers de la science sont en passe d'être abandonnés. La censure cible les domaines qui contredisent

l'agenda politique de l'administration Trump. Des rapports scientifiques ont été modifiés, d'autres ont disparu, certains experts sont exclus en raison de leur refus de se plier à la vulgate du pouvoir. Cet obscurantisme assumé touche des domaines aussi cruciaux que la lutte contre les maladies infectieuses, l'étude de la santé reproductive ou la science du climat. Certains sujets sont même désormais interdits, comme l'étude des différences entre les sexes dans les maladies.

Une étrange contagion s'empare du pouvoir états-unien, qui rappelle les pratiques soviétiques. Il faut résister. C'est à nous, scientifiques du monde entier, et aux dirigeants des démocraties libérales européennes de garantir que la liberté d'expression, la créativité et la diversité des idées restent au cœur de la recherche. Nous ne pouvons laisser la censure qui a entravé la science sous les régimes autoritaires devenir une réalité dans nos

démocraties, et dans le pays qui en est une référence, les Etats-Unis.

Cette fragilisation du renouvellement des talents aura des conséquences durables : dans ce domaine, le retard accumulé ne se rattrape jamais. Ces atteintes au savoir et à la recherche de la vérité font des Etats-Unis un pays en régression. Depuis l'après-guerre, des milliers de jeunes chercheurs partaient pratiquer le savoir acquis en Europe au sein du système américain, qui leur promettait financement, matériels et écosystème performant. Actuellement, nous sommes nombreux parmi les dirigeants de grands instituts français et européens à recevoir des messages angoissés et des demandes de jeunes chercheurs aux Etats-Unis, qui se retrouvent brutalement sans rémunération ni perspectives. Dénonçons. Agissons !

Stratégique pour l'Europe

Pour des scientifiques européens, prendre la parole afin de dénoncer la politique du gouvernement américain en matière de science, ce n'est pas se mêler de ce qui ne les regarde pas, ni crier dans le désert. C'est reconnaître que la science est universelle, que ne plus investir dans les jeunes scientifiques américains compromet l'émergence de la prochaine génération de chercheurs à l'échelle mondiale, et que le progrès médical est indissociable des avancées scientifiques et humanitaires.

A l'échelle européenne, lançons un grand programme d'accueil des scientifiques américains. Réunissons des financements européens pour recevoir les

jeunes chercheurs issus des universités et laboratoires américains prêts à lancer leur propre programme de recherche, ainsi que ceux qui travaillent sur des sujets censurés tels que le changement climatique, les maladies infectieuses ou la recherche reproductive.

Au-delà de l'impératif moral et du devoir de solidarité qui incombe à la communauté scientifique, cette initiative représente une opportunité stratégique et économique pour l'Europe. En occupant l'espace laissé vacant par les Etats-Unis, nous renforçons notre souveraineté scientifique, attirons des talents de premier plan et stimulons l'innovation dans nos laboratoires et universités.

Faisons-le par devoir, mais aussi par intérêt. Inversons le cours de la migration des cerveaux et ouvrons grand les portes de nos laboratoires aux scientifiques américains. Nous avons aujourd'hui l'occasion unique de construire cette Europe de demain que Stefan Zweig a tant regretté de ne jamais voir advenir. Une Europe qui ne soit pas seulement un marché, mais un véritable foyer intellectuel et scientifique, un pôle d'excellence capable d'attirer et de retenir les plus grands esprits du monde. ■

Yasmine Belkaid est immunologue, directrice générale de l'Institut Pasteur; **Bana Jabri** est pédiatre et immunologue, directrice générale de l'Institut Imagine

LANÇONS UN GRAND PROGRAMME D'ACCUEIL DES SCIENTIFIQUES AMÉRICAUX À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Benoît Drouot L'école ne doit plus isoler l'étude de l'antisémitisme de celle des autres racismes

Il faut révolutionner le « récit scolaire » sur l'antisémitisme et le racisme, assure le professeur d'histoire-géographie, qui appelle à élargir les horizons d'un enseignement encore centré sur l'histoire européenne, et à décloisonner l'étude des mécanismes de haine

Le 13 février, Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, et Elisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, lancent les Assises de lutte contre l'antisémitisme, dont doivent émerger des propositions que l'on souhaite fortes et opérantes. Concernant l'école, il est souhaitable qu'à cette occasion une réflexion profonde soit engagée sur le récit historique proposé aux élèves.

La lutte contre l'antisémitisme par la mémoire et la connaissance de la Shoah – hostilité aux juifs accomplie dans sa forme paroxystique –, si elle reste indispensable, bute aujourd'hui sur une société fracturée par des concurrences mémoriales, victimaires et identitaires, dans laquelle la Shoah, sa mémoire et son enseignement sont devenus des objets de crispation et d'instrumentalisation qui limitent leur portée civique.

La focalisation sur la Shoah dans les programmes d'histoire peut également avoir pour effet, chez certains de nos élèves, de réduire l'antisémitisme à sa

dimension paroxystique, en minimisant la portée, dans le passé comme au présent, de propos ou de gestes qui ne sont pas accompagnés d'intentions violentes ou génocidaires, mais dont l'usage contribue pourtant à entretenir un climat d'hostilité contre les juifs.

Guerre des mémoires

Par ailleurs, résultant d'une judéophobie d'origine européenne, nationaliste et raciste (c'est-à-dire d'extrême droite), la Shoah masque les autres matrices dont l'antisémitisme contemporain est aussi issu. La judéophobie en tant qu'elle se nourrit aussi d'anticapitalisme, d'antisionisme et d'islamisme est totalement absente des programmes scolaires. De sorte que nos élèves ne sont pas outillés pour comprendre ce qui se joue derrière une hostilité qui atteint des niveaux inédits depuis la seconde guerre mondiale et qui s'alimente à toutes ces matrices, qui parfois se conjuguent.

Il faut donc revoir de manière radicale le récit scolaire. Une première piste pourrait consister à élargir les horizons géographiques d'étude afin de sortir de programmes presque exclusivement européocentris qui étudient com-

plètement la réalité d'une hostilité antijuive construite en dehors de l'Europe. Les circulations des mythes et des préjugés antisémites entre les différents espaces devraient également être mises au jour. Car la pluralité culturelle dont est désormais tissée la jeunesse française commande une histoire plus ouverte à la diversité des passés et des présents.

Une deuxième piste réside dans la nécessité de ne plus isoler l'étude de l'antisémitisme de celle des autres racismes. Le sentiment d'une partie de la jeunesse que les souffrances issues

UNE HISTOIRE SEGMENTÉE EN TRAGÉDIES NOURRIT ET FAIT LE JEU DES ENFERMEMENTS IDENTITAIRES MORTIFÈRES

du passé ne sont pas traitées à parts égales doit être entendu et traité par l'école. Sur ces sujets, l'approche doit donc être enfin globale et comparative.

Non pour hiérarchiser les tragédies et les souffrances, mais pour en souligner et en expliciter les synchronies historiques (quand elles existent), les mécanismes et les ressorts d'exclusion communs et, bien entendu, les singularités propres à chacune d'elles. On peut en espérer un levier pour conjurer les guerres de mémoire autant que l'essentialisation des victimes et des bourreaux. Une histoire segmentée en tragédies nourrit et fait le jeu des enfermements identitaires mortifères, aujourd'hui parfois irréconciliabiles.

Une troisième piste consisterait à enseigner une histoire qui priviliege le temps long afin de reconstituer les manières dont les hostilités antijuives, mais également les autres racismes ont été fabriqués. C'est la rationalité pédagogique actuelle qu'il conviendrait d'inverser : non plus seulement partir des conséquences les plus tragiques de l'antisémitisme et des racismes en comptant sur l'émotion et la morale pour éradiquer les hostilités présentes, mais

étudier la production des mythes religieux et politiques, d'ici et d'ailleurs, qui ont rendu possibles ces tragédies et qui n'en finissent pas de survivre dans le langage du quotidien, les préjugés et les imaginaires collectifs.

Point aveugle

Enfin, une place devrait être accordée à l'histoire des luttes contre l'antisémitisme et contre le racisme, dont les acteurs et les moments-clés sont pour l'heure un point à peu près totalement aveugle des programmes. Les élèves y découvriraient la part décisive que prirent les victimes elles-mêmes dans la conquête de l'égalité et de la liberté, mais également des figures qui démontent une lecture identitaire verrouillée de l'histoire et du présent.

Si la refonte des programmes d'histoire du tronc commun est une tâche de longue haleine, il est plus aisément envisageable d'introduire, dès la rentrée prochaine, une étude de l'antisémitisme, dans ses différentes matrices, et des différents racismes (anti-Arabes, anti-Asiatiques, anti-Noirs, anti-Roms...) dans la spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politi-

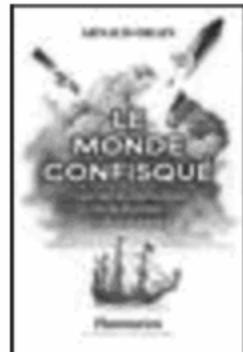
ques, que suit une partie des lycéens de 1^{re} et de terminale. Sur une durée d'environ vingt-cinq heures de cours, les pistes que nous suggérons pourraient être mises en œuvre.

En définitive, notre proposition tient en quelques mots : privilier l'histoire à la mémoire, étudier des processus – non pas seulement leur aboutissement – et confronter les réalités historiques et contemporaines plutôt que les segmenter dans des récits cloisonnés. La recherche en histoire a produit depuis une vingtaine d'années de nombreux travaux dont les résultats tardent encore trop à être transposés dans les programmes scolaires et sur lesquels la mise en œuvre d'une approche radicalement repensée pourrait s'appuyer. ■

Benoît Drouot, professeur agrégé d'histoire-géographie, est vice-président de l'association Alarmer (Association de lutte contre l'antisémitisme et les racismes par la mobilisation de l'enseignement et de la recherche)

Arnaud Orain «L'usage du néolibéralisme masque des mutations du capitalisme»

L'économiste explique que les transformations en cours, avec l'affaiblissement du multilatéralisme et la croissance des monopoles, témoignent de la fin d'un cycle



LE LIVRE

Le Monde confisqué

L'histoire du capitalisme est cyclique, plaide l'économiste Arnaud Orain dans son *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e-XXI^e siècle)* (Flammarion, 368 pages, 23,90 euros). A des phases libérales succède le sentiment que nous appartenons à un monde fini qu'il faut s'approprier dans la précipitation. Nous sommes dans ce cycle de la finitude, selon l'auteur. Alors que les milieux d'affaires américains célébrent de plus en plus les vertus d'un capitalisme de monopoles, à l'image de Peter Thiel, milliardaire cofondateur de PayPal et proche conseiller de Donald Trump, les grandes puissances seraient de plus en plus guidées par la conviction qu'"il n'y en aura pas pour tout le monde". Le souci de sécuriser les accès aux ressources jugées stratégiques se manifeste notamment à travers de nouvelles tensions géopolitiques autour du contrôle des voies maritimes ainsi que par diverses formes d'accaparement de terres. Or, ajoute Arnaud Orain que de tels phénomènes étaient structurants au XVII^e siècle et à la fin du XIX^e siècle, époques avec lesquelles la période actuelle présente selon lui un air de famille. Le propos historique soulève certaines interrogations. Identifier des analogies entre des réalités et des discours éloignés dans le temps requiert de mettre de côté une grande partie du contexte social et culturel dans lequel ils prennent sens. Or les façons d'envisager la «finitude» – terme flou désignant tout ce qui possède une limite – n'ont jamais fait consensus, et n'ont cessé d'évoluer au cours de l'histoire.

ENTRETIEN

Le néolibéralisme est-il derrière nous? C'est la thèse que défend l'économiste Arnaud Orain dans son livre *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (XVI^e-XXI^e siècle)* (Flammarion, 368 pages, 23,90 euros). Selon ce directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, le long cycle de régulation de l'économie par la concurrence, qui s'était ouvert dans les années 1970 et 1980, touche aujourd'hui à sa fin.

Vous ouvrez votre livre par cette phrase : «Le néolibéralisme est terminé.» Ce n'est pas forcément l'impression que l'on a aujourd'hui...

Dans certains domaines, comme le marché du travail, des politiques néolibérales continuent à être mises en œuvre. Mais au niveau macroéconomique, le néolibéralisme s'estompe de plus en plus. Et l'usage répété de ce terme masque d'importantes mutations du capitalisme contemporain.

La première est que le multilatéralisme commercial s'affaiblit de jour en jour. On est frappé par exemple par l'effacement de l'Organisation mondiale du commerce. Les plans massifs de relocalisations aux Etats-Unis, avec des dizaines de milliards de dollars d'argent public, ou de «localisation chez les [pays] amis» (*friendshoring*), marquent une confiance de plus en plus faible dans les mécanismes de marché. Par ailleurs, des pays comme la Chine ou les Emirats arabes unis accaparent des terres, notamment en Afrique, afin d'importer directement la nourriture dont ils ont besoin sans même passer par le marché.

Une deuxième mutation concerne la liberté des mers. Les déclarations récentes du président américain Donald Trump, à propos du canal de Pa-

nama s'inscrivent dans un phénomène de fond : la remise en cause progressive de la puissance navale hédonique des Etats-Unis par de nouveaux acteurs, à commencer par la Chine et ses grandes compagnies maritimes. Or, la pleine et entière liberté des mers a été la condition de la mondialisation néolibérale.

Une troisième réalité, qui reste dans l'ombre tant qu'on raisonne à partir du concept de «néolibéralisme», est l'importance croissante d'un capitalisme de monopole. Il existait évidemment de grandes entreprises à l'époque néolibérale, mais les Etats tentaient, grâce aux lois antitrust, de leur imposer un environnement concurrentiel. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'autre fait nouveau, c'est que ces entreprises revendent certaines des prérogatives du pouvoir régional. C'est le cas lorsque Elon Musk intervient directement dans le domaine de la guerre avec ses satellites Starlink, à propos de l'Ukraine ou de Taïwan, ou encore quand les géants du numérique se transforment en machines de propagande : ils créent un espace public pour le manipuler afin de produire des effets politiques.

Pour caractériser ce capitalisme nouveau, vous faites des analogies entre notre temps présent et deux moments particuliers du passé : la période XVI^e-XVIII^e siècle et la période 1880-1945. Pourquoi ceux-ci pluttôt que d'autres?

Ce qui distingue ces époques, c'est la domination du capital marchand sur les autres formes de capitaux, l'affaiblissement du principe concurrentiel et une liberté des mers aléatoire. Je ne crois pas utile d'éclairer le présent en le comparant par exemple au Moyen Âge, car la féodalité implique un rapport d'abord politique et idéologique entre les individus, qui n'est pas lié à la détention de capital. Toutefois, la



YANN LEGENDRE

«LA PLEINE ET ENTIÈRE LIBERTÉ DES MERS A ÉTÉ LA CONDITION DE LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE»

Vous parlez de «capitalisme de la finitude». Mais de quelle finitude parle-t-on? N'est-elle pas une construction culturelle autant qu'une réalité objective?

Si, comme Musk, on veut aller sur Mars, ou maintenir l'organisation économique actuelle, il va falloir avoir accès à beaucoup d'énergies fossiles, de métaux et de minéraux. Ces ressources sont trop limitées pour que le monde entier développe de nouvelles technologies et réalise une politique de «transition» énergétique. On ne réfléchissait pas différemment au XVII^e siècle quand on se demandait comment accéder aux matières premières tinctoriales, et au début du XX^e siècle avec le caoutchouc. Cette première finitude avait conduit à une perte de terre aux dépens des autres.

Mais la finitude ne concerne pas seulement les ressources, c'est aussi celle des marchés. Compte tenu de ce que nous croyons être nos besoins, des pays cherchent à produire des véhicules électriques ou des panneaux solaires. Or, il ne peut y avoir de débouchés pour tout le monde. La finitude, c'est la redécouverte du commerce international comme jeu à somme nulle. ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR JULIEN VINCENT

Le succès du film «Je suis toujours là» n'efface pas les doutes du Brésil

ANALYSE

Et soudain, le carnaval s'est interrompu. Ce 2 mars, aux alentours de minuit à Rio, Salvador et Recife, des millions de fêtards ont cessé de chanter et de se trémousser pour entonner un cri de victoire. *Je suis toujours là* («Ainda estou aqui», en portugais) de Walter Salles vient de remporter l'Oscar du meilleur film étranger et le pays chavire. Clameurs, larmes comme s'il en pleuvait, embrassades entre inconnus... il n'en fallait pas moins pour célébrer la première statuette dorée de l'histoire du Brésil.

Le pays s'était préparé à l'événement. Un peu partout, et jusque dans le village amazonien d'Inhaa-bé, où un rituel indigène avait été organisé pour soutenir le film, des écrans géants avaient été installés pour suivre en direct la cérémonie. Dans les rues, les carnavaillers ont des Oscars en carton, des masques ou des maillots de la Seleçao à l'effigie de l'actrice principale, Fernanda Torres. Son portrait s'est retrouvé sur des fresques murales, des gâteaux, des beignets et des poupées géantes...

Comme aux grandes heures du *futebol*, le pays s'est tout à coup vu de retour au zénith, et tant pis si Fernanda Torres n'a pas décroché la statuette de la meilleure actrice pour son interprétation d'Eunice, l'épouse de Rubens Paiva, ex-député de gauche enlevé et assassiné par la dictature militaire en 1971. «Le Brésil est champion du monde du cinéma», titrait le quotidien *Meia Hora*, tandis que le président

Lula célébrait «le jour où nous devons être encore plus fiers d'être brésiliens».

Pour beaucoup de Brésiliens, en particulier à gauche, le succès du film est le signe qu'une page historique se tourne enfin, après une décennie tragique et humiliante. Celle-ci fut marquée par l'effondrement économique, la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, en 2016, l'emprisonnement de Luiz Inacio Lula da Silva en avril 2018, et surtout, le mandat du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro (2019-2023), entre pandémie de Covid-19, dévastation de l'Amazonie, menaces de coup d'Etat et de relégation mondiale.

Au-delà du cas brésilien, le succès du film est une brise rafraîchissante dans un monde marqué par la violence armée et les poussées de l'autoritarisme. Le message humaniste de Walter Salles, qui dénonce les exactions de la dictature militaire (1964-1985), résonne bien au-delà de Rio et jusqu'aux Etats-Unis de Donald Trump. «A l'heure où la démocratie est attaquée partout dans le monde (...), la valeur de cette prise de conscience est inestimable», estimait l'écrivain Sérgio Rodrigues, le 5 mars, dans le quotidien *Folha de São Paulo*.

Mais l'onde retombée, *Ainda estou aqui* sera-t-il capable de tenir ses promesses? Le phénomène est-il un feu de paille ou un début d'embrasement? Un Brésil nouveau, départi de ses démons, porté par le succès de ses artistes, peut-il émerger des cendres d'une douloureuse *decennium horribilis* («décennie horrible»)? Le temps d'un carna-

val, certains se sont pris à l'espérer. Mais il est malheureusement permis d'en douter.

Le succès du film mérite d'abord d'être relativisé. Au Brésil, *Je suis toujours là* a attiré cinq millions de spectateurs en salle, soit beaucoup moins que les grandes productions évangéliques ou les comédies satiriques, capable d'en attirer deux fois plus. Cinq millions, c'est aussi bien peu dans un pays de 212 millions d'âmes. Cependant, quatre habitants sur dix résident dans une ville ne disposant pas de salle de cinéma: cruel rappel des crues inégalités dans l'accès à la culture au Brésil...

L'extrême droite appelle au boycott

Au final, peu de Brésiliens ont vu le film en salle. Et tous ne l'ont pas apprécié. L'unanimité national proclamée par Lula s'arrête en réalité aux frontières de la droite. Le site *Poder360* a observé les réactions de 66 responsables politiques conservateurs après la cérémonie des Oscars. Résultat : 59 ont ignoré la nouvelle et se sont abstenus de réagir.

L'extrême droite, nostalgique de la dictature, qui dispose d'une base populaire solide et du premier groupe politique au Congrès, voit d'un très mauvais œil le succès d'un film qu'elle a appelé à boycotter. Le 5 mars, le député Eduardo Bolsonaro, fils de Jair Bolsonaro, a réagi sur le réseau social X, traitant Walter Salles de «psychopathie cynique» et l'ancienne junte de «dictature inexistante». En niant la nature du régime militaire, les

Bolsonaro se savent portés par un inquiétant courant à l'œuvre dans l'opinion. Selon l'institut Datafolha, 69 % des Brésiliens disent préférer vivre en démocratie plutôt qu'en dictature, contre 79 % il y a deux ans. Malgré des preuves accablantes, une toute petite majorité (52 %) affirme croire à la réalité du coup d'Etat préparé par Jair Bolsonaro fin 2022, qui pourrait bientôt le conduire en prison.

Quelques initiatives bienvenues ont certes été prises dans le sillage d'*Ainda estou aqui*, visant à rendre hommage à la famille Paiva. Mais quarante ans après la chute de la dictature, le débat mémorial demeure limité. A la différence du Chili ou de l'Argentine, le Brésil ne dispose d'aucun lieu d'ampleur célébrant la mémoire des victimes de la dictature. La loi d'amnistie de 1979, qui garantit l'absence de poursuites contre les criminels de la junte, est toujours en vigueur. Soucieux de ne pas calmer l'armée, Lula a interdit, en 2024, toute commémoration officielle du 60^e anniversaire du coup d'Etat militaire.

Le Brésil n'échappe donc pas au phénomène mondial de sape de la démocratie, sur fond de lassitude institutionnelle, de frustrations sociales, de capitulation des progressistes et d'averses de fake news. Ici comme ailleurs, malgré le succès de *je suis toujours là*, l'heure est au désenchantement et aux solutions périlleuses. Le film terminé, pas sûr que la lumière revienne dans la salle du Brésil. ■

BRUNO MEYERFELD
(SAO POLO, CORRESPONDANT)



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Développement: la vie après l'Usaid

A quoi tiennent l'alimentation, la santé, l'éducation et jusqu'à la survie de milliers d'êtres humains vivant dans les pays pauvres? Parfois à un *executive order*, ces décrets que Donald Trump paraphe d'une main vengeresse dans le bureau Ovale avant de s'enfuir vers Mar-a-Lago en Floride. Comme s'il n'y avait rien de plus urgent, le président milliardaire avait suspendu pour trois mois, dès le jour de son investiture, les opérations de l'agence fédérale de développement Usaid. Il en a fallu moins de deux à son secrétaire d'Etat pour en supprimer 83 %, le 10 mars, sans évaluation sérieuse.

Marco Rubio l'affirme, les 5 200 contrats annulés ont «*coûté des dizaines de milliards de dollars*» aux Etats-Unis et souvent «*nui à leurs intérêts fondamentaux*»; les 1 000 sauvegardés devront respecter l'idéologie MAGA (Make America Great Again) censée rendre sa grandeur aux Etats-Unis. Rien de surprenant de la part d'une administration sans empathie, dominée par un clan de ploutocrates venus de Wall Street, des Big Oil et de la Silicon Valley. Mais pour quels résultats? Panique, colère et désespoir d'ONG contraintes de tout arrêter; vies en sursis de centaines de milliers de personnes; réduction infiniment du déficit budgétaire.

Dans la chasse aux dépenses du DOGE, le département de l'efficacité gouvernementale d'Elon Musk, patron de X et de Tesla, celles de l'Usaid sont en effet une modeste prise. Ses programmes d'un coût de 42 milliards de dollars (38,5 milliards d'euros) présentent 0,6 % du budget fédéral; l'aide globale (humanitaire et économique, hors armements) de 72 milliards de dollars en 2023 représente 0,25 % du PIB. Mais la seule question pertinente pour M. Rubio, dont le ministère supervisera désormais ce qu'il reste de l'Usaid, est de savoir «*si elle rend l'Amérique plus sûre, plus forte et plus prospère*». A cette aune-là, le programme Pepfar contre la propagation du sida n'a pas de raison d'être, même si l'initiative prise en 2003 par le président George W. Bush a sauvé 26 millions de vies, surtout en Afrique. Les hôpitaux de Gaza? Inutiles, pour les Américains. On pourrait croire que le financement des camps-prisons du Nord-Est syrien, où s'entassent des milliers de djihadistes de l'organisation Etat islamique et leurs familles, renforce la sécurité des Occidentaux face au terrorisme. Erreur, l'aide a été massacrée à la tronçonneuse.

«Mythes» à déconstruire
Cette politique ne va pas soulever l'indignation des Américains, pourtant nombreux à défendre les interventions humanitaires au nom des valeurs comme des intérêts bien compris de leur pays. Ils sont de plus en plus persuadés que Washington distribue ses dollars à guichet ouvert, jusqu'à y consacrer 20 % du budget fédéral certains, indique George Ingram, expert des politiques de développement, dans une note publiée le 7 mars par Brookings.

Autre «mythe» à déconstruire, selon lui: l'aide serait d'abord l'affaire du Parti démocrate, sans

**DANS LA VISION
DE BOUTIQUIER
DE TRUMP, CE QUI
EST DONNÉ AUX UNS
EST FORCÉMENT
PRIS AUX AUTRES**

FRANÇOIS BAYROU FACE AU CHANGEMENT D'ÈRE

ÉDITORIAL

M

E berlués et choqués par l'attitude de Donald Trump qui, jour après jour, contribue à creuser le fossé entre les Etats-Unis et l'Europe, les Français ont compris qu'ils étaient entrés dans la «nouvelle ère» évoquée, le 5 mars, par Emmanuel Macron. Les enquêtes d'opinion réalisées après l'allocution du président de la République convergent. Solennellement alertés à propos du risque d'abandon de l'Ukraine, ils se montrent très inquiets, ne minimisent en rien la menace russe et comprennent la nécessité du réarmement dans laquelle la France, comme ses partenaires européens, se trouve engagée pour tenter d'assurer la sécurité du continent européen.

Qui dit changement d'ère dit changement de logiciel. Tout est à repenser à

l'aune de la souveraineté européenne qu'il faut construire et consolider. Les trous sont béants et des dizaines de milliards d'euros vont devoir être mobilisés pour muscler la défense, mais aussi l'innovation, la recherche, la transition écologique, l'industrie, au prix de choix douloureux et de réorientations massives.

La France n'aborde pas ce tournant dans les meilleures conditions. Elle est handicapée par sa dette, l'une des plus élevées de la zone euro, le niveau de ses déficits publics, l'état de division dans lequel se trouve sa représentation nationale et la faible dynamique dont dispose le gouvernement. Tout juste François Bayrou est-il parvenu, après la chute du gouvernement Barnier, à faire voter un budget et une loi de financement de la Sécurité sociale qui restent largement déficitaires. L'essentiel reste à faire.

Sur le fond, la convergence entre les deux têtes de l'exécutif ne fait guère de doute. Leur objectif est de mettre le pays en situation de produire davantage pour réduire ses dépendances vis-à-vis de l'extérieur et assurer la pérennité d'un modèle social qui ne s'équilibre plus. Il y a cependant un noeud à dénouer: la retraite à 64 ans, devenue à la fois le symbole du «travailler plus» défendu depuis 2022 par Emmanuel Macron et l'objet d'une vive contestation sociale. Les syndicats et les partis de gauche font de son re-

trait l'enjeu d'une «réparation démocratique» sans laquelle, disent-ils, le pays ne pourra aller de l'avant.

Pressé par le président de la République de tirer sans tarder les conséquences de la nouvelle donne mondiale, vivement pris à partie par l'un de ses prédécesseurs, Edouard Philippe, qui lui reproche d'être à contremps, François Bayrou défend sans relâche sa méthode qui vise à remettre dans le jeu les partenaires sociaux tout en faisant un intense travail de pédagogie auprès des Français pour tenter de leur faire partager la contrainte. Trois arguments plaident en sa faveur: la défiance politique est à son zénith, un fossé s'est creusé depuis sept ans entre le sommet et la base, l'extrême droite est en embuscade. Marine Le Pen, prise à revers par la séquence internationale, guette le moindre faux pas social pour se remettre en selle.

Par petites touches, François Bayrou réécrit le champ des possibles. Dimanche 16 mars, sur France Inter, il a exclu le retour à la retraite à 62 ans ainsi que les hausses d'impôts revendiquées par la gauche, au risque de perdre une partie de ses faibles soutiens. C'est la limite de la méthode douce qu'il préconise: au lieu de créer du consensus, elle peut, au contraire, le dévitaliser et donner prise aux critiques de ceux qui lui reprochent de vouloir surrir gagner du temps. ■

Télérama

Weekend

Les 22 et 23 mars

Dans 200 musées partout en France

Deux entrées gratuites avec le pass Télérama

musée

Toutes les infos